

OFFICE DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE
OUTRE-MER

REPUBLIQUE FEDERALE
DU
CAMEROUN

CENTRE ORSTOM
DE
YAOUNDE

**ÉTUDES DE GÉOGRAPHIE URBAINE
AU CAMEROUN**

effectuées par la section de Géographie

OFFICE DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE
OUTRE-MER

REPUBLIQUE FEDERALE
DU
CAMEROUN

CENTRE ORSTOM DE YAOUNDE

ETUDES GEOGRAPHIQUES SUR LES VILLES

DU CAMEROUN

SECTION DE GEOGRAPHIE
ORSTOM - B.P. 193
YAOUNDE

S.H. n° 61
1970

La croissance urbaine est l'un des traits les plus marquants du visage actuel de l'Afrique.

Cette croissance se manifeste surtout par une augmentation du nombre des citadins et se traduit plus par l'extension spatiale des villes que par le développement de leur rôle économique.

La croissance urbaine et les problèmes qui lui sont liés, intéressent directement les géographes. Au sein de l'ORSTOM, l'étude des relations villes - campagnes est l'un de leurs principaux thèmes de recherche. Enrichissantes pour la connaissance générale des villes, ces études n'en présentent pas moins un intérêt pour ceux dont la tâche est plus immédiatement engagée sur les voies de l'organisation de l'espace.

Dans le domaine des études urbaines, les premiers travaux de la section de géographie du centre O.R.S.T.O.M. au Cameroun, remontent à 1956, avec l'étude consacrée par R. DIZIAIN et A. CAMBON à la population d'un quartier de Douala (1).

Actuellement, cinq chercheurs de la section font une part essentielle dans leurs recherches aux études touchant les problèmes des villes : paysages urbains, immigration, rapports des villes et du monde rural, relations des villes entre elles ...

La matière de ce fascicule est fournie par les **premiers résultats de ces** travaux, rédigés pour la plupart à l'occasion d'un colloque international, organisé à BORDEAUX en Octobre 1970, par le Centre National de la Recherche Scientifique, sur le thème de "la croissance urbaine en Afrique Noire et à Madagascar".

- Le paysage urbain de Yaoundé. (A. FRANQUEVILLE) (2)
Les Cahiers d'Outre-Mer n° 82 - Avril-Juin 1968. pp.113-154.
- L'espace urbain de Buea : essai de géographie sociale.
(G. COURADE).
Colloque de Bordeaux - 1970
- Les immigrés du quartier de la "Briqueterie" à Yaoundé. (2)
(A. FRANQUEVILLE).
Colloque de Bordeaux - 1970
- L'utilisation des équipements tertiaires dans l'Ouest du
Cameroun
(J. CHAMPAUD)
Colloque de Bordeaux - 1970

(1) R. DIZIAIN et A. CAMBON : Etude sur la population du quartier New Bell à DOUALA. (Recherches et Etudes camerounaises - 1960-3 numéro spécial).

(2) Les photographies illustrant ce texte n'ont pu être insérées dans ce fascicule.

- Aspects des relations villes - campagnes dans le département de la Haute-Sanaga.

(J. TISSANDIER).

Colloque de Bordeaux - 1970

- Reflexions provisoires sur la décadence des villes secondaires au Cameroun.

(Y. MARGUERAT).

Colloque de Bordeaux - 1970.

Ces articles ne constituent que les points de départ de recherches à plus long terme. Ils n'ont encore que valeur d'exemples et ne peuvent donner lieu à généralisation, hors des aspects méthodologiques qu'ils contiennent.

J. TISSANDIER

TABLE DES MATIERES

<u>LE PAYSAGE URBAIN DE YAOUNDE</u> (A. FRANQUEVILLE)	
- L'origine et le développement de l'Agglomération.....	1
- Le milieu physique et humain	2
- La fondation et la croissance de Yaoundé.....	9
- Les paysages urbains et l'habitat	
- La structure urbaine actuelle	20
- L'habitat et les problèmes d'urbanisme	28
<u>L'ESPACE URBAIN DE BUEA : essai de géographie sociale</u>	40
(G. COURADE)	
- La nature, l'histoire, les hommes dans la formation de la ville	41
- L'évolution de l'espace urbain	42
- Les quartiers de Buéa	49
Annexe I : l'utilisation du recensement administratif.....	53
Annexe II : légende des cartes	55
<u>LES IMMIGRES DU QUARTIER de "la Briqueterie" à YAOUNDE</u>	56
(A. FRANQUEVILLE.)	
- Principales caractéristiques démographiques de la ville..	57
- Le quartier de "la Briqueterie".....	60
- Caractères démographiques.....	62
- Origine géographique des immigrés	68
- Les activités des immigrés	71
<u>L'UTILISATION DES EQUIPEMENTS TERTIAIRES DANS L'OUEST DU CAMEROUN</u> ...	76
(J. CHAMPAUD)	
- La portée des équipements	79
- L'utilisation des équipements	81
- Le Lycée de BAFOUSSAM	86

ASPECTS DES RELATIONS VILLES - CAMPAGNES DANS LE

DEPARTEMENT DE LA HAUTE SANAGA 89
(J. TISSANDIER.)

- La ville et les mouvements de population 91
- La ville et les relations économiques et sociales..... 95
 - Les grands secteurs d'activité 95
 - Les commerçants de la ville 97
 - Les marchés ruraux 100
 - L'approvisionnement de la ville en produits vivriers 103
 - L'influence sociale de la ville 105

REFLEXIONS PROVISOIRES SUR LA DECADENCE DES VILLES

SECONDAIRE AU CAMEROUN. (Y. MARGUERAT) 109

Carte repère des circonscriptions administratives utilisées 117

Cartes Hors Texte : 1) L'espace urbain de BUEA =

- Agglomération urbaine de BUEA
- Les quartiers de BUEA

2) L'utilisation des équipements tertiaires
dans l'Ouest =

- 1- Recrutement des hôpitaux
- 2- Recrutement des Lycées et Collèges
- 3- Taux d'hospitalisation (pour 1.000 hab.)
- 4- Taux de scolarisation secondaire
(pour 10.000 hab.)

LE PAYSAGE URBAIN DE YAOUNDE (*)

(*) Cet article est reproduit avec l'aimable autorisation de la revue "LES CAHIERS D'OUTRE-MER" où il a été publié dans le n° 82, 21ème Année, de ~~AVRIL~~ - JUIN 1968.

Plantée au coeur du Sud-Cameroun, la capitale fédérale revêt un aspect insolite parmi les autres capitales d'Afrique (1). Au contraire de la plupart des Etats africains dotés d'une fenêtre sur la mer, où le grand port qui anime l'économie du pays s'est aussi adjugé les fonctions de direction politique et administrative, le Cameroun s'est choisi une capitale à 200 kilomètres à vol d'oiseau de la côte et qui vient seulement de dépasser les 100 000 habitants.

Rien ne semble rapprocher Yaoundé de **Libreville**, Léopoldville et tant d'autres capitales nées sur les lieux d'un ancien comptoir de traite. Ville de l'intérieur, elle aurait pu aussi se développer comme Bamako, Niamey ou Bangui sur les rives d'un fleuve navigable, au gré des exigences du commerce ; mais il n'en fut rien. En vérité, Yaoundé ne doit sa naissance et sa fortune qu'à un choix délibéré des hommes et J. RICHARD-MOLARD pouvait écrire naguère : "Ce serait la seule ville d'Afrique intertropicale française, qui devrait sa fortune, du reste modeste, à des considérations de confort européen plutôt qu'aux exigences du commerce." (2)

Une autre particularité de cette ville ne manque pas de frapper le voyageur qui connaît Abidjan, Dakar ou Brazzaville : elle n'a pas cet aspect moderne, voire futuriste, qui étonne un peu dans ces capitales de pays sous-développés : point de buildings impressionnants, point d'hôtels luxueux. Yaoundé fait plutôt figure de petite ville, de cité-jardin aux constructions basses, nichées dans la verdure sous l'abri des palmiers. Le cadre physique dans lequel elle s'est développée explique en grande partie cette particularité.

I. - L'ORIGINE ET LE DEVELOPPEMENT DE L'AGGLOMERATION

Comme beaucoup de villes d'Afrique noire, Yaoundé a pour origine un poste militaire fondé au début de la pénétration coloniale. Mais l'implantation de ce poste ne se fit pas au hasard : les facteurs physiques et les facteurs humains déterminèrent dans une large mesure le choix de sa situation et de son site.

(1) Cette étude résulte de recherches menées en 1966-1967 au centre ORSTOM de Yaoundé. Les cartes et graphiques reproduits ont été réalisés au service cartographique de ce centre.

(2) RICHARD-MOLARD (J.). Villes d'Afrique Noire. France-Outre-Mer, n° 255, 1950, 28^e année.

1.- Le milieu physique et humain.

Après une inspection de la "station" mise en place en 1889 dans le pays des "Yaunde" (ou Ewondo), le gouverneur allemand von Puttkamer écrivait : "La station est située sur une colline à la limite de la forêt et de la savane, situation éminemment favorable." (3) Cette limite, qui dessine en effet à cet endroit un vaste golfe vers le sud, a probablement une origine anthropique, et semble correspondre en fait à la limite méridionale de la zone de destruction de la forêt dense et humide (fig. 1) ; si, à proprement parler, Yaoundé se trouve encore dans la "forêt semi-décidue éclaircie", la zone post-forestière qui annonce les savanes arbustives de l'Adamaoua, commence à moins de 40 km vers le Nord (4).

Née à la jonction des bassins versants de la Sanaga et du Nyong, la ville s'est établie sur un seuil dominé à l'est par de hautes collines et à l'ouest par des "monts" dépassant 1 000 mètres, point de passage entre les deux vallées, porte ouverte vers le sud aux tribus que refoula au XVIIIe siècle la poussée des Foulbé, porte ouverte vers le nord aux conquérants allemands du début de ce siècle. Cette situation la prédisposait à devenir une ville de contact entre le monde de la forêt et celui de la savane. Mais ce ne fut pas cette considération d'ordre économique qui détermina les représentants de la puissance mandataire à transférer la capitale de Douala à Yaoundé au lendemain de la première guerre mondiale (décret du 23 Mars 1921). Ce furent avant tout des raisons d'ordre climatique qui jouèrent.

a) Les données climatiques.

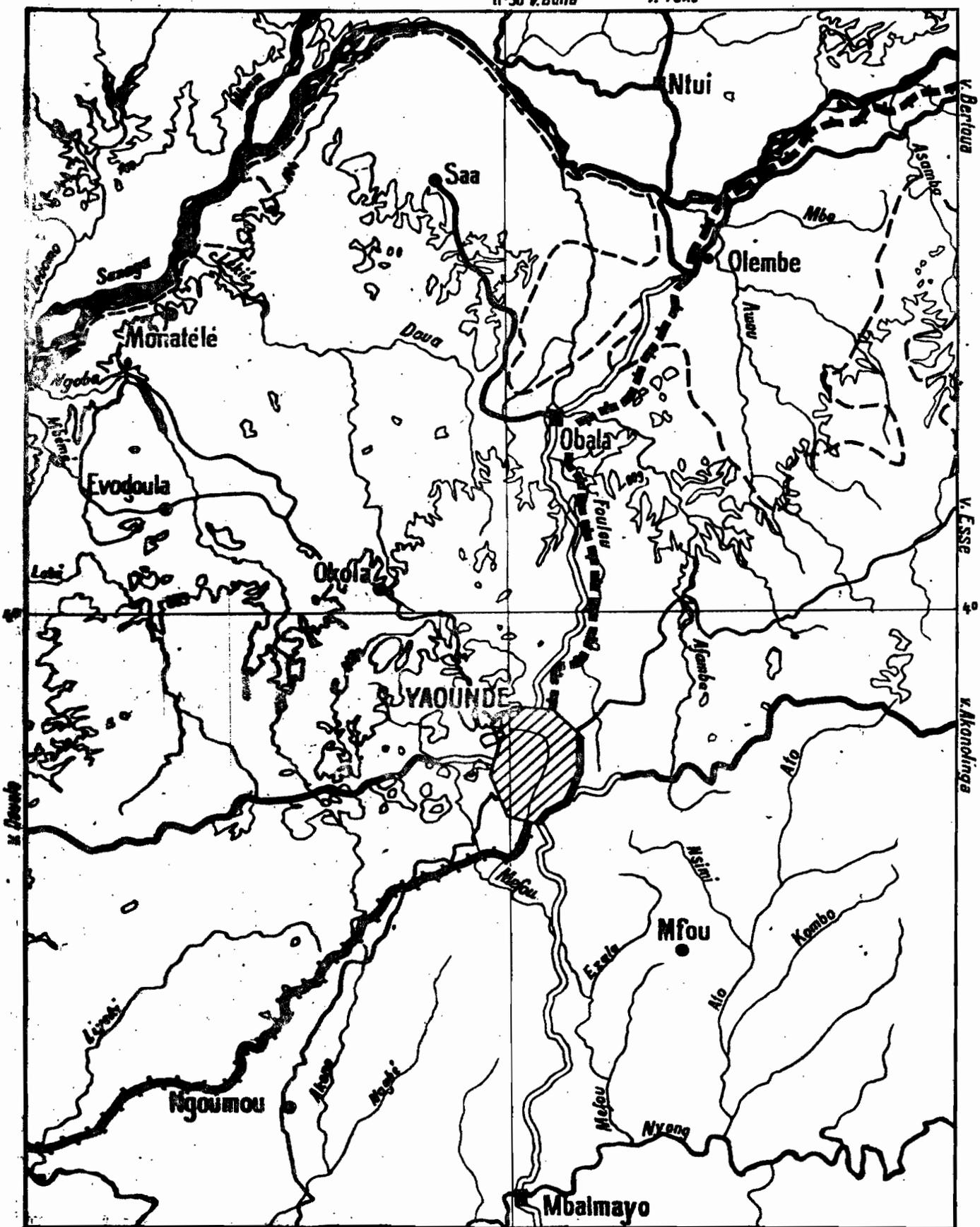
A 760 m d'altitude (aéroport), par 11°31 de longitude Est et 3°51 de latitude Nord, Yaoundé jouit d'un climat moins chaud et beaucoup moins humide que celui de Douala :

	! Température	! Nombre de jours	! Précipitations!
	! moyenne	! de pluie	! annuelles
! Yaoundé	! 24°1	! 140	! 1741,2 mm
! Douala (hôpital).	! 26°4	! 225	! 4030,4 mm

(3) Deutsches Kolonialblatt, n° 12, 15 juin 1897, p. 381

(4) LETOUZEY (R.), Atlas du Cameroun, planche VII : carte photogéographique au 1/2.000.000e.

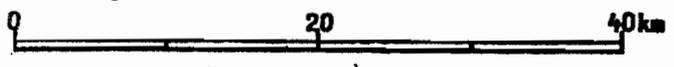
11°30' v. Bafia v. Yoko



Légende

- Limite forêt-savane
- +—+— Chemin de fer
- ▲—▲— Transcamerounais
- Courbe de niveau

Fig.1 CROQUIS DE SITUATION



v. Kribi 11°30' v. Sangmelima

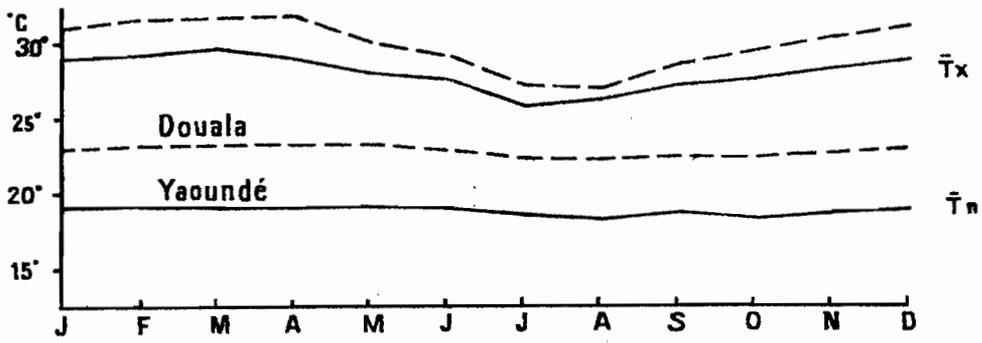


Fig. 2 - Températures moyennes des maxima et minima (1941-1953)

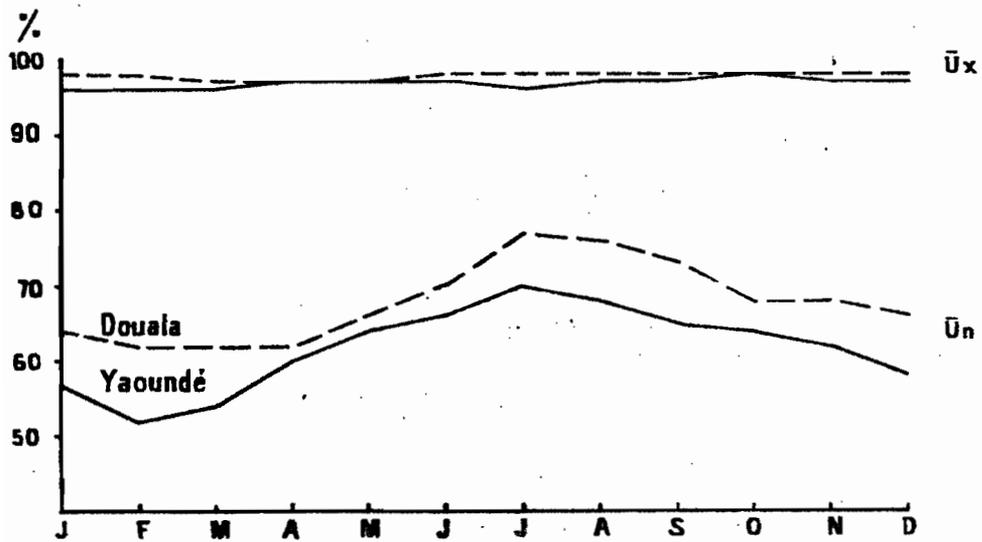


Fig. 3 - Taux d'humidité relative maxima et minima (1941-1950)

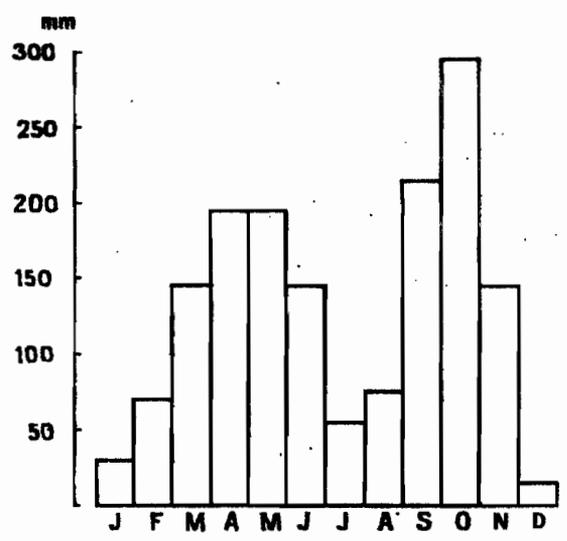


Fig. 4 - Les précipitations à Yaoundé (1) (1943-1963)

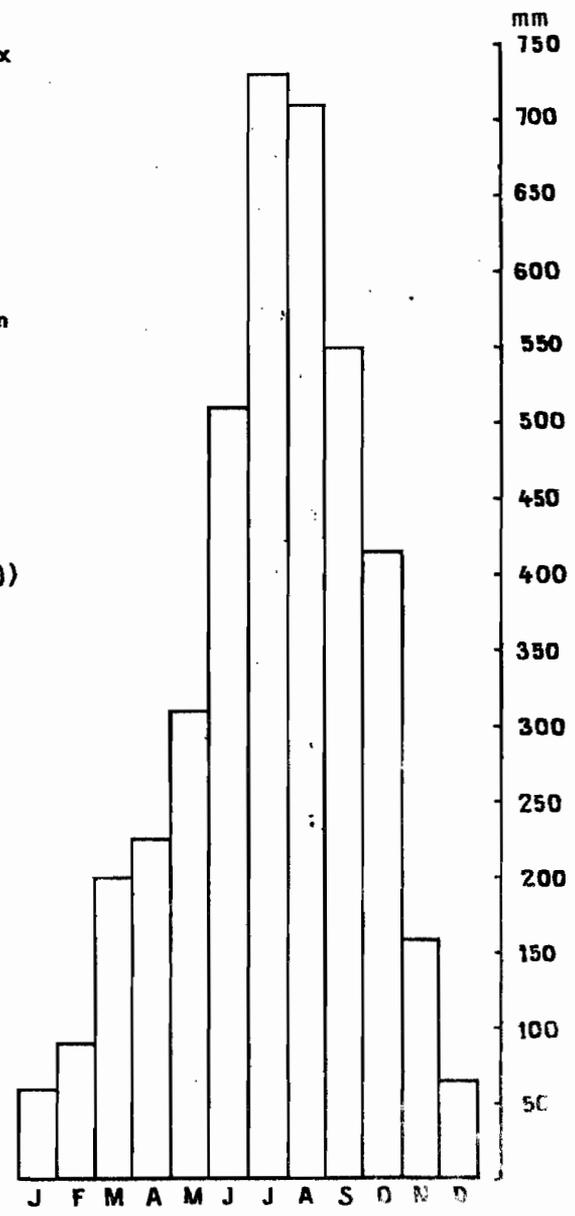


Fig. 5 Les précipitations à Douala (1) (1885-1964)

Les amplitudes thermiques moyennes, diurnes et mensuelles, sont plus fortes qu'à Douala, rendant ainsi la chaleur plus supportable ; si les maxima journaliers sont du même ordre (fig. 2), les minima sont beaucoup plus marqués. De même, si les degrés d'humidité relative maxima sont comparables (Fig. 3), les minima sont toujours inférieurs à ceux de Douala. Bien que situées sensiblement à la même latitude, les deux villes appartiennent en effet à des aires climatiques très différentes (5) ; Douala, soumise directement à la mousson déviée par les hauteurs voisines, ne connaît que deux saisons : une saison des pluies et une saison "moins humide" (fig. 4 et 5) et les précipitations annuelles de cette zone (4 m) comptent parmi les plus fortes d'Afrique. Au contraire, Yaoundé présente un climat équatorial classique à quatre saisons, beaucoup moins humide, et que l'altitude vient heureusement tempérer ; en saison humide, les pluies sont tout aussi brutales qu'à Douala, mais beaucoup moins régulières. Cette relative clémence du climat, qui rend d'ailleurs superflu l'usage du climatiseur, décida de l'avenir de l'agglomération.

b) Le site de la ville.

Surnommée la ville aux sept collines, bien qu'elle en possède davantage, Yaoundé est située au coeur de la zone d'affleurement du complexe de base - ensemble de schistes cristallins composé d'ectinites et de migmatites, daté du Précambrien inférieur - qui forme la presque totalité du substratum du Cameroun (6). Dans la région, les ectinites, qui apparaissent encore en lambeaux, ont été migmatitisées en embréchites et anatexites à structure ocellée ou rubannée, jusqu'à former des granites d'anatexie. Parmi les nombreux minéraux accessoires inclus dans ces formations se trouvent de fortes concentrations de rutile, oxyde de titane servant à la composition des fumigènes et des peintures, et que les autochtones ont exploité pendant la dernière guerre. Des carrières on extrait le gneiss embréchite qui constitue un bon matériau de construction ; concassé, on l'utilise aujourd'hui pour la pose du ballast du chemin de fer transcamerounais.

(5) GENIEUX (M.) : Atlas du Cameroun, planches III-IV, climatologie

(6) CHAMPETIER DE RIBES (G.) et AUBAGNE (M.). Carte géologique de reconnaissance du Cameroun, 1/500.000e, Yaoundé-Est, 1956. - GAZEL (J.). Atlas du Cameroun, planches IA Nord- I B Sud, 1/1.000.000e, Géologie.

Ces gneiss donnent ici un paysage de collines et d'inselbergs où il est difficile de faire la part de la structure primitive et celle du modelé. Ce type de relief y détermina dans une large mesure la forme que prit la ville en se développant.

Elle s'est en effet développée sur un plateau disséqué et profondément raviné, découpé en collines aux versants convexes et en vallées à fond plat, relief typique des altérites ; ce plateau, en pente vers le **sud**, est drainé par un sous-affluent du Nyong, le Mfoundi, qui se jette dans la Méfou (Fig. 6 et 7). Ne considérer que cette pente d'ensemble : 764 m au Nord (Centre Jamot) et 680 m au Sud (Nsam), soit une dénivellation de 80 m sur 8 kilomètres, donnerait une forte mauvaise idée du relief de la ville. Le Mfoundi, dans sa traversée du périmètre urbain, ne reçoit pas moins de cinq ruisseaux sur sa droite et quatre sur sa gauche, qui coulent tous dans de profondes vallées bordées de collines les dominant de 50 ou 100 mètres.

Au **nord-ouest**, le mont Fébé (1 077 m) inclus dans le périmètre urbain, le mont Mbankolo (1 096 m), à l'**ouest** les monts Messa (1 015 m) et Akouandoué (870 m) forment une barrière quasi-continue, aux flancs raides couronnés de dalles rocheuses sans végétation, et qui ferme l'horizon à l'**ouest**. Coulant d'abord d'**ouest** en **est**, le Mfoundi et ses affluents ont détaché des hauteurs du mont Fébé une première série de collines d'altitude parfois supérieure à 800 mètres où sont campés les quartiers Oliga, Ntougou, Ekoudou, Bastos et Mfoundassi Nord. Grossi du Tongola et du Ntem, le Mfoundi contourne par l'**est** la colline d'Etoa-Méki et prend ensuite une direction NNE-SSO. Ses affluents ont découpé des collines aux formes oblongues orientées NO-SE sur sa droite et NE-SO sur sa gauche et convergeant toutes vers son lit ; le relief de la ville semble donc ordonné de part et d'autre d'un axe presque **nord-sud** constitué d'abord par la vallée du Djoungolo, puis par celle du Mfoundi.

Les collines du versant de rive droite sont les plus élevées. Descendant de Ntougou, l'**Abiergie** et l'Ekozoa entourent, avant de se rejoindre, le quartier de la Briqueterie (760 m) ainsi séparé du centre commercial lui-même limité à l'**est** par le Djoungolo. Un deuxième affluent, le Mingoa, enserme avec l'**Abiergie** une longue colline où se trouve le quartier de Mokolo-Messa (760 m à la Mission **catholique**), ainsi

11°30'

vers Übala

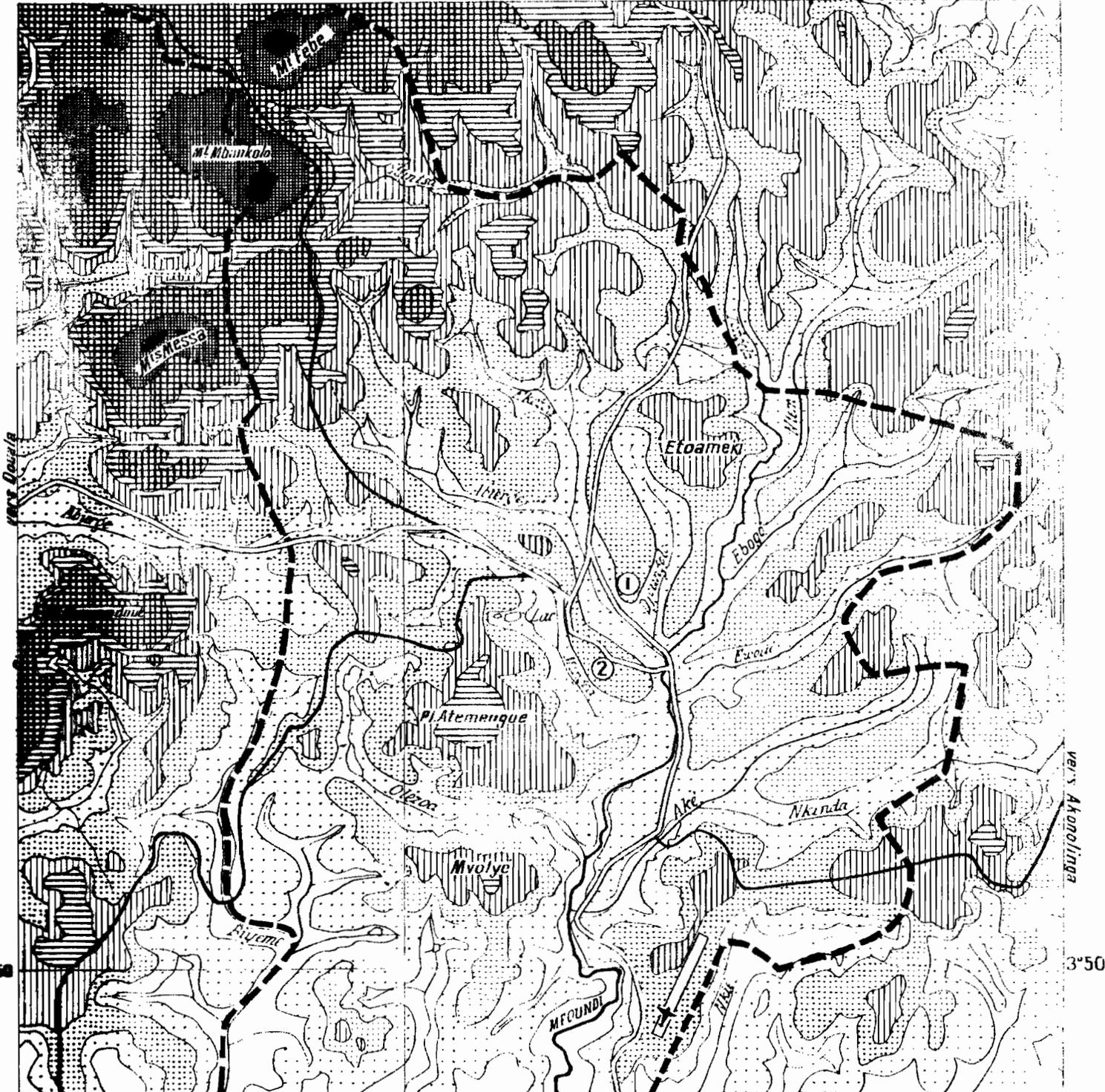
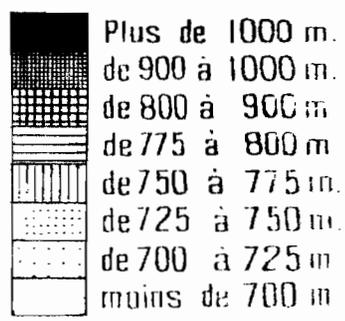


Fig. 6 . LE RELIEF DE LA VILLE



- ① Centre commercial
- ② Centre administratif
- Perimètre urbain

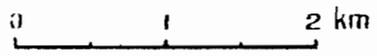
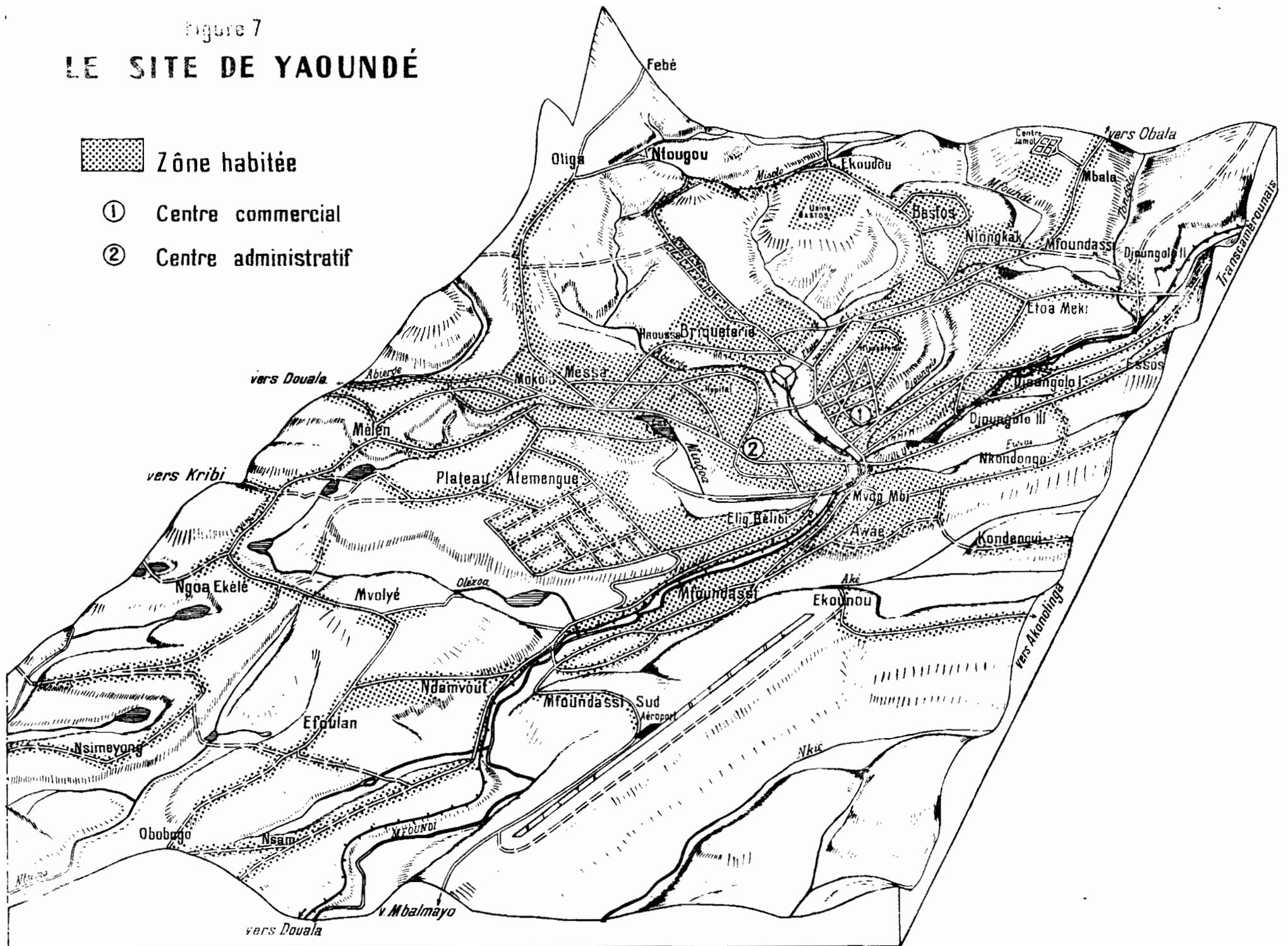


Figure 7
LE SITE DE YAOUNDÉ



que l'hôpital (760 m) et le centre administratif (750 m). Enfin, plus au sud, l'Olézoa sépare le vaste plateau Atemengue qui s'élève jusqu'à 793 m, de la colline de Mvolyé, à peine moins élevée (775 m).

Le versant est n'a pas été moins disséqué, mais les altitudes ne dépassent guère 760 m. Entre le Djoungolo et le Mfoundi, la colline d'Etoa-Méki semble avoir poussé une digitation vers le sud (quartier de Djoungolo I) au pied de laquelle fut bâtie voici dix ans la nouvelle cathédrale catholique. Puis les ruisseaux Ebogo, Ewoué, Aké et Nkié ont découpé les collines d'Essos, Mvog Ada, de Nkondongo, Mvog-Mbi, Awaé, Mfoundassi-Sud, de Kondengui et enfin d'Ekounou où ont été installé la station météorologique et l'aéroport dont l'unique piste a aussi adopté la contraignante orientation NE-SO des collines de ce versant.

Parmi les sols (7) que l'on rencontre sur ces croupes, les uns sont issus de l'altération en surface des embréchites. Ce sont les sols bruns argilo-sableux, peu profonds, mais riches, et propres à donner de bonnes cultures, bien que la roche affleure souvent (colline au nord des Sources, colline au sud de Ntougou, est. du Plateau Atemengue, sud de la colline de Mvolyé). Ou bien, ce sont des sols brun-rouges en surface, souvent brun-jaunes en profondeur, plus profonds, plus argileux, mais plus pauvres que les précédents, où les hydroxydes de fer sont plus individualisés (sud des quartiers Bastos et Nlongkak). Les autres, les plus fréquents, résultent de l'érosion des sols rouges ferrallitiques évolués, érosion qui met parfois à nu l'horizon gravillonnaire de concrétions ferrugineuses ou même l'horizon bariolé (quartier Mokolo-Hôpital centre administratif, Mvog-Mbi), concrétions qui peuvent aussi être cimentées en cuirasse de surface au sommet ou en cuirasse de thalweg soulignant le contour des collines (quartier commercial, Plateau Atemengue). Ces derniers sols, stables, plus ou moins indurés, sont parfaitement aptes à soutenir les constructions urbaines.

Les vallées, soumises aux deux orientations principales NE-SO et NO-SE qui leur donnent des tracés presque parallèles, sont toutes drainées par un réseau de ruisseaux que la saison sèche ne tarit pas.

(7) BACHELIER (G.). Etude pédologique des sols de Yaoundé, pédogénèse des sols ferrallitiques, carte au 1/10 000e, juin 1957, ORSTOM.

L'érosion en nappe, activée par le déboisement, est intense, et ces cours d'eau charrient en saison des pluies une boue jaunâtre qui, débordant le lit mineur, vient tapisser les thalwegs et leur donne un fond aplani, créant ainsi des marécages où stagnent des eaux propices au développement des anophèles, mais aussi où se forment des sols sablo-limoneux dont l'horizon superficiel est riche en matières organiques (8). La partie méridionale de la ville possède ainsi de nombreux étangs, le plus souvent artificiels, l'eau s'accumulant à l'amont des routes qui **barrent** les vallées (étang de la Retenue, de Melen, d'Atemengue, d'Obili). De même, entre le Plateau Atemengue et la colline administrative, un lac artificiel a pu être créé sans nécessiter de gros travaux de terrassement. Les pentes des versants restent toujours fortes : les valeurs de 12 à 15 % sont communes et certains versants atteignent jusqu'à 25 %. L'érosion y est intense et activée par les averses extrêmement brutales du début de la saison des pluies, et les moindres ruisseaux creusent de profondes échancrures qui grignotent les collines.

La ville s'est accrochée et a grandi sur ce site remarquablement différencié, dont elle a essayé de tirer le meilleur parti, selon les besoins de chaque époque.

c) Le peuplement originel (9).

Plusieurs gisements préhistoriques découverts à partir de 1940 attestent l'ancienneté de l'occupation du site même de Yaoundé (10). L'un, près de Nsam, au sud, qui a livré des outils grossièrement taillés (pointes, grattoirs, coups de poing) dans le quartz, paraît très ancien : peut-être date-t-il du Paléolithique. Un autre, au village d'Ebogo, beaucoup plus riche, recélait à la fois un outillage de pierre taillée, un outillage de pierre polie (haches, polissoirs) et une abondante poterie ornée de motifs géométriques. Enfin, un autre gisement a pu être daté de l'âge du fer, bien que le climat ne soit

(8) BACHELIER (G.). Etude pédologique sur la submersion des sols de bas-fonds de Yaoundé, août 1954, ORSTOM.

(9) MVENG (E.). Histoire du Cameroun 520 p. **Présence Africaine** 1963.

KETCHOUA (Th.). Contribution à l'histoire du Cameroun de 450 av. J.C. à nos jours, s.d., 209 p.

(10) JAUZE (J.B.). Contribution à l'étude de l'archéologie du Cameroun. Bull. Soc. Cam., déc. 1944, n° 8, pp. 105-123.

L'art inconnu d'une culture primitive africaine dans la région de Yaoundé. Bull. Soc. d'ét. cam. sept-octobre 1948, n° 23-24, pp. 47-49.

guère propice à la conservation de ce métal. Ainsi, il est certain que dès l'époque néolithique, sinon plus tôt, les collines de la région étaient occupées.

La première expédition allemande qui atteint la région quitte Grand Batanga le 15 octobre 1887. Sous la direction du lieutenant KUND, elle comprend le lieutenant TAPPENBECK, le zoologiste WEISENBORN, le botaniste BRAUN et 120 hommes portant chacun une charge de 60 livres (11). Le 27 novembre, longeant la Lokoundjé, l'expédition rencontre le premier groupement Yaoundé, les sujets du "roi" Munifirra "dont le village est le plus méridional des établissements Yaoundé". La traversée du Nyong en pirogues a lieu le 4 janvier 1888 et la Sanaga, alors appelée Grand-Nyong, est atteinte le 19 janvier. L'année suivante, l'un des membres de l'expédition, TAPPENBECK, crée la "station" de Yaoundé.

En mars 1890, le lieutenant MORGEN dirige une nouvelle expédition qui, de Kribi, fait route vers la nouvelle station avec mission d'atteindre la source de la Bénoué et l'Adamaoua ; il y trouve ZENKER activement occupé à la construction du poste avec 15 ouvriers (12). En 1892, RAMSAY, partant de la station d'Edéa fondée l'année précédente par KUND, ouvre la piste jusqu'à Yaoundé et pousse ensuite vers la Sanaga (13). Ainsi, dès 1892, sont reconnus les trois principaux itinéraires vers le nord, le sud et l'ouest, en fonction desquels la région s'organisera peu à peu.

Pour compléter la connaissance du pays, l'oberleutnant VON STEIN effectue, de 1895 à 1899, les mêmes parcours, venant d'Edéa, et ses renseignements permettent l'établissement de la première carte Moisel du Sud-Cameroun au 1/50.000e (14). Enfin, en 1897, la route de l'est est ouverte par une expédition qui relie Carnotville à Yaoundé par Bartoua.

(11) Le récit de cette première expédition se trouve dans: *Mitteilungen von Forschungsreisenden und Gelehrten aus Deutschen Schutzgebieten*, Berlin, Vol I, 1888: Bericht über den äusseren Verlauf des Batanga-Expedition.

Ce périodique sera dorénavant désigné sous l'abréviation MDS

Outre les sources citées en note, nous devons nos informations d'ordre historique à quelques anciens habitants de la région, notamment les abbés Th. TSALA et F. ESSOMBA que nous remercions ici: Il serait urgent d'entreprendre une étude historique plus poussée des débuts de la colonisation avant que ne disparaissent les derniers témoins de cette période.

(12) M.D.S., vol. III, 1890, pp. 196-197.

(13) M.D.S., vol. VI, 1893, p. 286.

(14) *Aufnahmen des Oberleutnant Freiherrn VON STEIN zu Lausnitz im Südlichen Kamerun-Gebiet in den Jahren 1895-1899*. M.D.S., Vol. XIII, p. 93.

Il est frappant de constater que, dès cette époque, ces premiers explorateurs sont unanimes à noter la densité du peuplement et la forte occupation du sol en pays Yaoundé, contrastant avec les régions qu'ils ont dû traverser pour y accéder. Arrivant dans le pays Bané, au sud de la future station, KUND remarque : "Les villages prennent de l'importance, la forêt entre les villages fait de plus en plus place aux jardins et aux plantations", et VON STEIN : "Sur la route entre le Nyong et la station de Yaoundé se rencontrent de nombreux villages, quoique souvent assez petits ; les plus gros villages sont situés près de la station, à l'ouest et au nord de laquelle le pays redevient montagneux". Le développement ultérieur de la ville n'a donc fait qu'accentuer cette situation, mais ne l'a pas créée. Pays bien peuplé, au relief accidenté, mais pays déjà mis en valeur, où les grandes herbes prennent peu à peu la place de la forêt si péniblement traversée, tel se présente le pays Yaoundé aux nouveaux arrivants.

L'excellent observateur G. ZENKER, l'un des premiers occupants de la station, a laissé de précieuses descriptions du paysage qu'il découvrait, des habitants, de leur vie sociale et économique (15). "Le pays des Yaoundé est abondamment peuplé, ses villages sont installés sur de grands espaces dégagés où 10, 20 et jusqu'à 50 huttes s'élèvent près de celle du chef, la plus grande ; elles ne sont pas en tas, mais isolées et en ligne..." et dès 1890 il écrit que "son bon climat destinera peut-être ce pays à une exploitation par les Européens".

Sous le nom de Yaoundé, qui, note encore ZENKER, signifie "arachides" (16), étaient alors englobés tout un ensemble de peuples Béti ; quand les connaissances ethnologiques deviendront plus précises, on lui substituera le mot Ewondo, avec une signification plus restreinte, pour désigner ce groupe du rameau Béti de l'ensemble Pahouin, au sein duquel les Allemands installent leur poste. L'implantation des Ewondo est alors très récente (17). Ils font

(15) M.D.S., vol. VI, 1891, p. 138 : Das Yaunde Land, et vol. VIII, 1895, p. 36 : Yaunde.

(16) Sobriquet donné à cause de la consommation qu'ils en faisaient, ou pour donner une impression imagée de leur nombre.

(17) DUGAST (I.). Inventaire ethnique du Sud-Cameroun. IFAN, 1949, p. 59.-- ALEXANDRE (P.) et BINET (J.). Le groupe dit Pahouin. P.U.F., 1958.-- ALEXANDRE (P.). Protohistoire du groupe béti-bulu-fang : essai de synthèse provisoire. Cahiers d'Etudes Africaines, n° 20, pp. 503-560.

partie de la dernière vague de la grande migration pahouine de la fin du XVIII^e siècle, celle des Béti qui, au contraire des Fang et des Boulou, s'est la moins éloignée de la Sanaga après l'avoir traversée. Les levés du lieutenant VON STEIN font apparaître, dès 1895, l'existence aux alentours de la station de certains villages qui devaient devenir des quartiers de Yaoundé : à l'est, Mvog-Ada qui semble avoir été le village le plus important, au sud Mvog-Mbi, Moufoundassi, Mvog-Atangana-Mballa, Mvolyé, au nord, Oliga. Un autre groupe Béti occupe le sud-est du site, les Bane qui opposèrent une certaine résistance aux nouveaux venus jusqu'en 1897.

2. LA FONDATION ET LA CROISSANCE DE YAOUNDE

Le Cameroun ayant été, par suite des vicissitudes de l'histoire européenne, placé sous la tutelle successive de deux puissances coloniales, l'administration allemande d'abord, puis l'administration française, ont marqué de leur sceau différent l'évolution de la capitale.

a) La période allemande (1889-1915).

Pour installer son poste fortifié, TAPPENBECK choisit le ~~som-~~met de la colline allongée NO-SE qui longent les ruisseaux Ekozoa au nord et Mingoa au sud. Bien qu'elle ne fût pas la plus élevée, cette colline, aujourd'hui siège du quartier administratif, occupée alors par la tribu Ewondo des Mvog-Ada, constituait un site défensif assez remarquable ; en outre, la piste nord-sud, alors d'importance stratégique, suivait la rive droite du Mfoundi, escaladait cette colline et traversait ensuite l'Ekozoa ; elle se trouvait donc sous la surveillance directe du poste.

La justification officielle de l'érection de ce poste, le premier créé dans l'hinterland, fut la nécessité de lutter contre le commerce des esclaves que la conférence anti-esclavagiste de Bruxelles (1890) condamnait au même moment (18). Razziés jusqu'au sud de la Sanaga, ceux-ci étaient ensuite emmenés vers Yola, vendus dans l'empire de Sokoto et contribuaient à l'enrichissement des commerçants Haoussa.

(18) RUDIN (H.). Germans in Cameroons. 1884-1914. A case of modern imperialism. 1938, 456 p.

Les premières constructions qu'édifie TAPPENBECK sont modestes : cinq cases en 1889. En 1892, RAMSAY y trouve 25 bâtiments que le lieutenant BARTSCH, en 1895, voit entourés d'une clôture en bois. DOMINIK rénove alors la station et construit une solide enceinte carrée de 100 m de côté, en brique cuites sur place, dont le mur crénelé est renforcé de tours aux angles ; un large fossé la ceinture, que l'on franchit par un pont-levis. Un petit cimetière qui existe toujours, y est accolé à l'angle nord. "Achevée en 1909, elle constitue désormais un solide ouvrage de la puissance allemande dans le sud de ce territoire encore agité." (19) Cette fortification, dont il reste aujourd'hui des pans de murs, à déterminé dans le plan du quartier, un îlot de forme carrée, toujours apparent. A l'intérieur se trouvent des hangars et une maison d'habitation massive dont le rez-de-chaussée est occupé par des magasins et l'étage composé de "six pièces vastes et aérées servant de salle à manger et de chambres pour les Européens" (20). Une large route bordée de palmiers descend la pente devant la station jusqu'au marigot où se trouve un établissement de bains. Dès l'origine, une briqueterie est donc installée au bord de l'Ekozoa. De l'autre côté du Mingoa, les Pères Pallotins, dont le Père VIETER, établissent en 1901 leur mission, sur la colline de Mvolyé, à trois quarts d'heure de marche de la station ; ils y construisent une chapelle et une maison d'habitation encore utilisées aujourd'hui, et déploient une intense activité que le major DOMINIK juge en bon militaire : "J'estime beaucoup l'activité des Pallotins parce qu'ils apportent aux indigènes un vrai christianisme allemand", écrit-il dans son ouvrage *Vom Atlantik Zum Tschadsee* (1908), "et parce que ces missionnaires, du matin au soir, mettent eux-mêmes la main à l'ouvrage et ne mettent pas seulement l'accent sur la prière" (p.37). En 1908, les Allemands créent une école à trois classes qui comptera aussitôt 75 élèves, 160 en 1913, et où deux heures sont consacrées chaque jour à l'enseignement agricole. Un hôpital pour Européens, prévu dès 1908, est achevé en 1913, à l'emplacement de l'hôpital actuel (21) ; une léproserie pour 600 malades est

(19) *Die Deutschen Schutzgebiete in Afrika und der Südsee, 1909-1910*, Berlin, 1911, p. 86. En langue bété, la ville de Yaoundé s'appelle toujours "Ongola" : l'enceinte.

(20) Rapport de visite du Gouverneur PUTTKAMER, 1897.

(21) *Amtsblatt für das Schutzgebiet Kamerun*, n° 36, 6e année, 1913, p.461.

projetée. Ainsi la station se transforme peu à peu et perd son caractère exclusivement militaire. L'interprète ATANGANA, devenu chef suprême des Ewondo, construit une spacieuse demeure à Efoulan et sera envoyé en 1911 à Hambourg pour enseigner sa langue.

Au début, le personnel était des plus réduits : TAPPENBECK se trouvait seul à trente-deux jours de marche de la côte avec laquelle les relations étaient rares (22) ; ZENKER se plaint de manquer de provisions et de marchandises d'échange ; en outre, intempéries et incendie viennent endommager les premières constructions. L'état des pistes s'améliorant, en 1895, les caravanes de Kribi peuvent atteindre Yaoundé en douze jours de marche et l'effectif de la station s'étoffe : en 1897 la garnison compte un officier, un sous-officier, un sergent indigène et 60 hommes des troupes coloniales, sans compter les ouvriers et manoeuvres. En 1908, la station n'est plus un poste avancé de la colonisation allemande, mais une étape vers le nord et l'est, à laquelle on accède en un temps relativement court :

! Temps de marche (23)	! Minimum	! Maximum	!
Yaoundé-Kribi	11 jours	14 jours	!
Yaoundé-Edéa	8	11	!
Yaoundé-Lolodorf	6	8	!
Yaoundé-Yoko.....	11	14	!
Yaoundé-Nguélémeidouka.....	7	9	!
Yaoundé-Doumé	12	16	!
Yaoundé-Nanga Eboko	6	8	!

Les conditions de vie et de ravitaillement s'améliorent, au point qu'en 1911, une femme y rejoint son mari ; en 1912, le personnel comprendra deux enfants de moins de 15 ans et cinq femmes accompagnant leur mari, et une naissance est signalée en 1913 (24). La même année, la première automobile joignait Kribi à Yaoundé.

Les rôles que joua la station dans l'histoire de la colonisation furent multiples. Le major DOMINIK en illustra la fonction militaire, non seulement par la fortification du site, mais par la pacification

(22) Deutsches Kolonialblatt, n° 22, 2e année, 1891, p. 486

(23) Deutsches Kolonialblatt, n° 16, 19e année, 1908, p. 788

(24) Die Deutschen Schutzgebiete in Afrika und der Südsee, 1911, 1912, 1913.

du pays. S'il semble que les Yaoundé se soient facilement soumis aux colonisateurs, encore que le Major ne leur ait jamais accordé grande confiance (25), l'arrêt des hostilités entre les différentes tribus, indispensable au développement du commerce, fut plus difficile à obtenir. Souvent les Allemands durent intervenir dans les luttes des Yaoundé contre leurs voisins : Eton, Bane, etc. Mais les ennuis les plus graves vinrent d'une part des "Wute" ou Babouté que les Allemands s'efforcèrent d'abord de contenir au nord de la Sanaga (26) et qui furent définitivement soumis en 1898, d'autre part des Bakoko, établis à l'ouest, et dont l'hostilité entravait le commerce par la route d'Edéa ; ils seront vaincus en 1903.

Leur défaite marque la fin du statut exclusivement militaire de Yaoundé, où les forces de police remplacent alors l'armée et qui devient le 13 avril 1905 chef-lieu de circonscription (Bezirk) et sera dotée la même année d'une agence postale. Cette pacification définitive, sanctionnée par l'établissement d'une administration civile, permit le plein développement du deuxième rôle de la station, celui d'un centre de commerce.

En réalité, les exigences du commerce ont contribué à la naissance de cette ville autant que les considérations de confort européen. Dès 1895, un agent européen est envoyé à Yaoundé par la firme Karl Maas pour y fonder une factorerie. DOMINIK note dans son rapport du 10 juillet 1898 : "Presque tous les peuples du pays Yaoundé trafiquent avec les factoreries d'ici", et les agents s'éloignent parfois à six ou huit jours de marche de la station pour commercer (27). Un "Plan de la Station de Yaoundé et des environs", daté de 1911 (Fig. 8) découverte parmi les archives nationales,

(25) "Ces Yaoundé sont un peuple-enfant, au caractère superficiel, et je sais bien que leur Hosanna d'aujourd'hui peut fort bien devenir un Crucifiez-le demain", écrit-il dans "Vom Atlantik zum Tschadsee", p. 32.

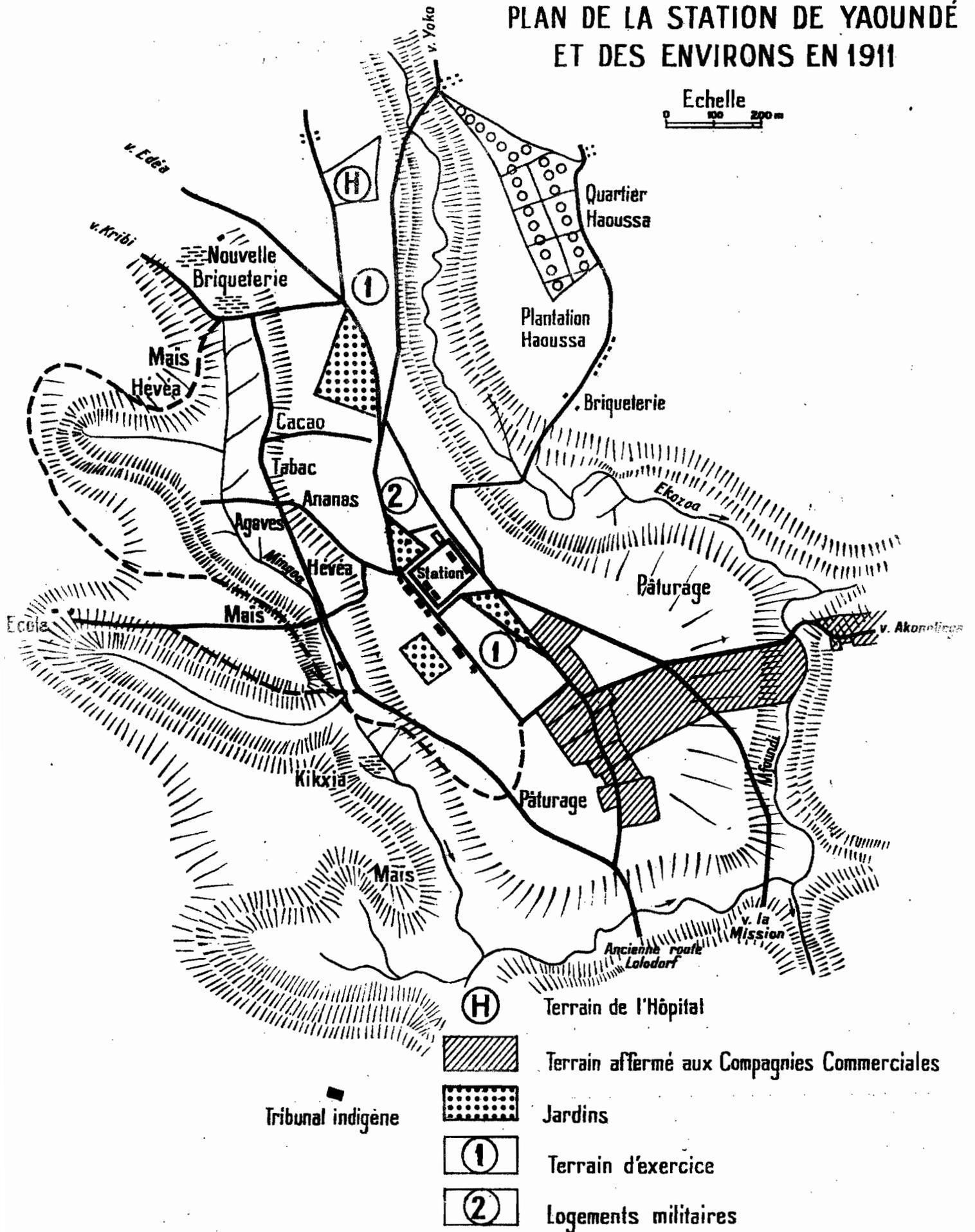
(26) "Une autre tâche importante de la station consiste dans l'observation constante de la situation dans le pays Wute et à Tibati", Rapport du Gouverneur, 1895.

(27) Deutsches Kolonialblatt, n° 20, 9e année, 1898, pp. 651-652.

Fig.8

PLAN DE LA STATION DE YAOUNDÉ ET DES ENVIRONS EN 1911

Echelle
0 100 200 m



indique que des terrains ont été affermés à une quinzaine de firmes, notamment John Holt et Cie, Woermann, R.W. King, Bremer Westafrika Gesellschaft, Randach et Stein, etc... Sur la route qui descend de la station vers le Mfoundi, un embryon de quartier commercial s'organise, un marché se crée.

Les Allemands eurent le souci de protéger les commerçants Haoussa (le plan cité révèle les cases rondes d'un village Haoussa à l'abri de la station, près de l'Hippodrome actuel) en assurant la sécurité des routes, de les détourner de la traite qu'ils pratiquaient aux frontières du pays avec les Anglais et les Français, et d'orienter leur commerce exclusivement vers la côte. Mais, très vite, ils voulurent aussi tenter, tout autour de la station, des cultures de subsistance et d'exportation que le climat et la fertilité des sols semblaient appeler. En 1889, TAPPENBECK écrit : "Des bananiers sont plantés, le jardin potager est cultivé, une récolte de maïs est rentrée", et ZENKER en 1890 : "Les plantations remplacent les mauvaises herbes". Ce dernier trouve, à proximité, du café sauvage qu'il suggère d'expérimenter. Le plan de 1911 montre l'existence de nombreux champs de maïs : "10 hectares de maïs ont été plantés pour la nourriture du bétail, qui donneront, si la récolte est bonne, 400 quintaux" (28). La station élève alors 13 chevaux, 5 ânes et mulets, 78 boeufs et vaches qui sont apparus pour la première fois dans le pays en 1901, une centaine de porcs et une nombreuse volaille. Des jardins potagers, des vergers, des jardins d'essai se trouvent aux abords du poste ; plus loin, ce sont des plantations de cacao, hévéa, ananas, tabac et "Kickxia elastica" (ou *Funtumia elastica* : arbre à caoutchouc ou "ireh" que l'on espérait pouvoir exploiter industriellement (29). Plusieurs centaines de pieds de sisal (*Agava rigida*, var. *sisala*) et de chanvre (*Fourcroya gigantea*) sont plantés à proximité de la forteresse, qui, outre leur utilité, "peuvent mettre obstacle par leurs feuilles acérées à d'éventuels assuats ennemis" (30). Mais la production la plus sûre est celle de l'huile de palme, et c'est d'elle que la circonscription tire alors son importance économique (31).

(28) Deutsches Kolonialblatt, n° 8, 22e année, 1911, p. 316.

(29) Amtsblatt für das Schutzgebiet Kamerun, n° 15, 3e année, 1910, p. 230

(30) Ibid., n° 2, 6e année, 1913, p. 26

(31) Der Handel in Südkamerun in des Jahren 1908 bis 1911. Bericht der Handelskammer für Südkamerun. Berlin, 1912, p. 88.

Forteresse, centre d'un commerce actif au coeur d'une région bien peuplée où il était aisé de recruter des porteurs, Yaoundé fut aussi une base d'où partirent les expéditions qui devaient soumettre le reste du pays : pays Bafia, pays Maka, places fortes de Tibati, Ngaoundéré, Maroua, toutes ces opérations furent menées par le Major DOMINIK, héros de cette colonisation (32). Enfin, si les circonstances l'avaient permis, il est probable que les Allemands auraient fait de Yaoundé, "un centre de repos pour les convalescents ou les Européens fatigués par un long séjour sur la côte"(33). Le climat s'y prêtait bien, les fièvres y semblaient moins virulentes qu'ailleurs (34), l'hôpital pour Européens était construit. Mais déjà la première guerre mondiale ouvrait une nouvelle page d'histoire.

b) La période française.

Yaoundé fut le point de jonction des colonnes anglaise et française au début du mois de janvier 1916 et son occupation marqua pratiquement la fin des hostilités au Cameroun. Deux mois plus tard, elle fut érigée en chef-lieu de la subdivision du Nyong et Sanaga.

A leur arrivée dans la ville, d'ailleurs totalement désertée par ses habitants qui reviendront peu à peu, les Français (35) furent frappés par son aspect coquet et ordonné : "Sur le plateau s'élèvent de nombreuses constructions européennes, et il est sillonné en tous sens par des routes et des avenues bien tracées et bordées d'arbres. Des écoles sont bâties aux carrefours les plus importants et au centre des quartiers les plus peuplés ; des fontaines publiques sont judicieusement espacées ; des affiches indiquent les noms des rues, des avenues, des places ; des placards sont dressés bien en vue pour faire connaître les arrêtés de l'autorité allemande. En somme, l'organisation germanique, minutieuse et tracassière, s'étale partout avec ses défauts mais aussi, il faut bien le reconnaître, avec ses réelles qualités." (36)

(32) Arrivé au Cameroun à l'âge de 24 ans, en 1894, et immédiatement envoyé à Yaoundé, il mourut le 16 décembre 1910, à 40 ans, sur le bateau qui le ramenait en Allemagne.

(33) Amtsblatt, n° 43, 6e année,, 1913, p. 525.

(34) En 1912 et 1913 on note pourtant plusieurs décès dans la station dus à la "Schwartzwasserfieber", fièvre bilieuse hémoglobininurique dont l'issue était fatale.

(35) Paradoxalement les documents relatifs à la période qui s'ouvre alors sont rares ou peu aisément accessibles ; une étude satisfaisante exigerait un ingrat travail de recherche dans les archives dont le classement vient de commencer ; le premier plan de la ville que nous ayons pu trouver date de 1949.

(36) AYMERICH (Général). La conquête du Cameroun, 1935, pp. 167-168.

Au sud de Mvolyé, autour de l'imposante demeure du chef supérieur ATANGANA, est né le village d'Efoulan (c'est-à-dire le "rassemblement" des chefs Ewondo) qui est alors devenu le plus important des villages indigènes. Les Haoussa ne sont plus seuls sur la colline du futur Hippodrome ; les premiers Bamiléké, arrivés en 1918, ont installé leur quartier à proximité du leur. Plus au nord, le lieu où les Haoussa font paître leurs boeufs venus de l'Adamaoua et dont ils font commerce, prend le nom de Nlongkak, "pâturage des boeufs"; là s'installent les premiers immigrants Eton et Manguissa. Outre le poste, la future colline administrative ne possède encore que les maisons allemandes trapues, couvertes de tuiles, et dont les murs sont flanqués de vérandas qui retiennent la fraîcheur.

Par mesure d'hygiène est alors édictée une décision introduisant une ségrégation de fait dans la ville ; en 1923 : "Toutes les cases indigènes ou paillotes habitées par les Noirs ont été transférées hors du périmètre urbain... Ce périmètre, largement établi, permet une ségrégation sérieuse et efficace. La population européenne a été invitée à ne pas laisser se former de villages indigènes aux alentours de ses maisons d'habitation (37). Le même rapport note que 38 % des enfants de moins de 10 ans sont impaludés et que des mesures d'assainissement ont été prises : débroussage, plantations et curage des marigots.

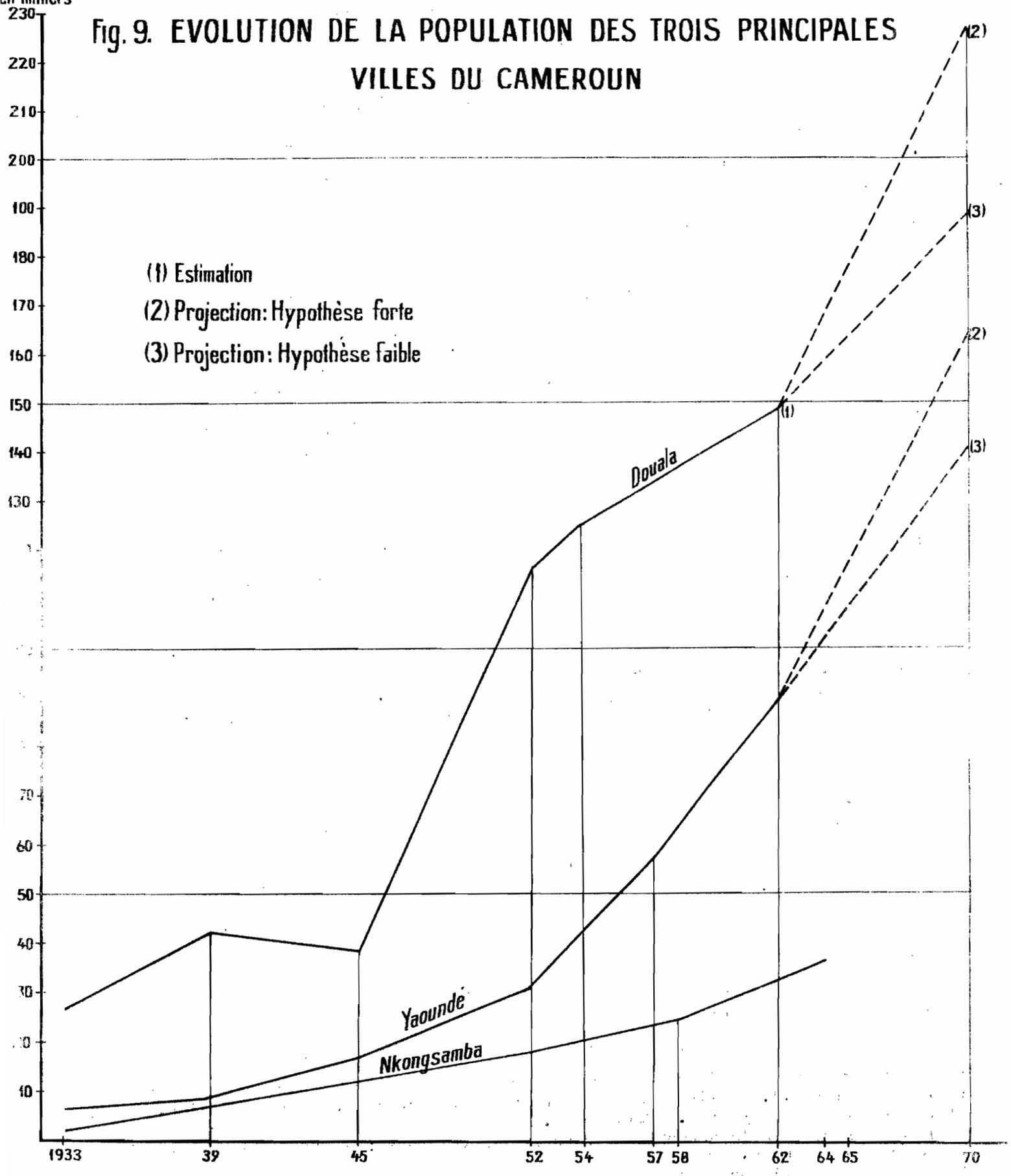
Ainsi prend forme le premier périmètre urbain qu'un arrêté fixe en 1925 (Fig. 9) ; il englobe la colline administrative (Yaoundé proprement dit), où le palais du Commissaire de la République est érigé en 1921 et reconstruit en 1930, la partie nord du Plateau Atemengue, alors appelé plateau TSUNGI (nom du véritable chef du lieu, ATEMENGUE n'étant que son second) où se trouve déjà le camp de la milice, suit à l'est la rivière Djoungolo jusqu'à la route de Yoko (Obala) ; à l'ouest la limite est constituée par une ligne joignant la route de Yoko à celle de Kribi. Ce périmètre restera pratiquement tel quel jusqu'en 1941, sauf une légère modification en 1934. Il rejette donc, à l'extérieur de la ville, les anciens villages autochtones : Mvog-Ada, Ndamvout, Ngoa-Ekélé et la mission catholique de Mvolyé, de même que les campements des immigrants qui s'installent alors à Nlongkak et au lieu-dit Akoazok ou Ekogodozog, "les empreintes de l'éléphant" qui va prendre le nom de la

(37) Rapport annuel du Gouvernement français sur l'administration sous mandat des territoires du Cameroun. Année 1923, p. 56.

Population
en milliers

Fig. 9. EVOLUTION DE LA POPULATION DES TROIS PRINCIPALES VILLES DU CAMEROUN

- (1) Estimation
- (2) Projection: Hypothèse forte
- (3) Projection: Hypothèse faible



briqueterie toute proche. Autre conséquence du tracé de ce périmètre urbain : le camp des Haoussa est transféré à l'ouest, au-delà de la Briqueterie, et ceux-ci adoptent les cases rectangulaires de forêt ; de même, les Bamiléké sont rejetés vers la route de Douala, au-delà du premier camp de fonctionnaires appelé par dérision Mokolo, à cause de son éloignement du centre (Mokolo, ville du Nord-Cameroun, était alors le siège d'un établissement pénitentiaire). Désormais ces quartiers périphériques se développeront par agglutination, dans l'indifférence de l'administration qui se bornera à aménager sommairement la voirie. Toutes les cases indigènes sont alors en écorce et en paille (38), jusqu'à ce que l'administration impose les constructions en poto-poto et raphia vers 1925-1930.

La ville, depuis 1921, siège du gouvernement dirigé par le Commissaire de la République Carde, compte alors 11 maisons de commerce dont 7 françaises et 4 anglaises (39). En 1922 y vivent 89 Européens dont 20 femmes et 12 enfants ; 32 hommes sont des fonctionnaires ou des militaires, 14 sont des commerçants et 11 des missionnaires. L'accès se fait toujours par la route carrossable de Kribi-Lolodorf (186 km) ; de Douala on peut gagner Eséka en une journée de chemin de fer, puis Yaoundé en cinq étapes (40) ; les produits d'exportation sont donc acheminés par portage à tête d'homme jusqu'à Eséka. Pour autant que l'on puisse se fier à ces premiers dénombrements, la ville compte, en 1926, 5.865 habitants dont 5.500 autochtones (41).

C'est en 1927 que le rail atteint Yaoundé ; la gare sera achevée en 1928. La principale conséquence de cet achèvement quant à la morphologie de la ville, fut le déplacement du quartier commercial, jusqu'alors sis sur le flanc est de la colline administrative, vers la colline opposée de l'autre côté du Mfoundi, et à proximité de la gare. Les maisons de commerce viennent alors rejoindre celle de la King, le long de ce qui deviendra la deuxième route de Yoko et le centre commercial. Une première scierie, la maison Belton, aujourd'hui disparue, s'installe en 1927 près du terminus de la voie ferrée ; quelques factoreries s'ouvrent après 1930 à proximité de la

(38) MARTIN (Dr G.). L'existence au Cameroun. Etudes sociales, études médicales, études d'hygiène et de prophylaxie. 1921, 535 p.

(39) Commissariat de la République française au Cameroun : Guide de la colonisation française au Cameroun, 1923.

(40) MARTIN (Dr G.). op. cit.

(41) BILLARD (P.). Yaoundé, étude de géographie urbaine, 1955, D.E.S. Grenoble, dactylographié, p. 50.

gare : Chidiac, Delieux, Papadopoulous. Cependant "tout cela avait un air bien misérable. Les entrepôts consistaient en des hangars... couvert de tôle ondulée avec des murs en même matériel. Une porte grillagée laissait seule passer la lumière dans la boutique... Certains commerçants édifiaient des baraques en planches, mais c'était l'exception." (42) Une relation de voyage décrit la ville en 1928, "étagée sur deux collines séparées par un ravin, que suit le chemin de fer. La partie ouest est celle de l'administration et des services publics ; la partie est est occupée par les maisons de commerce. La place est très mesurée et l'extension de la ville en est gênée." (43).

En 1934, l'ensemble du Plateau Atemengue devient zone militaire ; le périmètre urbain est élargi pour l'englober entièrement, et les habitants de Ngoa Ekélé établis là, se voient obligés de s'installer le long de la route de Kribi, où naît le village d'Obili (interprétation du mot "obligé"). Des travaux d'aménagement de l'infrastructure sont alors entrepris : construction de caniveaux, remblaiement de fonds marécageux, ponts en ciment sur le Mfoundi et le Djoungolo ; en 1939, ont lieu les premiers travaux de bitumage des routes donnant accès à la gare.

Le déclenchement de la deuxième guerre mondiale faillit compromettre le développement de la ville. Par mesure de sécurité, les organes de gouvernement furent transférés à Douala, et nombreux furent alors ceux qui pensaient que capitale politique et capitale économique devaient coïncider. Finalement, après l'arrêt des hostilités, l'agitation des chefs Ewondo, l'action du docteur Aujoulat, conjuguées à l'attrait d'un climat plus agréable, décidèrent en 1946 du retour du gouvernement à Yaoundé. Durant cette période, deux arrêtés signés en 1941, agrandissent légèrement le périmètre urbain au sud et au nord-est, englobant pour la première fois dans la ville quelques quartiers indigènes.

Si, pour Douala, les premières années de l'après-guerre furent celles du véritable essor de la ville (fig. 10), il faut attendre les années 50 pour voir l'expansion de Yaoundé se préciser tant par l'accroissement de sa population que par l'occupation plus poussée du site. La ville où ne vivaient que 350 Européens en 1930, en compte 3.760 en 1957, date à laquelle le premier recensement de

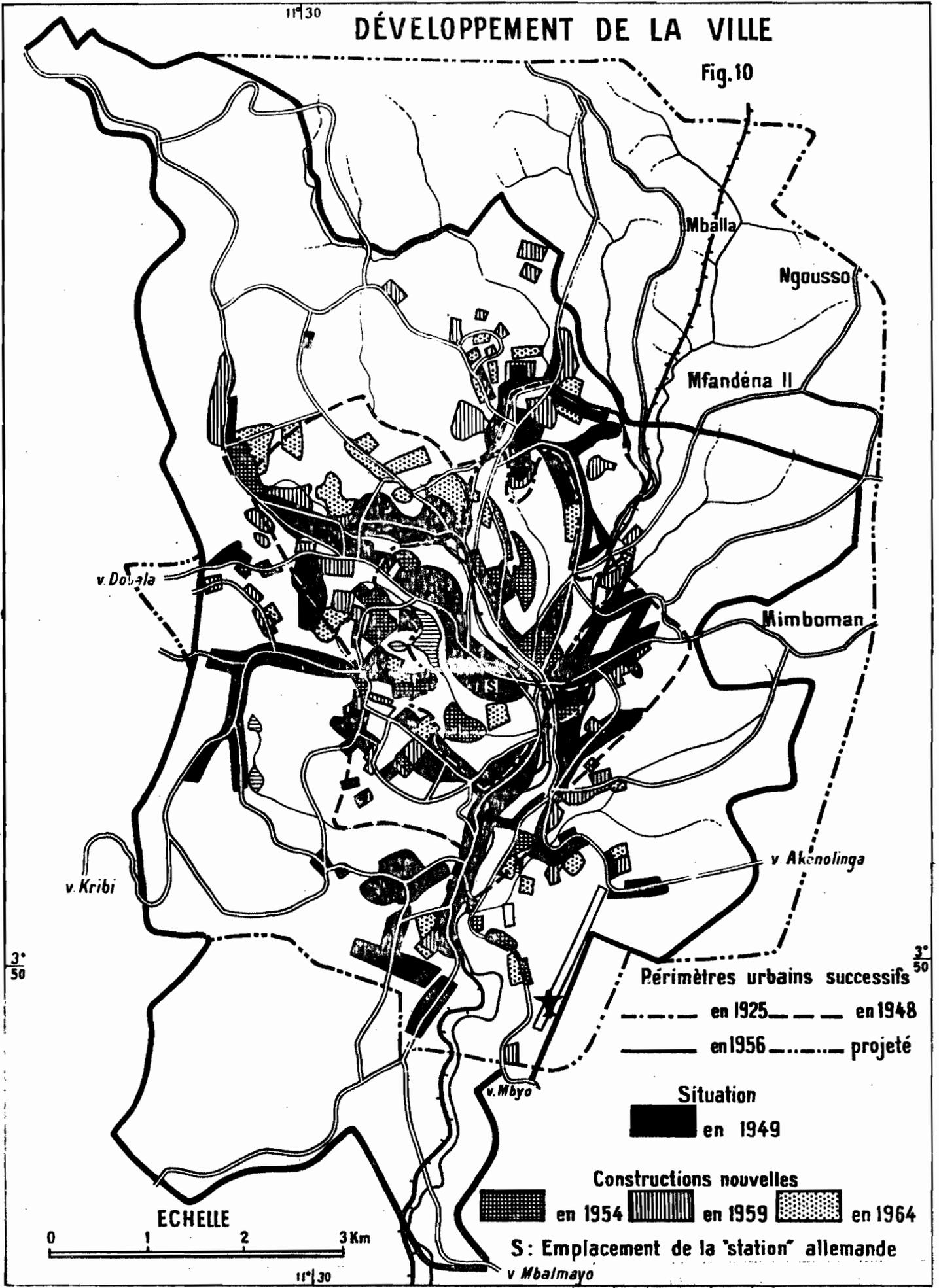
(42) BILLARD (P.). Op. cit., p. 35.

(43) DE BURTHE D'ANNELET (Lieut.-colonel). Du Cameroun à Alger. Paris, 1932. p. 52.

11°30

DÉVELOPPEMENT DE LA VILLE

Fig.10



la population autochtone (44) donne 54.000 habitants dont le groupe Pahouin-Béti représente 54 % (24,6 % pour les Ewondo proprement dits) ; au second rang vient le groupe des Bamiléké : 14,4 %. Dès cette date le rapport administratif note : "Les quartiers sont de plus en plus un mélange de races, les Bamiléké s'y infiltrent sans cesse, suivis des Bassa. Les quartiers n'ayant plus d'homogénéité, il est normal que les chefs de quartiers n'aient plus aucune influence." A cette évolution de la population, qui triple presque entre 1952 et 1962 pour atteindre 89.969 habitants (mais le périmètre urbain a été agrandi entre temps), correspond un élargissement des fonctions de la ville et une transformation de sa morphologie.

Avec les premières industries qui s'installent en 1946, la ville devient plus qu'une simple place de transit avec le nord et l'est. Ce sont d'abord la manufacture de cigarettes Bastos qui s'installe au Nord de la ville et la scierie Coron au Sud ; puis viennent d'autres scieries (Société Africaine des Bois, 1949) et menuiseries (T.P.I.M., 1951), des industries de transformation des oléagineux (savonneries, huileries), des industries de construction, des ateliers de réparation, les Brasseries du Cameroun. Mais cette expansion économique reste pourtant modeste : en 1947, 20 sociétés industrielles ou commerciales exercent à Yaoundé, quand Douala en compte quatre fois plus.

L'aménagement de l'infrastructure, commencé avant la guerre, est alors activement repris; il faut croire que, comparé à Douala, cet aménagement avait pris un certain retard, puisqu'en 1949 le chef de région écrivait au Haut-Commissaire : "Vue d'avion à basse altitude, Yaoundé offre des perspectives séduisantes ; celles-ci s'évanouissent très vite lorsque, sur la terre ferme, on circule dans les fondrières et les nuages de poussière." Aussi dès 1952 commence le bitumage des voies principales dont le total atteindra 48 km en 1956 ; la centrale électrique de 900 kWh est mise en chantier; l'adduction d'eau, assurée depuis 1944 par un barrage à Onambélé (8 km au Sud, sur le Mfoundi) est complétée par une prise sur la Mefou ; dans le centre commercial, les artères perpendiculaires à l'axe principal sont ouvertes. Les quartiers de l'Hippodrome, le lotissement des Sources sortent de terre, oeuvres de la Société Immobilière du Cameroun (S.I.C.) créée en 1952, qui aura construit en

(44) Service de la Statistique générale : Résultats du recensement de la ville de Yaoundé. 1957.

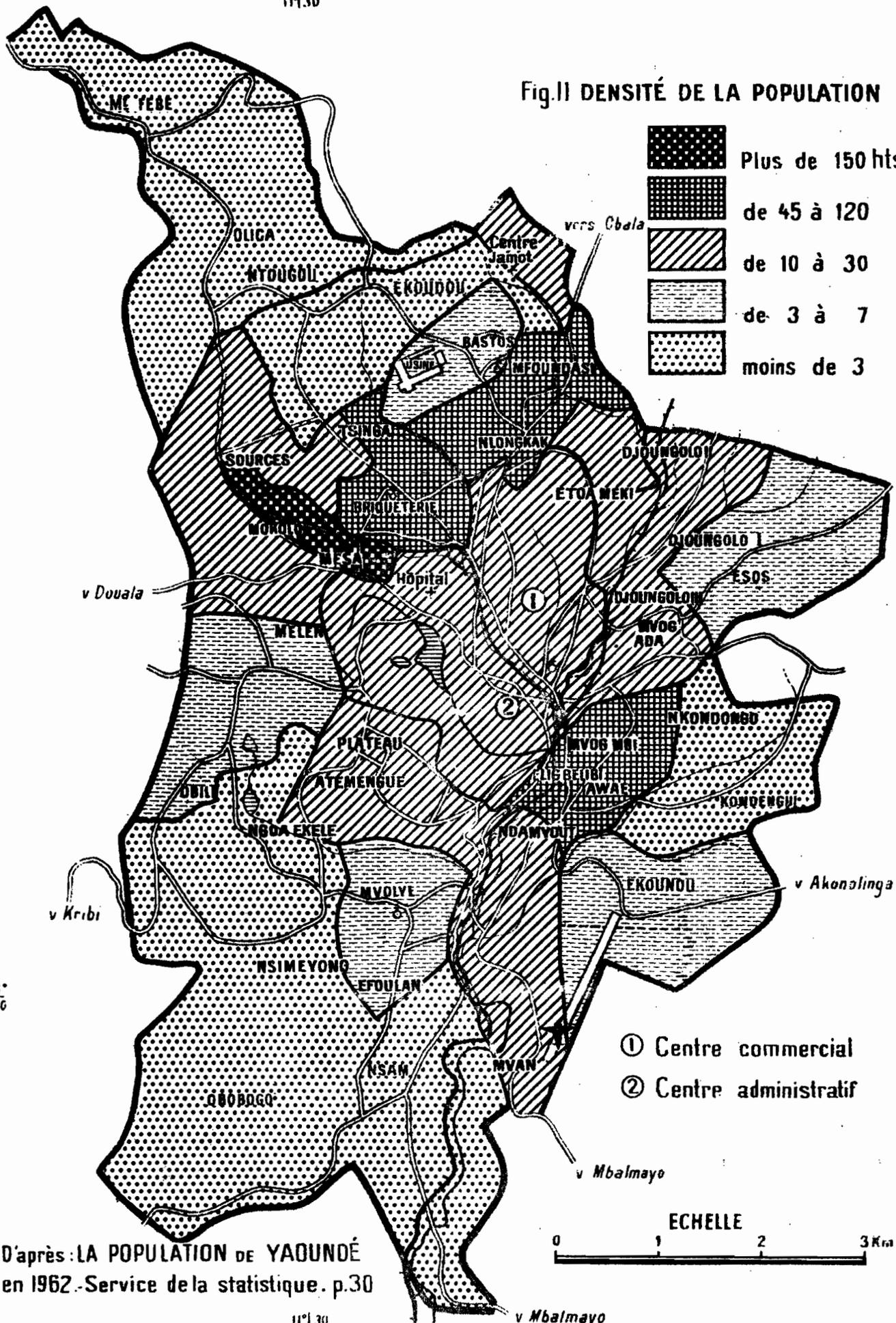
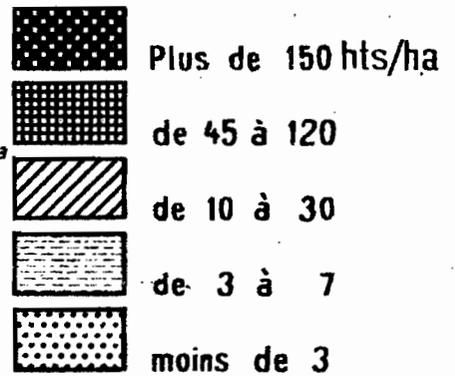
1959, 580 logements à Yaoundé. C'est aussi l'époque où est ouvert l'aéroport de classe C, à 5 kilomètres au Sud de la ville, après le déplacement du village d'Ekounou, qui en occupait la colline ; sa piste en latérite est ouverte aux DC-3 et, en saison sèche, aux DC-4 (45) ; plus tard elle sera goudronnée. Un nouvel arrêté élargit en 1948 le périmètre urbain qui comprend désormais les quartiers de la Briqueterie, Messa, Mokolo, Ndamvout, Mvog-Mbi, Mvog Ada, Etoa Méki ; en 1956, un autre arrêté va doubler ce périmètre qui perd alors toute signification géographique ; sur les 5.355 hectares qu'il englobe, 2.200 appartiennent à un paysage purement rural. La ville est alors érigée en commune de plein exercice (C.P.E.) et depuis lors la composition du corps municipal a peu changé.

De 5.500 en 1951 (45), le nombre des cases de la ville passe à 11 800 d'après le recensement de 1957 et à 33.500 d'après celui de 1962 (46). Comment s'est effectuée cette extension des constructions sur un site où le relief paraissait limiter étroitement l'espace disponible ? Le fig. 9 permet de répondre à la question. Elle montre que, d'après les levés de 1949, les zones habitées forment alors d'une part des unités totalement séparées, et ce sont le centre administratif, la partie basse du centre commercial, la Briqueterie avec le village Haoussa, Mokolo, Messa, d'autre part des quartiers étirés le long des routes, à l'exception de Nlongkak déjà plus étoffé. Depuis, l'accroissement de la population urbaine s'est traduit à la fois par la création de quartiers neufs : nord et sud du centre commercial, lotissement des Sources, camps de fonctionnaires et tout récemment quartier Bastos, et aussi par une augmentation de la densité dans les quartiers déjà peuplés d'autochtones ; celle-ci la Briqueterie, qui comptait 30 cases en 1950, en possède 50 en 1964. Les quartiers périphériques voient donc leurs cases se multiplier et prennent leur aspect actuel : enchevêtrement de constructions basses que l'on va s'efforcer d'améliorer peu à peu, délimité par un réseau routier sommaire, ou même sans réseau routier, comme pour la partie ouest de Messa. L'occupation du terrain fut donc complétée jusqu'à saturation sur le sommet des collines, puis s'est amorcé d'un mouvement de descente vers les marigots qui les ceinturent.

(45) "Les documents de France" : Le Cameroun. Aspect géographique, historique, économique et administratif du territoire. 1952, 225 p.

(46) Service de la Statistique : la population de Yaoundé en 1962, résultats principaux. Septembre 1963.

Fig.II DENSITÉ DE LA POPULATION



- ① Centre commercial
- ② Centre administratif



D'après : LA POPULATION DE YAOUNDÉ en 1962 - Service de la statistique. p.30

Aujourd'hui, l'extension de la ville se poursuit, planifiée au nord, où naissent de nouveaux quartiers, désordonnée ailleurs, où l'on s'efforce d'occuper les espaces vides dans la mesure où les pentes le permettent. Spontané ici, dirigé là, ce développement de la ville a contribué à lui donner une structure morcelée et très hétérogène, que la répartition des densités met en évidence (fig. 11).

II. - LES PAYSAGES URBAINS ET L'HABITAT

Les paysages urbains de Yaoundé sont caractérisés par cet aspect hétérogène qu'entraîne la présence de groupes humains aux genres de vie et aux niveaux de revenus très éloignés les uns des autres. Mais le cadre physique lui-même a contribué largement à la diversification des quartiers. Le plan d'ensemble qui en résulte aujourd'hui est loin d'être satisfaisant et pose à la vie quotidienne de la cité de redoutables problèmes qu'il ne sera pas aisé de résoudre.

1.- La structure urbaine actuelle.

La structure actuelle est organisée à partir de quelques grands axes routiers, dont la direction est imposée par le relief ; c'est à partir de cette trame que s'est élaboré le tissu urbain, tantôt en suivant un plan préconçu, tantôt dans la plus totale anarchie.

a) La disposition générale de la ville.

Un coup d'oeil sur la carte du relief et sur celle du tracé des routes fait immédiatement apparaître que la ville est littéralement coupée en deux par l'axe nord-sud que forment les vallées de l'Ekooza et du Mfoundi ; la voie ferrée qui suit cet axe vient encore accentuer cette coupure. De part et d'autre, deux systèmes de routes se sont organisés.

L'artère principale de la ville, la route Obala-Mbalmayo qui prend les noms d'avenue du Maréchal-Foch puis d'avenue du 27 Août, longe cet axe à mi-pente sur le versant oriental. Toutes les routes qui la rejoignent, venant de l'Est, empruntent rigoureusement la crête des interfluves, se dissociant à l'amont des vallées secondaires comme pour desservir toutes les collines, ce qui leur fait décrire de

larges courbes mais les oriente toujours dans le sens NE-SO. A l'ouest, une autre artère suit également la vallée du Mfoundi jusqu'au Centre administratif, s'oriente ensuite vers l'ouest et se dédouble pour former les routes d'Obala et d'Okola. Sur cette artère vient se greffer la sinueuse route de Kribi que trois branches parallèles NO-SE relient à l'axe nord-sud : l'une par le Plateau Atemengue, la plus fréquentée et la mieux aménagée; les autres par Mvolyé et Nsiméyong qui ne sont que des pistes en latérite. Plus au Nord, deux routes encore parallèles toujours NO-SE, de part et d'autre de l'Ekooza, viennent doubler la route d'Okola et la rejoignent ensuite, l'une traversant le quartier Bastos et menant au Mont Fébé, l'autre desservant le quartier de la Briqueterie.

L'assujettissement au relief se manifeste donc de plusieurs façons dans le plan du réseau urbain. Il explique d'abord la présence de cet axe nord-sud que cinq bretelles seulement, animées par une circulation intense, traversent : deux qui rejoignent le quartier de la Briqueterie, deux qui relient par le nord et par le sud (carrefours Warda et Brouillet) le centre administratif au centre commercial, et une qui fait communiquer la route de Mbalmayo avec Mvolyé et le Plateau Atemengue (passage de l'Abattoir). Notons que ces trois dernières traversent la voie ferrée par des passages à niveau où il n'est pas rare de voir des trains manoeuvrer lentement et interrompre toute circulation entre les deux parties de la capitale. La voie ferrée est d'ailleurs une source de fréquents accidents graves, les piétons l'utilisant habituellement pour gagner le centre de la ville.

Les routes adjacentes prennent des directions quasi-parallèles, calquées sur celles des collines et font aboutir toute la circulation sur l'axe Nord-sud, puisqu'elles suivent les interfluves. Celles qui joignent les collines les unes aux autres sont peu empruntées et généralement en mauvais état, de sorte qu'il faut toujours passer par le centre de la ville pour aller d'un point à un autre, ce qui allonge considérablement les distances et concentre toute la circulation sur les cinq bretelles ; on a noté 4 000 passages à l'heure au carrefour Brouillet (47). Ces routes de liaison entre les collines n'existent que pour Mokolo et la Briqueterie, et à l'est, pour Mvog Ada, Nkondongo, Awaé, Kondengui et Ekounou, au prix de pentes raides et ravinées parfois coupées en saison des pluies puisqu'elles sont, sauf la première, en latérite. En 1962, sur un réseau routier

(47) ZIMONJIC (Borislav). La situation des transports et de la circulation dans la ville de Yaoundé, 11 p.

total de 152 km, 88 étaient encore constitués de pistes en latérite ; aujourd'hui, toutes les routes importantes de la ville sont macadamisées.

Enfin, autre caractéristique de ce plan, due au relief : pour s'adapter au sommet des interfluves et joindre les points les plus hauts des différentes collines en évitant les bas-fonds marécageux, les axes routiers décrivent de larges courbes qui allongent considérablement les trajets, l'exemple **extrême** étant la route de Kribi. On conçoit qu'une telle disposition du réseau routier ne soit pas sans répercussions sur l'animation de la ville et qu'elle crée de sérieux problèmes d'urbanisme.

b) Les quartiers de Yaoundé

Epousant le tracé de ces routes, les quartiers se sont d'abord développés linéairement, puis ont débordé peu à peu sur les flancs des collines jusqu'à atteindre parfois le marigot ; cette évolution est plus ou moins poussée suivant les cas.

Les deux quartiers, construits exclusivement en dur, qui forment le centre ville et dont la densité est assez faible (10 à 30 habitants par hectare) doivent être considérés à part : le quartier administratif, qui a occupé le plus précocement et complètement sa colline, et le quartier commercial, dont le développement s'est effectué selon un véritable plan. Le premier, qui s'étend depuis l'hôpital jusqu'au carrefour Brouillet, n'est plus composé que de bâtiments publics que l'on modernise ou reconstruit aujourd'hui, à l'exception des vieilles maisons allemandes toujours habitées, qu'entoure un agréable jardin. Sur cette étroite colline allongée se trouvent concentrés la plupart des organes de direction politique et administrative du pays : Palais Présidentiel, Chambre des Députés, Premier Ministère, ministères de la Justice, des Finances, des Travaux Publics, de la Santé, de l'Agriculture, des Affaires Economiques et du Plan, de l'Education Nationale, etc... ; seuls, quatre hôtels de classe viennent diversifier quelque peu l'activité de ce quartier, qui vit au rythme administratif.

Jusqu'en 1954, une passerelle, tombée en ruines faute d'entretien, enjambait la vallée de l'Ekozoa et la voie ferrée pour relier le

centre administratif au centre commercial, face au marché. Celui-ci constituait alors le centre du quartier commercial, qui ne comprenait guère que deux rues parallèles. Depuis, ce centre s'est déplacé vers le sud du quartier, attiré par le "Printania", et les magasins de la rue de l'Intendance. Ce quartier commercial a un curieux aspect vieillot qui n'est pas accordé à son intense fréquentation ; l'immeuble de seize étages dont la société Shell vient de construire à côté de la cathédrale est le premier de ce genre à Yaoundé. Les magasins, bas et étriqués, n'attirent pas les regards ; un système d'arcades peintes en ocre semble vouloir les éloigner encore des passants qui empruntent les trottoirs au niveau de la chaussée, non au niveau de la vitrine et de l'entrée. Même la rue de l'Intendance, de création récente, présente cet aspect peu alléchant. Tous les magasins ouvrent tard, comme à regret, et ferment tôt leur lourd rideau de fer, le plus souvent à 18 heures, au mieux à 19 heures. Rien n'est fait pour attirer et retenir le client. Seul le "Printania", magasin de type Prisunic, qui vient d'être considérablement agrandie, présente un aspect conforme aux normes commerciales modernes et connaît un succès croissant, en dépit de ses heures d'ouverture, qui sont aussi des plus réduites.

Le nord-est de cette colline dominée par l'Hippodrome (stade de la ville) perd peu à peu ce caractère purement commercial et bancaire au profit de villas cossues qui abritent des ambassades, au milieu de la verdure et des arbres, et constitue certainement le quartier le plus agréable à proximité du centre. De l'autre côté de la vallée inoccupée du Djoungolo, la route qui relie, en arc de cercle, les deux extrémités de cette colline par Etoa Méki ("le lieu du sang", en souvenir de l'exécution d'un notable de la tribu Mvog Ada par les Allemands), présente un aspect mixte, bordé à la fois de petites villas, de cases en poto-poto et d'immeubles de la S.I.C. qui occupent le sol de façon très lâche.

Tranchant avec ce centre commercial, administratif et partiellement résidentiel, les quartiers suburbains, qui comptent 60 % de la population, ont tous un même visage qui les a fait regrouper sous le nom de "zone Ibadan" par les statisticiens lors du recensement de 1962. Ce sont Nlongkak et Mfoundassi au nord, la Briqueterie et Mokolo-Messa à l'ouest, Mvog Mbi, Awé et Elig Belibi au sud.

Ces quartiers ont en commun leur forte densité : plus de 120 habitants à l'hectare, et jusqu'à 327 à Mokolo ; mais surtout ils se distinguent par leur aspect : tous sont constitués de cases basses, construites en matériaux locaux, parfois améliorées jusqu'au semi-dur, mais toujours disposées sans ordre, plantées là où restait un espace libre, envahissant les pentes raides et même les lits des marigots. Ajoutons un trait habituel à ces types de quartiers : la population est jeune (40 % de moins de 15 ans) et composée en majorité d'immigrés (29 % seulement sont nés à Yaoundé).

Nlongkak, partagé en plusieurs îlots par le réseau routier, concentre plus de 10 000 habitants sur un peu moins d'un kilomètre carré. Ce quartier, le seul où l'on ne trouve aucun branchement électrique (48), compte 70 % de cases de type local pur, c'est-à-dire avec des murs de poto-poto et un toit de raphia. Son extension se poursuit aujourd'hui vers la vallée de l'Ekozoa, mais il se trouve véritablement encerclé par un réseau serré de marigots et le quartier Bastos bloque son extension vers le nord. La sociologue M.-P. de Thé a signalé l'état de fermeture psychologique et sociale qui le caractérise (49), et que la proximité du quartier aisé de Bastos ne fait qu'accentuer. Ce n'est qu'au-delà du Mfoundi, à Mfoundassi, que des immeubles modernes apparaissent, construits par la S.I.C., contrastant avec les pauvres cases délabrées qui bordent la route de Djoungolo II.

La mosquée, construite en 1955, domine le quartier Haoussa et la colline de la Briqueterie sur laquelle s'entassent plus de 20 000 habitants (densité : 86 habit./ha). Le flanc méridional est occupé par la Briqueterie Ouest, partie la plus ancienne, et le quartier Bamoun, le flanc oriental par le quartier Haoussa, tandis que le versant de l'Ekozoa prend le nom de Briqueterie Est. L'extension de ce quartier s'est d'abord effectuée vers l'Atièrgue jusqu'à envahir sa vallée. A présent, la route qui relie la Briqueterie à Mokolo ne laisse apparaître aucune solution de continuité entre ces deux quartiers ; c'est ensuite la vallée de l'Ekozoa qui a été occupée.

(48) Direction de la Statistique. - S.E.D.E.S.: Enquête sur le niveau de vie à Yaoundé, rapport provisoire, n° 1, juillet 1965.

(49) DE THE (M.P.). L'influence des femmes sur l'évolution des structures sociales chez les Béti du Sud-Cameroun. E.P.H.E., VIe section, mars 1965, dactylographié, pp. 182-183.

Les habitants de ces bas quartiers gagnent leur case en traversant le marigot au moyen de passerelles de fortune. En saison des pluies, chaque averse un peu prolongée provoque une inondation ; les passerelles de bois disparaissent sous l'eau, qui envahit les cases et sape les murs de terre. Pour y parer, certaines cases sont construites sur des monticules tandis que d'autres ont leur entrée barrée par un petit mur de 50 cm qu'il faut enjamber. De tels quartiers, campés pendant la moitié de l'année dans l'eau, la boue et la pourriture, et dont l'apparition est toute récente, n'auraient jamais dû voir le jour.

Quant au quartier Haoussa (116 habit./ha), à l'exception d'une artère goudronnée, ses rues ne sont qu'une suite d'ornières que l'eau approfondit sans cesse, au milieu d'un enchevêtrement de cases lézardées. Cette zone de taudis du nord-ouest de la ville a fait l'objet d'une étude spéciale de la direction de l'Urbanisme (50) qui en donne un saisissant tableau d'ensemble. Comprenant les quartiers de Mokolo, de Messa, de la Briqueterie et Haoussa, elle groupe 38 % de la population de la ville en 1963, non compris le camp des fonctionnaires ; 11 % seulement des habitants du groupe 20-24 ans sont nés à Yaoundé. La partie NW de Mokolo constitue la zone la plus critique où, avec ses 378 habit./ha, on ne trouve ni rues, ni places, ni édifices publics ; l'expression péjorative "Mokoloman" en témoigne. L'état sanitaire est déplorable, le dispensaire local surchargé ; 20 % des consultants sont paludéens, et maladies intestinales, affections pulmonaires, maladies vénériennes, alcoolisme, complètent le tableau ; au quartier de la Briqueterie, la prostitution touche 20 % des femmes, soit près du tiers des femmes du groupe d'âge 15-30 ans. Le sous-équipement n'affecte pas seulement la voirie : on y compte une fontaine publique pour 1 000 habitants, alors qu'il en faudrait une pour 150 à 200 habitants. Bref, il s'agit du second taudis urbain du Cameroun, après celui de New-Bell, à Douala (51). Le tiers des actifs relève du secteur traditionnel et de l'artisanat, et la proportion atteint son maximum au quartier Haoussa : 51,5 % des hommes actifs et 90 % des femmes actives. Plus de 500 boutiques et échopes s'ouvrent le long des rues principales, où règne une animation intense jusque très tard dans

(50) DEPRET (R.) et CHARLIER (R.). Ville de Yaoundé, zone NO, plan directeur, rapport justificat. Nov. 1963-janv. 1964, S.M.U.H., 141 p.

(51) DIZIAIN (R.) et CAMBON (A.). Etude sur la population du quartier de New-Bell à Douala. Recherches et Etudes Camerounaises, n° 3, 1960.

la nuit. Enfin, en ce qui concerne les ressources de ces habitants, une estimation du même document montre qu'elles se situent, pour les trois quarts des cas, entre 6 000 et 15 000 F CFA par mois.

Certes, ces quartiers, tel celui de Mokolo-Messa, ne sont pas exempts d'un certain pittoresque, avec le marché très fréquenté, les innombrables boutiques et bars aux enseignes naïves, le tout animé par les entrepreneurs Bamiléké, mais c'est un pittoresque chèrement acquis. Sous l'apparente homogénéité que crée l'entassement, l'ensemble est en fait divisé en blocs ethniquement distincts : Sénégalais, Bassa, Babouté, Bamiléké, Bamvélé, Maka, Yambassa, Yebekolo, Eton, Ewondo. Ces quartiers sont encadrés, à l'est, par le camp de fonctionnaires (Mokolo proprement dit) : - pauvres cases de terre et de nattes dont la seule originalité est la disposition ordonnée - aujourd'hui en cours de démolition, et, au nord, par le quartier de Madagascar. Ce dernier, dit lotissement des Sources, dont la plupart des constructions sont d'un type qualifié de "wagons de chemin de fer accolés" par J. DENIS (52), a été la première réalisation de la S.I.C., entre 1952 et 1956, entachée d'erreurs psychologiques, comme la construction de cuisines communes ; on tente aujourd'hui de l'améliorer, notamment par des travaux d'infrastructure qui lui ont manqué au départ.

A présent, suivant en cela les recommandations d'une mission d'urbanisme (53), c'est vers le nord-ouest, sur le terrain de Ntsinga et Messa III, que s'organise l'extension. Ce terrain, jusqu'alors utilisé exclusivement comme parc à boeufs, est déjà entièrement loti, des immeubles à étage ont surgi, construits aussi par la S.I.C. ; 50 000 habitants doivent prendre place dans ce nouveau quartier. Cette création saura-t-elle décongestionner la Briqueterie, ou lui sera-t-elle seulement juxtaposée à la manière des quartiers Bastos et Nlongkak ? Les logements de la S.I.C. n'étant accessibles qu'aux revenus à 20 000 F par mois (54), le résultat ne sera probablement que la juxtaposition de deux quartiers qui s'ignoreront.

Enfin, au sud, dernière de ces zones à forte densité (67 habit./ha) et habitat serré : les quartiers d'Awaé, Mvog Mbi, Nkondongo sur

(52) DENIS (J.). Le phénomène urbain en Afrique centrale. Bruxelles, 1958.

(53) COQUEREL et COURTIER. Principes généraux pour une politique d'urbanisme au Cameroun. S.M.U.H., juin 1961.

(54) La S.I.C. et l'habitat urbain, dans l'Effort Camerounais, 14-20 nov. 1965.

la rive gauche du Mfoundi, et Elig Belibi sur la rive droite. Les premiers ont occupé tout le flanc ouest de la colline, attirés par la route principale ; désormais, c'est vers le haut de cette colline, entre Aké et Ewoué, que se fait la progression ; là se trouve la plus forte proportion de cases en matériau local : 73 %. Quant au quartier d'Elig Belibi, cantonné strictement au fond de la vallée du Mfoundi et que la voie ferrée traverse de part en part, il offre aussi le triste spectacle d'inondations inéluctables à chaque orage.

Pour achever cette couronne autour du centre ville, il faut y ajouter les quartiers suburbains qui ont échappé à cet entassement inconsidéré, anciens villages ayant conservé leur structure traditionnelle ou zones ayant connu une affectation spéciale. A l'est, Djoungolo III et Mvog Ada gardent encore une structure linéaire, peut-être à cause de la raideur des collines, mais même entre les cases subsistent des espaces libres parfois plantés de maïs, manioc ou macabo, ou même de cacaoyers cachés dans l'herbe haute. Il n'est donc pas trop tard pour remodeler rationnellement ces quartiers. Le Plateau Atemengue, on l'a vu, a une histoire particulière ; aujourd'hui, il a perdu sa fonction exclusivement militaire au profit d'établissements d'enseignement primaire, secondaire (Ecole Leclerc, Lycée Technique) et supérieur (Ecole Normale Supérieure, Ecole d'Administration, Université) ; le somptueux palais de l'Assemblée Fédérale, qui vient d'y être érigé, ajoute une fonction politique. Mais il s'agit toujours d'un plateau réservé aux fonctions publiques et peuplé de fonctionnaires. De même les quartiers de Melen, à l'est du Lac, sont voués à des constructions pour fonctionnaires, tantôt proches du type casernement (Camp de la Police, Camp de la Gendarmerie), tantôt composé d'agréables maisonnettes entourées d'un parc, avec vue sur le lac.

Mais c'est au-delà de ces quartiers suburbains que la ville moderne semble vouloir s'installer. Le débordement s'opère d'abord vers le nord. On a évoqué plus haut la création en cours du quartier Ntsinga ; celle du quartier Bastoa, commencée depuis 1960, est beaucoup plus avancée. (1 La colline se transforme peu à peu en quartier résidentiel de haut standing, composé d'immeubles et surtout de villas, lieu d'élection des ambassades de tous pays au milieu desquelles les troupeaux de boeufs descendus de l'Adamaoua s'obstinent encore à chercher pâture. C'est aujourd'hui le "quartier chic" de la ville ; mais il souffre de son éloignement du centre, en l'absence de tout équipement commercial.

Au sud de la ville, la route de Mbalmayo, dite route de l'Aviation, voit aussi s'élever des immeubles de rapport de plusieurs étages propriétés de hauts fonctionnaires ou de commerçants ; mais ici le relief limite les possibilités de construction aux abords immédiats de la route.

La colline escarpée de Mvolyé , très isolée, est restée fidèle à sa fonction primitive de "colline religieuse" ; l'imprimerie, les écoles, le foyer de jeunes filles, tout y est d'inspiration catholique, même si la cathédrale et l'évêché se trouvent désormais au centre de la ville. Les cases n'ont pas escaladé ses flancs. Au-delà, les quartiers d'Efoulan, Nsimeyong, Ngoa Ekele, Obili, englobés dans un périmètre urbain démesuré, ne sont que des villages d'aspect tout semblable à ceux de la brousse, en dépit d'une économie influencée par la proximité de la ville. Il en va de même des villages du nord : Fébé, Oliga, Ntougou, et de l'est : Essos, Mbala, Kondengui. Seul Ekounou, avec ses entreprises de travaux publics et ses ateliers de menuiserie, paraît un peu plus marqué par l'empreinte de la ville. Enfin, à l'extrême nord, le mont Fébé, lieu de promenade des citadins, porte, avec la résidence présidentielle, un luxueux restaurant, un couvent de Bénédictins, et la résidence du Nonce apostolique(*)

Ainsi, à l'analyse, la structure de la ville apparaît triple : un centre urbain bipolaire, une couronne de quartiers suburbains où les types extrêmes d'habitat se côtoient, et une zone rurale où plus de 20 % des actifs relèvent du secteur agricole. Entre ces quartiers, le réseau des vallées reste sans utilité. A l'exception du chemin de fer, les voies de circulation les évitent ; les inondations périodiques y interdisent les constructions ; ça et là, quelques planches de légumes sont tentées, minuscules et occasionnelles. Ce n'est qu'au sud de la ville qu'un important travail de remblaiement a permis d'appeler zone industrielle la vallée du Mfoundi. En réalité, jusqu'à ces derniers temps, le problème de l'utilisation des bas-fonds n'avait pas encore été résolu.

2.- L'habitat et les problèmes d'urbanisme.

Le système d'occupation du terrain dans les quartiers urbains d'aspect traditionnel, présente une originalité certaine, puisqu'il n'est pas fondé sur la propriété, mais sur une sorte de location du sol. Par contre, la construction de la case utilise surtout, comme

(*) et, depuis 1970, un hôtel de haut standing.

en tant de villes, les matériaux tirés de "la brousse", et fait appel fréquemment à la solidarité familiale.

a) Les types de logement et le statut d'occupation (55).

Le type de cases en poto-poto appelé traditionnel ou local quoique d'introduction récente, constitue toujours la majorité des constructions de la ville : 62 %. Il s'agit de cases rectangulaires au toit à double pan, moins souvent à quatre pans, signe d'un niveau de vie plus élevé. Les murs sont en terre séchée, le toit en feuilles de raphia assemblées en "nattes" ; les cases aux murs de planches sont plus rares. Il est possible d'améliorer ce genre de construction en remplaçant la toiture végétale par des tôles ondulées (14 % des logements), à condition que la solidité de la charpente ^{le permette,} puis en crépisant les murs et en cimentant le sol (type semi-dur : 14 %). Là s'arrêtent les possibilités d'amélioration de ce type, mais ces modifications dans les quartiers insalubres viennent encore compliquer la tâche des urbanistes. Les véritables constructions en dur (briques, plus souvent parpaings), ne représentent que 10 % de l'ensemble, contre 54 % à Abidjan ; ce type de construction exigeant un investissement considérable, doit en effet être défini dès le départ ; n'y accèdent que les ménages jouissant d'un revenu mensuel supérieur à 20 000 F CFA, et, pour plus de la moitié de ces constructions, supérieur à 80 000 F. C'est dire qu'il se limite aux actifs du secteur public et semi-public et qu'on ne le rencontre que dans le centre urbain et dans les quartiers de fonctionnaires.

Partout ailleurs, la majorité des cases appartient au type local. Y prédominent les dimensions réduites (24 % n'ont qu'une pièce) et les grandes dimensions (32 % ont plus de cinq pièces) ; au contraire, les cases améliorées n'ont qu'une ou deux pièces, les logements en dur ou semi-dur présentant les plus grandes dimensions.

Le statut d'occupation du logement révèle une autre originalité de la capitale camerounaise : 37 % des occupants sont propriétaires de leur case (Abidjan : 13,5 %) et seulement 28 % en sont locataires (Abidjan : 71,8 %). Mais il faut noter que, dans la plupart des cas, la case seule est possédée, et non le terrain. Seuls, les gens riches et qui construisent en dur, peuvent se permettre d'acheter le terrain ; les autres se contentent de le louer. Le système est d'ailleurs assez

(55) Direction de la Statistique, op. cit.

curieux : le propriétaire, presque toujours un Ewondo, demande 50 000 F, si la case doit être couverte de tôles, 20 ou 30 000 F si on la couvre de nattes ; à cette somme, il faut ajouter une chèvre ou à la rigueur un porc, une dame-jeanne de 20 litres de vin rouge ou de vin de palme, une bouteille de whisky, du bois de chauffage, etc. Ajoutons que les conditions de ce marché dépendent beaucoup des affinités tribales ou ethniques qui relient les deux parties. Le contrat de location se fait devant témoins, mais n'est pas enregistré officiellement. Si, par la suite, un toit de tôles remplace les nattes, le propriétaire du terrain est en droit de réclamer une nouvelle somme d'argent, pour arriver au total des 50 000 F ; mais il en est qui se contentent de moins. Ces opérations une fois réalisées, le locataire est libre de toute redevance, mais le propriétaire peut, à tout moment, reprendre son terrain, moyennant une indemnité. Une loi récente vise d'ailleurs à freiner cette pratique en interdisant la reprise si la case est bâtie depuis cinq ans ou plus. Plutôt que d'une location, il semble qu'il convienne de parler ici d'un droit d'usage que le propriétaire éminent du sol peut céder, mais reprendre à tout moment.

b) La construction et l'équipement de la case.

Le terrain une fois désherbé et aplani, on plante en terre des piquets qu'il vaut mieux choisir en "Eoumé", bois très dur résistant aux termites (*Coula edulis*) : il en faut 250 pour une case de 11 x 8 m, que l'on peut se procurer pour 60 F pièce en brousse et 80 à 125 F en ville ; ensuite on fixe perpendiculairement à ceux-ci, soit au moyen de fils de fer, soit au moyen de lianes ("mbikol" ou "atuk"), de tiges d'arbustes ("okon") ou de rotin ("nlon"), des bambous sur l'extérieur et sur l'intérieur et, dans ce coffrage rudimentaire, est entassée la terre rouge dite poto-poto. En pratique, le toit doit être posé avant ce remplissage, pour éviter que la pluie ne vienne effriter ces murs fragiles. Tous ces travaux sont, autant que possible, effectués par l'intéressé lui-même, aidé de sa famille et de ses amis ; il faut cependant faire appel au maçon si l'on veut crépir les murs et cimenter le sol, au charpentier pour la pose de la charpente, au menuisier pour les portes et fenêtres.

Pour réduire le prix de ces constructions, les matériaux sont achetés, dans la mesure du possible, au village d'origine ; on y fait confectionner les nattes du toit, tailler les piquets, parfois moyennant un salaire en nature (poisson, viande, vin de palme achetés en ville), mais il faut alors compter avec le prix du transport. Enfin

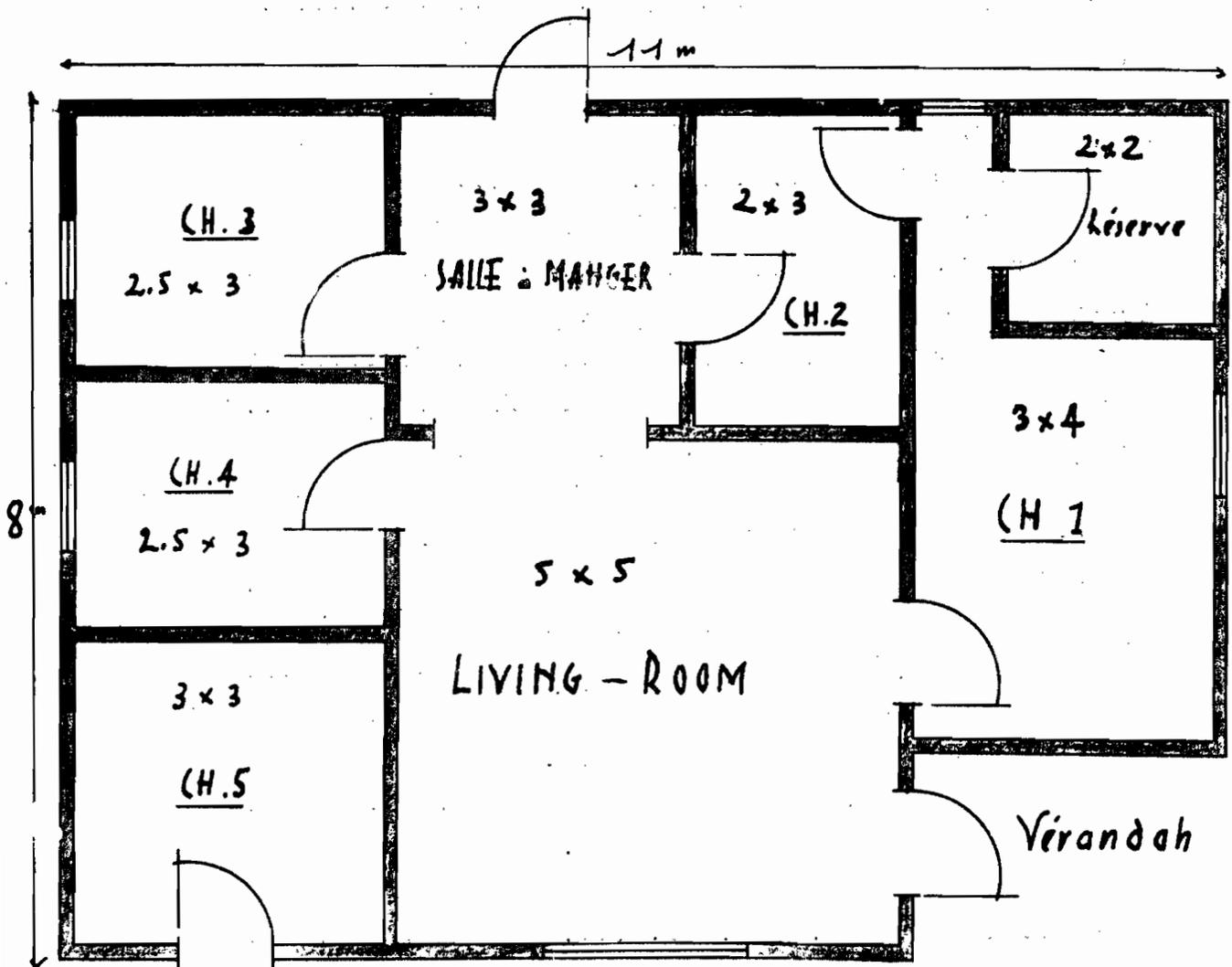
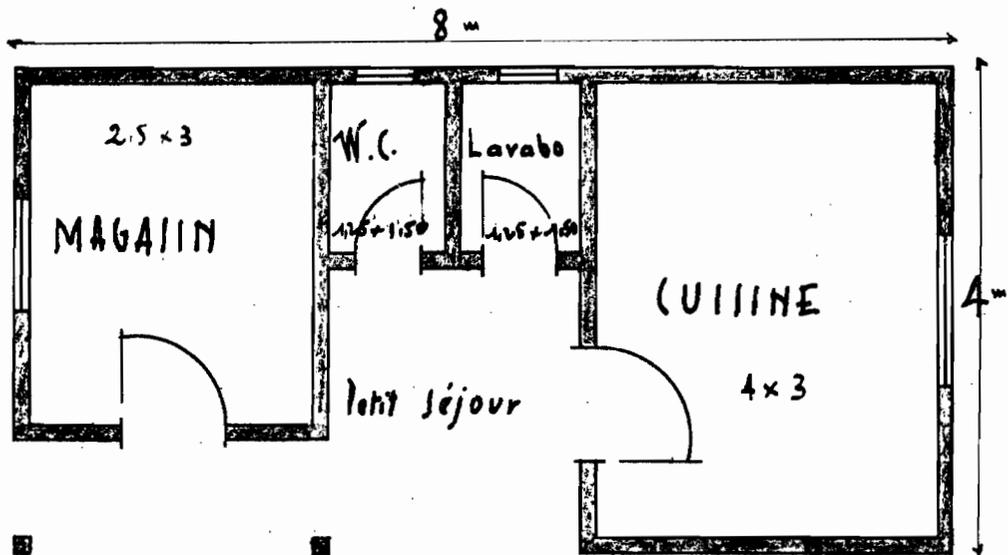


Fig. 12. Plan d'une case moderne de type local

on y fait travailler la famille et les amis pour les tâches non spécialisées (terrassements, pose des piquets, des bambous, du poto-poto) et on essaie de se découvrir un oncle maçon, charpentier ou menuisier. Le temps de construction varie entre trois mois et plusieurs années, selon la célérité des ouvriers et la solvabilité du propriétaire.

Voici, à titre d'exemple, le détail des frais de construction d'une case de type local de grande dimension, de modèle courant, dont on trouvera le plan ci-contre (fig. 12). Les prêts à la construction sont octroyés par la Banque Camerounaise de Développement (B.C.D.) et, pour les fonctionnaires, par la Société Camerounaise d'Equipelement, qui avance le prix des matériaux.

Préparation du terrain	5 000 F
Achat de 260 piquets à 80 F et transport : 20 800 F	
	+ 2 000 F
	22 800 F
Achat de 50 chevrons 4x8x500 à 225 F et transport :	
11 250 F + 700 F	11 950 F
Achat de 10 chevrons 8x8x500 à 450 F et transport :	
4 500 F + 200 F	4 700 F
Achat de 260 nattes à 30 F et transport :	
10 800 F + 2 000 F	12 800 F
Achat du fil de fer et transport	3 150 F
Achat de 4 kilos de clous	440 F
Achat de 600 paquets de bambous à 100 F et trans-	
port : 6 000 F + 1 600 F	7 600 F
Main-d'oeuvre (maçon, charpentier)	25 000 F
4 fenêtres à panneau	10 000 F
1 fenêtre de 1,50 m à persienne	4 000 F
1 porte à panneau et persienne	6 000 F
1 porte à panneau	4 500 F
6 portes simples	10 800 F
Transport des portes et fenêtres	4 800 F
Total	133 450 F

A ce total, il faut ajouter les 30 000 F donnés au propriétaire du terrain, la chèvre (3 à 6000F), le whisky (1 500 F), la dame-jeanne de vin de palme (600 F pour 20 litres) et le permis de bâtir (1 000 F).

Cette case est destinée à être pourvue d'un branchement électrique et d'une cuisine extérieure avec douche ; on peut estimer le prix de construction de celle-ci à 60 000 F, ce qui donne un total d'environ 250 000 F pour une habitation simple, mais confortable. Lorsque le propriétaire en aura la possibilité financière, il la couvrira de tôle, ce qui exigera une dépense supplémentaire d'au moins 50 000 F (400 F la tôle) ; il s'agit d'un employé du secteur semi-public qui gagne 13 000 F par mois. Le coût d'une telle construction à Yaoundé - 1 020 dollars sans compter les améliorations - paraît peu élevé comparé à celui des maisons les moins chères d'Addis-Abeba (800 dollars) ou de Fort-Lamy (4 800 dollars pour une maison de 50 mètres carrés (56)).

La cuisson des aliments se faisant au bois dans 90 % des cas, on comprend que cette opération se passe presque toujours hors de la case ; la cuisine est totalement séparée du logement comme dans les villages de brousse. Dans les meilleurs cas, comme le précédent, un même toit abrite, avec la cuisine, une pièce appelée "magasin" et plus rarement encore une salle d'eau. En réalité, les statistiques font apparaître que dans 45 % des cas, la toilette se fait en plein air, à côté de la case, au marigot ou à la borne-fontaine, de préférence à la tombée de la nuit, mais pas toujours... La douche intérieure n'existe que dans 5 % des logements, contre 18 % à Abidjan ; quant aux W.-C. intérieurs, moins de 7 % des logements en sont pourvus.

Le nombre des permis de construire variant chaque année entre 80 et 100 depuis 1962 pour les habitations, la rapide croissance de la ville a-t-elle fait naître un problème de surpeuplement ?

Si l'on compare les moyennes, la situation paraît meilleure qu'à Abidjan : chaque habitant dispose de 8,75 m² contre 5,01 dans la capitale ivoirienne. Mais l'analyse a révélé que sous-occupation et sur-occupation coexistent. Ainsi, parmi les ménages de trois ou quatre personnes, 20 % occupent des logements d'une pièce, 18 % des logements de deux pièces, alors que 30 % des logements de cinq pièces et plus comptent moins de cinq personnes. Le surpeuplement affecte à la fois les petites constructions traditionnelles - et c'est l'effet d'un bas niveau de vie - et les bâtiments en dur ou semi-dur de grande taille occupés par des fonctionnaires aisés, et c'est l'effet du parasitisme familial commun aux villes d'Afrique, qui se dissimule sous le nom d'hospitalité traditionnelle.

(56) NERFIN (M.). Towards a housing policy. The journal of modern African studies, vol. 3, n° 4, déc. 1965, p. 547.

Deux phénomènes viennent en effet expliquer cette mauvaise distribution de l'occupation du logement et fausser le fonctionnement de la loi de l'offre et de la demande en matière de loyers. D'une part, l'Etat loge ses employés ; cette location intéresse près de 80 % des constructions en dur ; les fonctionnaires non logés perçoivent une indemnité proportionnelle à leur traitement. D'autre part, on compte presque autant de ménages logés gratuitement par un parent ou un ami que de ménages locataires. Ainsi, sur le marché privé, le loyer moyen s'échelonne entre 500 et 3 000 F la pièce suivant l'état de la construction, la qualité du mobilier et l'humeur du propriétaire, alors que les loyers retenus par l'Etat sur la solde de ses agents sont dix fois moindres. Ajoutons enfin qu'une loi récente ayant interdit de loger les fonctionnaires dans les immeubles bâtis grâce aux fonds publics, de nombreux logements ne trouvent plus preneur tant leur loyer est élevé.

c) Les problèmes urbains et les projets d'aménagement.

L'analyse de la structure de la ville a déjà fait découvrir quelques-uns des problèmes que posent son développement et ses activités.

L'organisation du réseau routier, calqué sur l'agencement du relief, se révèle de plus en plus inapte à la circulation automobile croissante que connaît la capitale. Le centre urbain se trouve le lieu de passage obligé pour les véhicules en transit comme pour les liaisons intra-urbaines, et l'on a vu la fréquence de ces dernières tant à cause de la spécialisation des quartiers que de l'implantation des équipements. Or, situation étonnante pour une telle ville, les transports en commun n'existent pas ; seuls, une quinzaine de cars administratifs, d'ailleurs insuffisants, drainent uniquement le personnel des services publics aux heures d'ouverture et de fermeture des bureaux. Les transports sont assurés par plus de 600 taxis privés, représentant 70 % des voitures en circulation, et dont l'activité n'est absolument pas réglementée. Il n'existe pas de parcs de stationnement réservés, les taximètres obligatoires ne sont jamais utilisés ; les taxis errent dans les rues, à petite vitesse, ralentissent à hauteur des clients éventuels en attirant leur attention à grands coups d'avertisseurs, s'arrêtent inopinément n'importe où dès qu'un client leur fait signe, et le rejoignent en marche arrière. Bref, ces grands "virtuoses de la route" gênent considérablement la circulation, causent de fréquents accidents, encombrant la chaussée

pour une capacité de transport réduite, et demandent une somme cinq fois plus élevée que celle qu'exigerait un service d'autobus (57), somme d'ailleurs variable suivant l'aspect du client*. Le deuxième plan quinquennal (juillet 1966-juin 1971) approuvé le 30 août 1966, apporte enfin un projet de création d'une société d'économie mixte qui aurait le monopole des transports en commun dans la zone urbaine et dont le coût serait estimé à 178 000 000 F CFA.

Les déplacements (58) en bicyclette ou à vélomoteur sont peu fréquents (0,7 %) ; les fortes pentes de la ville ne s'y prêtent guère et ce moyen de locomotion manque assurément de prestige auprès d'une population composée essentiellement de fonctionnaires. La majorité des déplacements journaliers se font à pied : plus de 75 % des actifs gagnent ainsi leur lieu de travail, plus de 99 % des ménagères vont au marché de cette façon ; et pourtant, seules les deux rues principales du centre commercial sont dotées de trottoirs, en dépit des fréquents accidents qui surviennent notamment aux portes des écoles.

Un autre problème lié au relief et au climat est celui de l'écoulement des eaux, dans les vallées à fond plat et naturellement marécageux. Ce problème n'est pas nouveau ; en 1954, un rapport du chef de région signalait de fréquentes inondations dans le centre commercial et en rendait responsable le bitumage des routes et les constructions nouvelles qui réduisent l'infiltration et accroissent le coefficient d'écoulement. Il semble que la situation se soit aggravée depuis. On a vu que certains quartiers étaient menacés d'inondation à chaque pluie, le long du Mfoundi et de l'Ekozoa ; il en va de même du centre urbain, au confluent du Mfoundi, du Djoungolo et de l'Ekozoa. Ainsi, l'après-midi du 5 septembre 1966 63 mm d'eau tombaient en quatre heures ; dans la soirée, le Mfoundi et l'Ekozoa débordaient, isolant totalement l'est de l'ouest de la ville ; le train venant de Douala ne put même entrer en gare, et la circulation automobile était entièrement bloquée dans le centre. Seul le passage de l'Abattoir, grâce à son pont à fort tirant d'air, restait praticable et reliait encore au prix d'un large détour, les deux parties de la ville.

(57) ZIMONJIC (B.). Etude de l'organisation des transports urbains à Yaoundé et amélioration de la circulation dans la ville de Yaoundé, 98 p.

(58) Direction de la Statistique. - S.E.D.E.S.: Enquête sur le niveau de vie à Yaoundé, rapport provisoire, n° 4, sept. 1965.

* A présent le tarif de ces transports est réglementé.

Pour répondre à ces problèmes et ordonner le développement de la ville, un Plan d'Urbanisme, le premier, a été dressé et approuvé par décret en décembre 1963 (59). Notons d'abord qu'il agrandit à nouveau le périmètre urbain, notamment vers le nord-est zone d'extension prévue de la ville, incluant Ngousso, Mbala, Mfandéna et Mimboman, ce qui aura pour effet d'accroître encore les charges déjà lourdes de voirie et d'entretien des marigots. Il délimite également un périmètre d'agglomération moins étendu, mais qui comprend encore tout le nord-ouest montagneux avec Oliga et le Mont-Fébé.

Ce plan prévoit d'une part l'amélioration de l'habitat existant, l'assainissement des quartiers critiques, et oriente le développement ultérieur de la ville ; d'autre part, il s'efforce de mieux adapter l'infrastructure et les services de la ville au rôle qui lui revient.

La zone d'habitation de la ville est désormais divisée en quatre secteurs comprenant eux-mêmes plusieurs sous-secteurs. Le secteur commercial et d'habitation englobe le centre commercial proprement dit et les zones commerciales prévues au coeur des nouveaux quartiers ; il doit être composé d'immeubles collectifs possédant bureaux et commerces au rez-de-chaussée et logements à l'étage. La densité ne doit pas dépasser 400 habit./ha pour le centre et 200 pour les quartiers périphériques, chiffres qu'elle est bien loin d'atteindre actuellement. Le secteur d'habitations basses, de deux étages au plus, est composé d'immeubles de grande résidence : Bastos, Nlongkak, périphérie du Plateau Atemengue, Efoulan (densité maximum : 150 habit./ha), d'habitations familiales avec jardin attenant : flanc ouest de la colline de l'Aviation, Mvog Mbi, Mvog Ada, le futur quartier du nord-est, Mbala, La Briqueterie, Messa (densité maximum : 200 habit./ha), et enfin de cases en poto-poto encore tolérées à titre provisoire au sud de Mvog Mbi, Nkondongo et au nord de Messa (densité maximum : 120 habit./ha). Le troisième secteur doit être celui des habitations collectives comprenant des immeubles résidentiels au milieu de grands espaces traités en parcs : Etoa Meki, Djoungolo I, zone entourant l'usine Bastos et le centre Jamot (densité maximum : 150 habit./ha) et des immeubles collectifs prévus sur les collines où s'implanteront les nouveaux quartiers du nord-est ainsi qu'à Ndamvout.

Toute la zone "Ibadan" est donc à remodeler : Messa, La Briqueterie, Nlongkak, Mvog Mbi, Awaé ; le nord-ouest et le sud-est ont déjà

(59) SALOMON (A.), NOUAFI (E.), ROUX-DUFORT (R.). Ville de Yaoundé, plan d'urbanisme directeur, carte au 1/10 000e et règlement. 1963.

fait l'objet de propositions détaillées. La quatrième zone, dite de servitudes spéciales, est celle de la colline de Mvolyé, constituée de grandes propriétés mises en réserve pour un développement ultérieur.

Ce plan répond donc, en ce qui concerne l'habitat, à deux préoccupations : maîtriser l'extension de la ville en évitant qu'elle continue à se faire le long des axes routiers comme auparavant, et réaliser un indispensable resserrement de l'habitat dans le cadre du périmètre d'agglomération, seule façon de rentabiliser les coûteux équipements collectifs, en supprimant les traditionnelles cases basses, génératrices de "villes horizontales" qui ne permettent qu'une faible densité malgré leur extrême entassement. C'est donc un paysage urbain entièrement rénové que propose ce plan.

A ces projets, d'autres s'ajoutent, qui doivent à la fois donner à Yaoundé un véritable caractère urbain par les services offerts, la mieux adapter à ses fonctions spécifiques déjà existantes, et en susciter d'autres.

Noeud de communications, relais commercial entre l'ensemble du pays et le port de Douala, centre de redistribution des produits, la ville devait s'efforcer d'adapter son réseau de transport à ce rôle déjà ancien. Sur le plan de la voirie, la principale innovation consiste à utiliser les bas-fonds comme axes du nouveau réseau routier. Deux artères permettront de traverser la ville en évitant le centre commercial, l'une, déjà appelée Champs-Élysées, suivant la vallée de l'Ekozoa et se substituant à la voie ferrée et aux entrepôts de la gare actuelle qui disparaîtra, ^{l'autre} à double voie, par la vallée du Mfoundi comme le Transcamerounais, ces deux artères se rejoignant au nord sur la route d'Obala. De même, la vallée du Mingo sera empruntée par la nouvelle route de Douala qui évitera ainsi le populeux quartier de Messa-Mokolo. L'Abierge, l'Ekozoa supérieur, l'Aké serviront également d'axes routiers. Le centre de la ville sera totalement entouré d'un boulevard périphérique à deux chaussées empruntant les vallées du Mfoundi, du Mingo, de l'Abierge, de l'Ekozoa et perçant les quartiers de Mokolo et Nlongkak. De telles réalisations contribueront à décongestionner la ville, à condition que soit réglé parallèlement le problème de l'écoulement des eaux dans ces vallées. Notons encore, parmi quelques autres améliorations de la voirie, la création d'un nouveau passage sur le Mfoundi et la voie ferrée, au pied de la colline

administrative, qui dégagera le carrefour Brouillet, lequel deviendra la place centrale de la ville, et l'élargissement des principales rues du centre commercial.

On sait, d'autre part, que la construction du chemin de fer trans-camerounais est commencée à partir de Yaoundé ; gare de voyageurs et gare de marchandises seront édifiées dans la vallée du Mfoundi, sans d'ailleurs que des voies d'accès spéciales aient été prévues pour elles. Nul doute que la ville va perdre là des activités que lui valait depuis 1927 le terminus du chemin de fer, liées à la rupture de charge. L'édification d'une nouvelle aérogare, qui remplacera celle de 1953 devenue trop exigüe, est en cours ; la piste actuelle, seulement accessible aux DC-6, sera bientôt allongée de manière à recevoir les Caravelles*. A plus longue échéance, une nouvelle piste est prévue sur la colline empruntée par la route d'Akonolinga.

Les nombreux établissements publics, liés au rôle international (O.C.A.M.), national (ministères et autres) ou simplement à l'administration urbaine de Yaoundé (enseignement, santé...), ont été implantés sur des zones d'affectation spéciale, et bénéficient d'étendues considérables, près de 300 hectares au total, notamment vers le Plateau Atemengue et Melen (cité universitaire), auxquels s'ajoutent environ 150 hectares consacrés aux terrains militaires, notamment le plateau Kondengui dans sa totalité. Enfin, deux zones industrielles ont été définies. L'une ceinture la colline de l'Aviation au nord et à l'ouest, où elle est déjà partiellement occupée, l'autre s'étire le long du chemin de fer transcamerounais jusqu'à Ngousa et pousse des digitations dans les vallées ; elle comprendra spécialement les ateliers et dépôts des chemins de fer. Pourtant les industries que possède la ville sont encore rares et ne constituent guère des industries d'entraînement : exploitation et travail du bois, carrières, savonneries, huileries, confection, fabrique de cigarettes. Seules d'ailleurs sont situées dans la zone industrielle définie, des scieries, les Brasseries du Cameroun (qui ne fabriquent à Yaoundé que des boissons gazeuses) et l'usine en construction de la SOCACAO. Le reste de la zone industrielle n'est en fait occupé que par des entrepôts.

La vallée du Djoungolo, totalement libre aujourd'hui, doit devenir un vaste terrain de sports et de loisirs de 30 hectares, déjà inscrit sans résultats au premier plan quinquennal, ce qui permettrait d'établir le futur Hôtel de Ville à l'emplacement de l'Hippodrome. Mais

* Ces travaux sont aujourd'hui terminés.

ce projet se heurte à l'hostilité des milieux sportifs, qui font valoir les considérables investissements affectés au stade actuel, de création récente ; d'autre part, il semblerait que le sol de la vallée ne soit pas apte à supporter de telles constructions.

L'exécution de ces projets, à peine commencée, se heurte évidemment, à des obstacles d'ordre financier. Les investissements prévus au deuxième Plan - 2 750 millions pour l'habitat et l'urbanisme à Yaoundé - montrent qu'il s'agit là d'une oeuvre de longue haleine, si l'on pense que les coûts prévisionnels pour la seule zone du Nord-Ouest s'élèvent déjà à 991 millions.

Si l'on s'entient à l'analyse de l'organisation de l'espace interne dont les premiers jalons furent posés au début du siècle par la colonisation allemande, Yaoundé présente les caractères communs aux villes des pays sous-développés (60) : faiblesse de la densité globale (16 habit./), violents contrastes sociaux entre les quartiers que révèle l'analyse de leur structure et de leurs densités ; un centre urbain de création européenne : 10 habit./ha, une zone "Ibadan" apparue aux portes de la ville telle qu'elle fut d'abord administrativement définie, qui groupe 60 % de la population dans des quartiers où 3 % seulement des logements sont en dur, et, au-delà, les quartiers modernes, qui s'élèvent, adaptés aux ressources d'une bourgeoisie naissante. L'étude des autres aspects de la ville : caractères de la population, niveau de vie, organisation commerciale, sous-industrialisation, relations avec la région, etc. confirmerait cette situation.

Et pourtant Yaoundé a su garder, malgré un développement rapide, une juste mesure qui fait son originalité. Ville d'importance moyenne, peu peuplée en regard d'autres capitales africaines, son relief lui a valu de sauvegarder, en grandissant, un aspect aéré qui devrait permettre de l'aménager assez facilement ; même ses bidonvilles n'occupent que des zones bien circonscrites sur certaines collines et ne se sont pas étendus à l'ensemble des quartiers autochtones ; enfin la place ne manque pas pour sa future extension. C'est donc en ayant conservé les atouts qui devraient la faire réussir, qu'elle entre aujourd'hui dans la voie d'une urbanisation planifiée.

André FRANQUEVILLE

(60) SANTOS (Milton). Quelques problèmes des grandes villes des pays sous-développés. Revue de Géographie de Lyon, 1961, n° 3, pp. 197-218.

Note complémentaire.

Depuis la rédaction de cet article (1967), d'importantes modifications ont déjà transformé certains aspects de ce paysage urbain.

La plus spectaculaire est certainement l'opération "Grand-Messa" qui a substitué à l'ancien camp de fonctionnaires de ce quartier tout un ensemble d'habitations collectives composé d'immeubles à plusieurs étages et de logements en rez-de-chaussée ; la voirie de ce secteur a également été entièrement rénovée et un magasin type "Prisunic" a été ouvert. Par contre le reste de Mokolo n'a bénéficié d'aucune amélioration (1).

Le quartier de Tsinga ne possède toujours que deux immeubles collectifs mais le nombre des villas construites par des Bamiléké augmente sans cesse. Le quartier Bastos continue à s'étoffer, sans équipement commercial.

Au nord-est, une autre opération spectaculaire et rapidement menée se situe à Essos où un quartier urbain est en train de naître ; le strict alignement de ses cases^{en}/semi-dur offre un spectacle inhabituel à Yaoundé.

D'autre part, les manifestations du 10^e anniversaire de l'Indépendance ont été l'occasion d'opérer dans certains quartiers de vastes destructions par le feu, afin d'embellir la ville. Nombre d'îlots ont été ainsi anéantis, notamment à Nlongkak et à Mvog-Mbi. Le réseau routier n'a encore subi que de légères modifications, surtout au plateau Atemengue, et toujours en raison des fêtes de l'Indépendance ; aucune des grandes chaussées qui doivent traverser la ville n'a reçu un commencement d'exécution et la seule amélioration à la circulation automobile est l'installation de feux rouges au carrefour Brouillet.

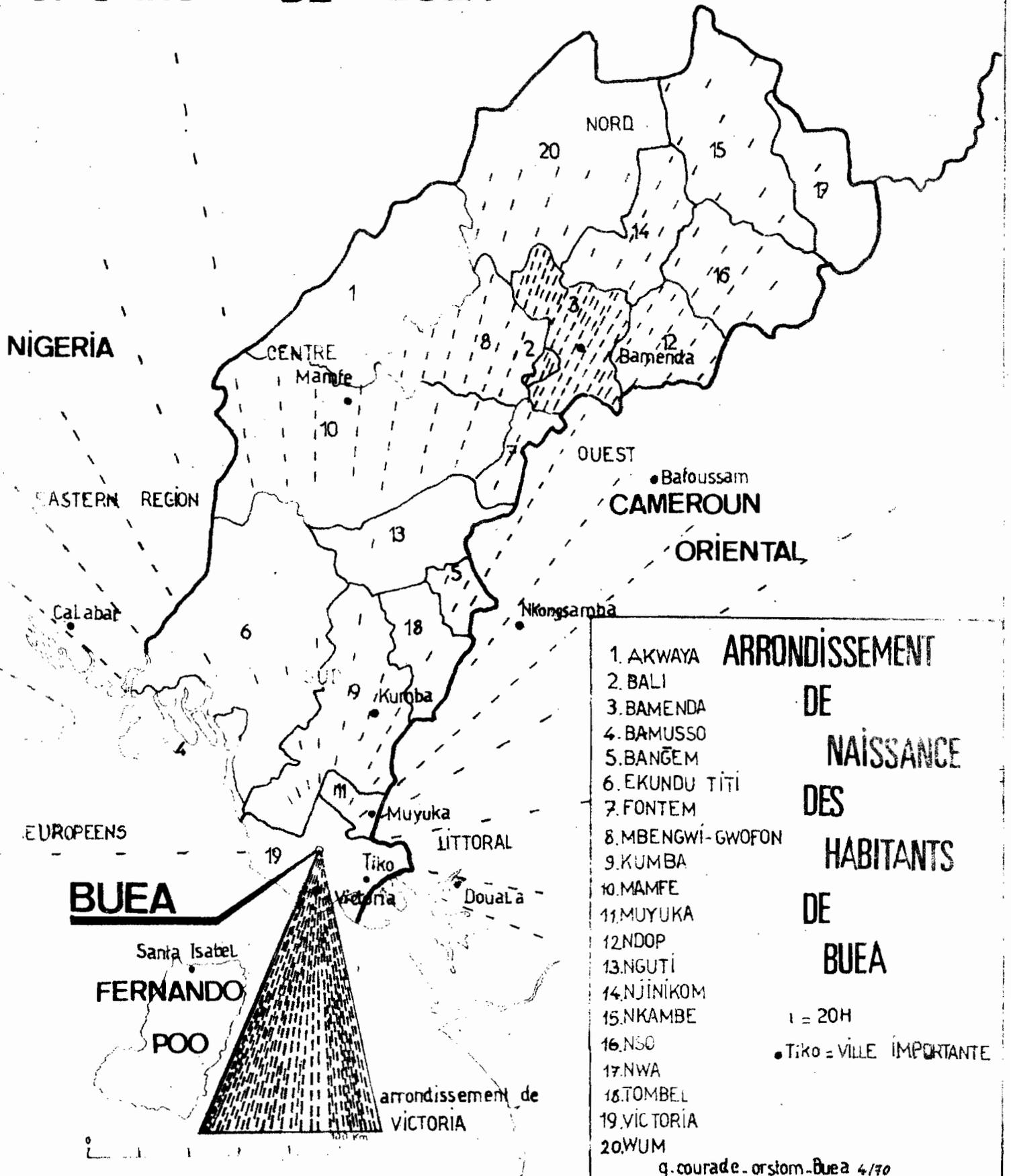
A. FRANQUEVILLE

(1) cf. Etude du quartier de Mokolo à Yaoundé par Mme Cl. WOILLET.
32 p. mult. Metz, 1969.

L'ESPACE URBAIN DE BUEA :

ESSAI DE GEOGRAPHIE SOCIALE.

SITUATION DE BUEA



Limites de l'étude : Cette étude monographique vise essentiellement à présenter les aspects et les quartiers de BUEA d'une manière rapide. On n'y trouvera ni une analyse détaillée des problèmes d'équipement collectif, ni de la zone d'influence ni de l'aménagement de l'agglomération, ni de ses activités. Il s'agit seulement d'une introduction à une étude plus approfondie sur les villes et leurs relations avec le milieu environnant dans le département de FAKO. Les informations ont été fournies principalement par les services de la préfecture de VICTORIA, du BAKWERI AREA COUNCIL, du LANDS AND SURVEY et par des enquêtes sur le terrain menées avec la collaboration de J.L.DIBONDO. Que tous ceux qui nous ont aidé dans la réalisation de ce travail trouvent ici l'expression de notre reconnaissance.

Définitions préalables : Par BUEA-ville, nous entendons les quartiers administratifs de BUEA ou BUEA STATION, BUEA TOWN Natives et BUEA TOWN Strangers.(1)

.Dans l'agglomération de BUEA, nous comprenons BUEA-ville, GREAT SOPPO, SMALL SOPPO et BOKWANGO dans leur ensemble.

.La signification des termes natifs et étrangers dans le texte suit l'usage local. Les natifs sont les originaires de la région de BUEA, les BAKWERI; toutes les autres ethnies récemment ou anciennement implantées dans la ville constituent le groupe des étrangers.

I. LA NATURE, L'HISTOIRE, LES HOMMES DANS LA FORMATION DE LA VILLE.

Située à 55 km de DOUALA, 20 de VICTORIA à vol d'oiseau, s'étalant entre 800 et 1 100m d'altitude sur les pentes du Mt.CAMEROUN, BUEA est une petite ville de 11 000 h. Aujourd'hui capitale de l'Etat fédéré du CAMEROUN OCCIDENTAL, elle attira très tôt les européens par son climat tempéré et l'absence de malaria, ceci à 4°09' de latitude NORD. Elle fut choisie pendant une courte période de 1901 à 1909, pour être la capitale de la colonie allemande du CAMEROUN. L'activité du volcan les amena à transférer la capitale de BUEA à DOUALA en 1909.

Vers 1900, le village BAKWERI de BUEA avait environ 1 500 h., en 1953, 3 200 h. aujourd'hui, 11 à 12 000 h.

Les éléments naturels ayant favorisé l'éclosion de la ville sont à vrai dire peu nombreux. En premier lieu, le climat : les températures dépassent rarement 25° de moyenne mensuelle alors qu'à TIKO, à 20 km de là, au niveau de la mer, celles-ci atteignent 33° ; cependant, l'humidité est très importante, la saison des pluies longues et rigoureuse et le ciel ne s'y dégage que rarement sauf à la fin ou au début de la saison des pluies. En second lieu, la quasi absence de malaria. Par ailleurs, c'est là que se trouvaient les quelques sources d'eau situées sur les pentes de la montagne à cette altitude. En fait, la ville s'est construite sur des coulées boueuses séparées par de nombreuses ravines et les pentes sont parfois relativement fortes.

La ville ne s'est pas constituée autour du petit village BAKWERI de BUEA, mais contre lui. Les gens du village s'opposèrent à l'arrivée des allemands qui ne parvinrent à prendre BUEA qu'en 1894. Le village fut détruit par représailles et on le reconstruisit à l'emplacement actuel de BUEA TOWN Natives. Les allemands accaparèrent des terres entre BUEA TOWN, BOKWANGO, GREAT SOPPO ET SMALL SOPPO pour l'édification de la Station et la création de plantations. Au début du 20ème siècle, BUEA se trouvait sur la route de pénétration des allemands qui allait de VICTORIA à BUEA à travers les plantations de la W.A.F.M. C'était plus qu'un village : sa centralité et ses chefs lui assuraient une prééminence

(1) la cartographie se rapportant à cet article figure dans la pochette hors-texte.

dans toute la zone BAKWERI.

BUEA commença à sortir de la léthargie dans laquelle elle était tombée depuis le départ des allemands lors de la constitution du premier embryon de gouvernement local en 1958, et à se développer réellement depuis l'indépendance. Le choix de BUEA comme capitale politique en a fait un centre urbain. La ville n'aurait été sans doute sans cela, pas plus importante que BUEA. Car ni les plantations, ni la fonction portuaire ou commerçante n'étaient là pour donner à la cité l'impulsion décisive.

L'agglomération de BUEA présente des aspects bien différenciés malgré sa faible taille. Par son habitat dispersé d'abord, qui correspond aux conditions du terrain, et aux goûts du colonisateur anglais. Par ses constructions de tous âges donnant à la STATION un cachet particulier. Par les no man's land isolant les divers groupes de quartiers de la ville. Par les clôtures limitant les quartiers des natifs et ceux des étrangers. Par les ravines découpant la ville en tronçons longitudinaux.

Le désir des habitants de délimiter des zones sociologiquement différentes se traduit ainsi sur l'espace. L'effort du gouvernement pour contrôler le développement de la ville par la création de camps ou de lotissements réservés à un type de construction, contribue à renforcer cette impression de cloisonnement urbain plus ou moins déterminé par les conditions naturelles, mais aussi, recherché par les hommes.

Le profil sociologique de la ville reflète sa fonction : plus d'un millier de fonctionnaires, quelques 2 500 salariés des gouvernements fédéré et fédéral ou des établissements publics ou para-publics.

Une telle masse de "strangers" dans une petite ville à l'échelle camerounaise crée une société particulière quant à ses désirs, son mode de vie, ses hiérarchies, qui se projette sur l'espace dans son mode d'occupation.

Cette population aux revenus plus élevés que la moyenne régionale pose de nombreux problèmes en raison de son installation récente. La demande de logement a été importante et a entraîné dans les banlieues la construction désordonnée de pavillons en planches sans que les équipements collectifs élémentaires aient été créés, dans la STATION, une fièvre de construction immobilière contrôlée en partie par le gouvernement, enfin, une accumulation de personnes dans des logements vétustes à BUEA TOWN Strangers. Il s'en est suivi une augmentation du coût de la vie accéléré par l'absence de commerces modernes et la faiblesse du petit commerce traditionnel.

BUEA en 1970 est donc un centre urbain en gestation dont l'aspect s'est modifié rapidement et dont nous allons analyser les composantes spatiales et sociales par l'étude de la géographie de l'espace urbain.

II. L'EVOLUTION DE L'ESPACE URBAIN.

L'espace sur lequel l'agglomération de BUEA se développe est relativement étendu (10 km²) et le tissu urbain y est discontinu. Des noyaux de peuplement séparés par des zones peu ou pas habitées, fermes du service des prisons, ancien terrain de golf, espaces laissés

en friche ou produisant des cultures vivrières, s'y individualisent.

D'autre part, l'altitude et les accidents du terrain créent un paysage original. De quelque point de l'agglomération que l'on se place le paysage apparaît différent et, après une pluie, au-dessus de l'agglomération se détache la masse lourde et sombre du Mt. CAMEROUN, au-dessous, les méandres du delta du WOURI aussi nets que sur une photographie aérienne.

I. Le legs de l'histoire : le centre historique, la division foncière actuelle.

De l'époque allemande, restent les maisons sur piliers, le "schloss" du premier ministre, la fontaine de BISMARCK, le pont et l'église de la mission presbytérienne.

Ces restes limitent bien la STATION de l'époque si l'on exclue les quatre maisons isolées (maisons des fermes, du Conservateur des Eaux et Forêts, de SICK BAY).

Une estimation de la superficie occupée par BUEA STATION à l'époque allemande donne une superficie approximative de 85 ha dont 15 à la mission presbytérienne. Une bonne part de cette surface n'était pas bâtie. En plus, la mission catholique à SMALL SOPPO et la mission baptiste à GREAT SOPPO possédaient respectivement 19,5 et 14,4 ha.

Dès leur installation, les allemands s'emparèrent d'une grande partie des terres ne laissant aux BAKWERI que des zones étroites et montagneuses. Ceci est à l'origine des conflits qui ont opposé et opposent encore les BAKWERI à l'administration (se reporter à la carte 2 pour voir les terres demandées par les BAKWERI au gouvernement).

En 1896, d'après le rapport de VON PREUSS cité par E. ARDENER (1), le territoire de BUEA avait été distribué de la manière suivante :

- 50 ha au gouvernement allemand pour la construction de la STATION,
- 6 ha à la mission presbytérienne de BALE,
- I 154 ha au gouverneur VON SODEN à titre personnel.

Les terres appartenant à VON SODEN formaient la zone occupée aujourd'hui par les fermes des prisons, LOWER FARM et WEST FARM enserrant la STATION de tous les côtés et la séparant des villages BAKWERIS. Ces terres furent cédées à la WEST AFRIKANISCHE PFLANZUNGSGESELLSCHAFT VICTORIA (W.A.P.V) en 1897. Celle-ci en donna une partie pour l'agrandissement de la STATION et en rendit une autre partie aux natifs. En 1946, la C.D.C. (CAMEROONS DEVELOPMENT CORPORATION) disposa de ces terres où elle créa des fermes d'élevage et cultiva des légumes d'EUROPE. Elle donna ces fermes au gouvernement en 1957 qui les confia au service des prisons. Une d'entre elle a été utilisée en partie pour la construction du bloc ministériel et pour la création de lotissements (LOWER FARM LAYOUT, LOWER FARM HOUSE).

(1) Travail en cours d'impression à la GOVERNMENT PRINTING PRESS-BUEA portant sur l'histoire de BUEA à l'époque de l'arrivée des européens (1844-1898).

Ce premier partage des terres entre le gouvernement, les missions et un particulier, malgré les romaniements ultérieurs reste encore la base de la division foncière actuelle.

De l'époque anglaise, il reste des bâtiments officiels, une nouvelle manière de construire. Cependant, ils continuèrent la tradition allemande pour la construction de camps de travailleurs.

La situation vers 1960 est résumée dans la carte que nous avons dressée en comparant les cartes établies pour la C.D.C et le LANDS AND SURVEY en 1956 et 1960.

Dans la STATION, les grands lotissements pour cadres supérieurs le G.R.A. (GOVERNMENT RESERVATION AREA) et LOWER FARM, les camps de fonctionnaires et de salariés du MOUNTAIN HOTEL, une partie du CLERKS QUARTERS, les bâtiments des grands services de la zone de la Chambre des Députés, du service de l'Agriculture et du service de la Fonction Publique, le MOUNTAIN HOTEL avaient été créés.

La construction du bloc ministériel était pratiquement achevée.

Le quartier des étrangers à BUEA TOWN avait déjà 300 bâtiments dans le même état de délabrement qu'aujourd'hui. A BOKWANGO, GREAT SOPPO et SMALL SOPPO, les quartiers des étrangers étaient peu importants.

Durant cette période de 60 ans qui a vu la création de la ville de BUEA, il semble bien que les 15 années de colonisation allemande aient marqué fortement son espace dans ses données de base et que les 45 années de mandat britannique ont consisté à gérer d'une manière souple le patrimoine foncier réservé par les allemands, à construire une part des immeubles officiels nécessaires à la mise en place de l'administration, à loger une partie des fonctionnaires. Quant aux équipements collectifs, ils étaient toujours quasi inexistantes en dehors de la STATION.

2. Les développements récents et la physiologie actuelle de l'agglomération de BUEA.

a) Le développement urbain rationnel : les lotissements ou "layouts".

Les lotissements ont été un moyen pour l'administration de contrôler le développement de la ville. Mais cette intervention du service des terres et du Cadastre ne s'est exercée que sur les terres appartenant au gouvernement. Les lots préalablement cadastrés sont distribués entre les demandeurs selon certaines modalités contre une redevance annuelle (1). Le LANDS AND SURVEY délivre un permis d'occuper le sol mais ne vend pas la terre.

Pour l'ensemble des lotissements en cours ou projetés, le service du Cadastre à 703 lots à répartir pour la construction de logements. Sur ces 703 lots, 247 sont réservés pour la construction de maisons de type Senior Service.

(1) Le montant de la redevance annuelle est de 25 000 F CFA par acre (1 acre = 40 a, 46) pour les camerounais, 50 000 CFA pour une personne d'une autre nationalité et de 50 à 90 000 F CFA pour les stations-services.

Tableau I. Les lotissements de l'agglomération de BUEA.

Type de logement	Nom du lotissement	Nombre de lots	Lots réservés	Lots bâtis
Senior Service	G.R.A.	60	59	53
	Federal quarters	23	23	8
	Lower farm layout	60	60	40 (?)
	Lower farm house L.	22	21	5
Junior Service (dur et planches)	Great Soppo New L.	345	264	127
	Likoko Signal hill	88	82	2
Junior Service (projet)	Sick Bay house L.	23	23	-
Senior Service (projet)	Escarpement L.	20	8	-
	Buea Town Road L.	16	-	1
	G.R.A extension	46	-	-
TOTAL		703	540	236

Source : registre des lotissements du LANDS AND SURVEY.

La situation des lotissements indique les directions dans lesquelles se développe la ville : - route de BOKWANGO, (G.R.A., G.R.A. extension, LIKOKO)

- de part et d'autre de la vieille STATION (FEDERAL Q., ESCARPMENT LAYOUT, BUEA TOWN ROAD LAYOUT),

- de part et d'autre de la route de VICTORIA (LOWER FARM LAYOUT, SICK BAY HOUSE, LOWER FARM HOUSE LAYOUT, GREAT SOPPO NEW LAYOUT).

L'étude sommaire de la répartition des lots entre les preneurs nous révèle un fait connu dans beaucoup de villes africaines : les acquéreurs de lots sont pour la plupart des fonctionnaires et des salariés du secteur public. Parmi les acquéreurs, les gouvernements fédéré et fédéral se classent en tête dans le G.R.A (25 Lots) et le FEDERAL QUARTERS (15 lots). On trouve également des sociétés d'Etat telles que la WEST CAMEROON ELECTRICITY CORPORATION ou la WEST CAMEROON DEVELOPMENT AGENCY. Enfin, quelques hommes d'affaires locaux ont acquis plusieurs lots. L'un d'eux à même créé un lotissement dans les terres BAKWERI et y a construit une dizaine de maisons de tous types qu'il loue. Il s'agit du quartier de MONANGAI.

En ce qui concerne les équipements, mis à part le G.R.A. lotissement le plus ancien, la plupart des lotissements n'ont pas de routes convenables même dans les quartiers de type Senior Service. Dans les lotissements de la banlieue, à GREAT SOPPO ou à BOKWANGO, l'eau est distribuée pour l'instant par quelques rares robinets et les routes sont dans un état déplorable même en saison sèche.

b) Le développement anarchique : les quartiers des étrangers.

A BUEA TOWN, à SMALL SOPPO, à GREAT SOPPO et à BOKWANGO dans une moindre mesure, des quartiers se sont très rapidement développés sans contrôle dans des conditions minima de confort et de salubrité.

L'exemple le plus frappant à tous égards est BUEA STRANGERS. Un habitat très dense (plus de 450 bâtiments en planches sur 17 ha environ), des rues étroites, défoncées où apparaissent les blocs de laves déchaussés par la pluie, quelques fontaines autour desquelles se sont formées des mares de boue, aucun espace libre sinon les ravines et le parc de stationnement, aucune végétation ; sur l'artère principale, un éclairage axial orange au néon qui contraste avec l'ensemble ; des maisons en planches mal assemblées, pourries par la pluie et l'humidité, des toits en tôles rarement changées, une cuisine pour 3 à 10 ménages (de même pour les W.C) ; à une extrémité, le marché construit en planches sur la pente descendant du tribunal coutumier vers la ravine séparant BONABERI de BUEA STRANGERS ; à l'autre extrémité, la brousse en friche colonisée par l'herbe à éléphant avec d'un côté, le tas d'ordures du quartier, de l'autre, le cimetière. Le tout bâti sur une pente de 10% en moyenne.

Les autres quartiers d'étrangers n'ont pas cet aspect de "bidonville". L'habitat y est moins dense, le confort et la salubrité meilleure. Le contact avec la vie de brousse n'est pas perdu, les femmes vont cultiver les champs de macabo ou de maïs non loin des habitations. Ces quartiers en général, s'étirent le long des axes de circulation et petits commerçants et artisans s'y sont installés.

L'existence de ces quartiers spontanés ne va pas sans poser de sérieux problèmes concernant leur rénovation et leur assainissement. A leur origine, il semble que, du côté des BAKWERI et du côté de l'administration (dans le cas de BONABERI), on ait laissé aux étrangers une part du territoire pour qu'ils s'installent comme bon leur semblait. En fait, un petit nombre d'entre eux a construit des maisons qu'ils louent aux nouveaux arrivants. Aussi, dans ces quartiers, le loueur de cases est-il un personnage important.

c) La physionomie actuelle de l'agglomération.

Un certain nombre de traits propres caractérisent la physionomie actuelle de BUEA.

D'abord, l'absence de centre proprement dit. Il n'y a ici ni quartier moderne des affaires ni du commerce. On ne trouve dans l'agglomération de BUEA que les petits commerces africains et l'artisanat traditionnel.

Sur 520 entreprises de ce type que comptait l'agglomération de BUEA, 380 se localisaient autour de l'artère principale de BUEA TOWN STRANGERS, 50 à SOPPO LONG STREET, 50 à GREAT SOPPO, 20 à SOPPO WOVILA STRANGERS, 20 répartis dans les quartiers de la STATION.

Ensuite, l'éparpillement du centre administratif le long des deux axes routiers allant à GREAT et SMALL SOPPO avec trois concentrations importantes autour de la Trésorerie, de la Chambre des Députés, du bloc ministériel.

Enfin, les quartiers résidentiels

Dans la STATION, nous avons deux grands types de quartiers étagés et séparés par le bloc ministériel. Il y a les quartiers du bas, situés à moins de 900 m d'altitude où rien n'interrompt l'uniformité de la construction, le CLERKS QUARTERS, le quartier de la police, celui des gardiens. Et il y a ceux du haut, où tous les âges de la construc-

tion sont mélangés, où les pavillons sont construits dans des parcs-jardins qui sentent l'atmosphère britannique dans l'agencement général. Seul, le lotissement de LOWER FARM LAYOUT sert de trait d'union entre les deux groupes de quartiers.

Les quartiers des étrangers présentent trois aspects différents. Nous avons décrit BUEA TOWN STRANGERS. A SMALL SOPPO, l'habitat rappelant parfois BUEA TOWN, est plus espacé, des coins de brousse interrompant l'alignement régulier des maisons le long de la route de TOLE TEA ESTATE. Enfin, à GREAT SOPPO, le quartier étranger a une physionomie beaucoup plus aérée, les maisons sont plus spatieuses et alignées le long de pistes relativement rectilignes. 90% du terrain a été récemment loti et la constitution du quartier s'est faite d'une manière plus harmonieuse qu'ailleurs.

Au-delà des haies d'hibiscus ou de bois les séparant des étrangers et servant à garder le bétail, les natifs ont un habitat plus lâche. Les maisons sont construites sur deux rangées se faisant face, perpendiculairement à la montagne à VASINGI, SOPPO MOKONGO, SOPPO WONGANGA et LIKOKO-MEMBEA. Rares sont actuellement les maisons en nattes de type traditionnel. Partout, on trouve les planches, les tôles, la peinture. Presque toutes les concessions sont clôturées, un grand espace sert de place publique ; à BOKWANGO et à WONDONGO, l'église en dur occupe une position centrale et sert de bureau de vote. Tout cela rappelle les villages européens.

Ainsi, l'agglomération de BUEA, malgré sa petite taille, apparaît comme variée et contrastée comme le confirme le tableau des densités.

Tableau 2. Quelques densités de quartiers à BUEA.

Bonabéri	300h/ha
Buéa Town St.....	200h/ha
Clerks & Police Q..	62h/ha
Great Soppo St.....	55h/ha
G.R.A.....	23h/ha

3. Le logement dans l'agglomération de BUEA et le coût de la construction.

Parmi les problèmes de l'agglomération, il nous a semblé que celui du logement était un des plus importants. En effet, à BUEA-ville, les 2/3 au moins, des quelques 2 550 logements sont en location, dans le reste de l'agglomération, 1/3 des 900 logements étaient habités par des personnes s'acquittant d'un loyer.

Tableau 3. Les locations de logements à BUEA.

Quartier	Sol	Murs	Pièces	eau elect.	Cuisine	Sanitaire	Remarques	Surface	Prix mensuel
G.R.A.		en		eau	intérieur	W.C.	garage		
Station	cons-	dur	4 à 6	électri-	re	lavabos	logement	à 50	25 à
Lower Farm	truit			ciété	en dur	baignoire	de Boy	250m ²	70000 F CFA
Clefs Q.						douche		20	6% du
Police B.	"	"	2 à 5	"	"	W. C.	---	à	salaires
Prisons B.						lavabo		120m ²	
Great SOPPO		en			extérieur	W.C.-La-	véranda	20	1500 à
new lavout	"	plan-	1 à 4	électri-	re - en	vabos	en bois	à 20	2500 F CFA
Likoko lavout		ches		ciété	planches	communs		m ²	la pièce
Buea Town St.	"	"	1 à 3	néant	commune	"		10	1000 à
Bonaberi	par-							30m ²	2000 F CFA
	fois								la pièce
Small Soppo				parfois			véranda	10	1800 à
long Street	"	"	"	électri-	"	"	en bois	à 40	2000 F CFA
Great Soppo				ciété			souvent	m ²	la pièce
S.S.W vila S					extérieur			20	
Wonvalionga	"	"	1 à 4	néant	re-en	néant	---	à 50	300 à
Mokunda					natte			m ²	1500 F CFA
G.S. Mokongo					indétri-				la
Bokwango					duelle				pièce

d'après enquête effectuée sur 50 logements.

On peut tirer du tableau 3 plusieurs enseignements : les différences très importantes entre les prix des loyers des logements de type Senior Service et les autres, l'absence de locations dans quelques quartiers (WONGANGA, WOTEKE, WOVILA Natives, VASINGI et SOPPO LIKOKO) trop éloignés de la ville, les écarts très sensibles du niveau du confort et de l'hygiène entre les maisons des quartiers de la STATION et les autres.

Tout cela, à vrai dire, n'est pas particulier à BUEA mais se rencontre dans des villes de plus grande taille où se trouvent confrontées des populations de revenus très différents.

Le coût de la construction d'une maison à BUEA est lui aussi très variable et l'échelle des prix est très ouverte.

Voici quelques exemples :

1. BOKWANGO-maison de 3 pièces-sol non cimenté-murs en planches-toit en nattes-cuisine extérieure.

coût approximatif : 16 000 F CFA (main d'oeuvre : 25%),
avec toit en tôles :30 000 F CFA.

2. GREAT SOPPO-maison de 7 pièces destinée à la location-sol cimenté-toit en tôles-électricité-4 cuisines, 2 W.C et 2 lavabos extérieurs.

coût approximatif : 500 000 F CFA (main-d'oeuvre : 15%).

3. GREAT SOPPO-maison de 7 pièces (pour loger 2 ménages)-sol cimenté murs en dur-eau, électricité-toit en tôles-I cuisine extérieure - W.C., lavabo extérieurs.

coût approximatif : 750 000 F CFA (main-d'oeuvre : 50%).

4. FEDERAL QUARTERS-maison de 4 pièces-type Senior Service-appartement de Boy-garage-

coût approximatif : 6 000 000 F CFA.

La comparaison entre le coût de la construction et le prix des loyers est intéressante. On s'aperçoit ainsi que la maison 2 peut-être amortie en 4 ans, la maison 4 en 8 ans.

Le logement des personnes à BUEA pose en le voit, les mêmes problèmes matériels et sociaux que dans beaucoup d'autres villes grandes ou moyennes du Cameroun.

L'étude des aspects et de l'évolution de l'espace urbain de l'agglomération permet d'ébaucher, dès à présent, un tableau des zones de l'agglomération de BUEA en fonction de leur intégration à la ville.

Elles se disposent en auréoles discontinues autour de la STATION avec les noyaux principaux de peuplement le long des 4 axes routiers partant du rond-point de BUEA. En premier lieu, la STATION dont la raison d'être est la fonction administrative. En second lieu, dans un rayon de 4 km comptés à partir du bloc ministériel (voir carte 2), nous avons des quartiers semi-urbains et des quartiers faiblement touchés par l'urbanisation. Au-delà, nous sommes déjà dans des zones rurales, à BOKWANGO ou à SOPPO LIKOKO par exemple.

III. LES QUARTIERS DE BUEA (voir carte 3)

Jusqu'ici, nous avons désigné les quartiers d'après les noms qui leur sont donnés par les habitants. L'étude de l'espace urbain nous a appris qu'une géographie "différentielle" pouvait y être faite en ne prenant en considération que les aspects, la position et l'environnement des diverses parties de l'agglomération. Il reste à voir si la notation de quartier propre aux grandes villes s'applique à BUEA.

I. La notion de quartier.

Le quartier urbain est une fraction d'agglomération se différenciant par ses caractères propres (aspects de l'habitat et des habitations, densité de population, fonctions, structure sociale, ethnique etc...), par sa position et son environnement, ses relations avec l'ensemble de l'espace urbain ou extra-urbain-les plantations par exemple-pour le travail ou le loisir, la vie de relation existant à l'intérieur de l'espace restreint qu'il occupe (recours aux service scolaires, commerciaux, religieux, politiques...).

L'ancienneté du quartier contribue à lui donner une vie collective plus intense que dans les quartiers plus récents où le réseau de relations sociales entre voisins est à l'état naissant et où les lieux de rencontre sont peu nombreux.

Le rythme de vie d'un quartier dépend donc de son âge, de son caractère plus ou moins fonctionnel ou résidentiel et aussi, de l'homogénéité du groupe qui y vit sur le plan économique et social. Par ailleurs, il semble que le brassage des ethnies soit générateur de vie commerciale. C'est le cas à BUEA TOWN STRANGERS. Quelques ethnies ont une certaine spécialisation professionnelle et cela crée des échanges à base économique d'abord, entre groupes différents. A BUEA, les commerçants sont IBO, IBIBIO, BAMILEKE, les tailleurs MACUSSA, les bouchers, des hommes des GRASSFIELDS, les vendeuses de vin de palme ("white mimbo") ou de vin de maïs ("quacher") des BAKWERI ou des originaires de BAMBENDA.

Y a-t-il des quartiers à BUEA ? Il existe une différenciation des diverses parties de l'ensemble urbain, des relations du travail très poussées pour un petit centre, entre les quartiers de la STATION où se trouvent les bureaux de l'administration, et les quartiers périphériques (BUEA TOWN, GREAT SOPPO, SMALL SOPPO, BOKWANGO). Aux heures d'ouverture et de fermeture des bureaux, on est étonné de voir la masse de population se dirigeant vers les zones résidentielles à pied ou dans les Land-Rovers des divers services. De plus, les terrains de football et cinéma sont pour l'ensemble de la population des lieux de rencontre.

La vie de chaque partie de l'agglomération est plus difficile à saisir. Les enfants vont aux diverses écoles de la zone urbaine ou à l'extérieur de celle-ci sans considération de distance. Cela tient à la fois au faible nombre des écoles primaires, à leur situation en marge des zones peuplées, aux différences entre elles notamment sur le plan religieux (6 sur 8 écoles sont privées). La distribution des églises est mieux calquée sur la vie des quartiers, exception faite de la STATION où il n'y a que l'église de la mission presbytérienne. Il faut distinguer cependant, entre les églises importantes en dur, situées dans les missions et les églises de quartier construites en planches à l'intérieur de ceux-ci. De plus, les personnes des quartiers de BUEA TOWN et de la périphérie animent commerces et bars, celles de la STATION, clubs et centres de loisirs.

Les contrastes entre quartiers peuvent être aisément perçus à l'examen de la carte de l'agglomération de BUEA pour ce qui est de l'habitat, et de l'autre carte, pour la proportion d'étrangers et la tendance socio-professionnelle.

En somme, l'on peut considérer qu'il existe des quartiers à BUEA qui vont des quartiers en grande partie fonctionnels du centre, aux quartiers ruraux qui envoient quelques personnes travailler à BUEA. Et ceci, malgré la faible taille de la plupart. Cependant, une réelle vie de quartier urbain n'anime qu'un d'entre eux : BUEA STRANGERS. La "ville" avec son marché, ses commerces, ses bars, ses cinq églises de toutes les confessions, son dispensaire, ses deux écoles, le tribunal coutumier, son animation permanente.

2. Les divers quartiers de BUEA.

Grâce à l'ensemble des données réunies pour chaque quartier, il est possible de classer ceux-ci en quatre grands groupes : BUEA STATION, BUEA TOWN, GREAT SOPPO et BOKWANGO.

.BUEA STATION : altitude et stratification sociale. La STATION vit au rythme de ses fonctionnaires installés selon leur position hiérarchique à la vieille STATION pour les plus importants, dans les lotissements ou les chalets du MOUNTAIN HOTEL pour les cadres supérieurs africains ou expatriés, au quartier des "Junior Service" pour les employés de bureau déjà anciens, dans des camps pour les policiers, les gardiens et les gendarmes.

L'ensemble de ces quartiers s'étend entre 1 020m et 830m d'altitude et on note une répartition des fonctionnaires selon cette altitude qui est en gros à l'image de la pyramide des fonctions administratives. Cette stratification sociale est symbolisée par l'existence de 3 clubs, l'un pour les "Senior Service", le deuxième pour les "Junior Service", le dernier pour les policiers.

Enfin, c'est dans ce groupe de quartiers que la proportion d'étrangers-et particulièrement de personnes des GRASSFIELDS-est la plus forte. Ceci traduit le poids prépondérant du NORD du CAMEROUN OCCIDENTAL dans les services centraux de l'Etat fédéré.

Ce groupe de quartiers apparaît en définitive, comme une enclave ayant ses lois sociales et sa vie propre, mais fournissant à l'ensemble de la zone urbaine les emplois qui la font vivre.

.BUEA TOWN : natifs et étrangers. A BUEA TOWN plus qu'ailleurs, quartiers des natifs et des étrangers s'opposent en tous points. Les premiers dominent les quartiers habités par les seconds et limitent l'installation des non-BAKWERI sur leurs terres. Chez eux, pas de commerces ni de bars, une vie qui veut être encore villageoise par ses moeurs et la structure de sa société. A l'opposé, BUEA TOWN STRANGERS mène une vie bruyante et animée. Les immigrants s'y sont installés pêle-mêle en cherchant cependant à se regrouper par affinités ethniques. Mais c'est un cas rare. Il y a seulement trois sous-quartiers relativement homogènes de ce point de vue : BIKOM, BABUTE et HAUSA, désignés sous le nom de l'ethnie qui prédomine. A BONABERI, quartier le plus récent, toutes les ethnies sont mélangées. Toutes les professions y sont représentées, mais la différence entre natifs et étrangers réside dans la proportion d'agriculteurs. Toutefois, l'ensemble de ce groupe de quartiers, même s'il prend un aspect rural dans les zones peuplées de BAKWERI, participe étroitement à la vie urbaine.

.GREAT SOPPO : le village, le vieux quartier des étrangers, le lotissements Ici également, il y a le côté des natifs et le côté des étrangers, celui des agriculteurs et celui des professions de type urbain. Mais, les natifs ne représentent qu'un trentième des étrangers et ils vivent repliés sur eux-mêmes à quelque distance de la route de VICTORIA. Dans le vieux quartier des étrangers, se regroupent commerçants et artisans installés de part et d'autre de la route ; dans le lotissement qui s'étend au-delà, il y a les fonctionnaires et les ouvriers des chantiers du bâtiment et des T.P.. C'est une zone résidentielle pour employés et ouvriers aménagée et qui doit se développer si une partie des équipements du COUNCIL, comme il est prévu, s'y installe.

.SMALL SOPPO-BOKWANGO : les routes, l'intérieur. Le long des routes, la vie urbaine pousse ces antennes. Commerçants nigériens, BAMILEKE ou des GRASSFIELDS, artisans et hommes d'affaires BAKWERI y voisinent. A l'intérieur, vivant repliés sur eux-mêmes et menant une vie agricole tournée vers les cultures vivrières se trouvent de petites communautés BAKWERI.

La géographie sociale de la zone urbaine de BUEA ne manque pas de variété : opposition entre peuples installés et immigrants, conflit foncier entre natifs et gouvernement, utilisation de l'altitude comme facteur de stratification sociale. Cette variété est à l'image des problèmes et des situations du monde des plantations de la côte, à l'OUEST du delta du WOURI, très tôt touché par la colonisation, et littéralement bouleversé par les colons et planteurs allemands.

G. Courade

ANNEXE I. Note méthodologique : l'utilisation du recensement administratif.

Le seul document nous permettant l'analyse la plus fine des quartiers de BUEA se trouvait être le recensement administratif de 1968. En fait, le recensement de 1964 exhaustif pour la ville de BUEA et offrant toutes les garanties de qualité d'exécution n'a pu être consulté. L'ensemble des fiches de base avait été brûlé. Faute de mieux, nous avons pris comme base de notre étude le recensement administratif qui présente de nombreuses lacunes et demande à être utilisé avec précaution.

I. Sa réalisation : Il a été effectué par 7 agents recenseurs différents et les opérations de recensement se sont déroulées durant 6 mois, de mars à août 1968. C'est dire d'une part, que nous n'avons pas un instantané de la situation démographique de la ville, d'autre part, que les résultats sont loin d'être homogènes.

Il convient également de noter qu'il s'agissait du premier recensement effectué par l'administration depuis celui de 1953.

2. Les renseignements demandés :

- numéro d'ordre par famille,
- nom et prénoms,
- filiation : nom du père et de la mère,
- Année de naissance,
- établissement d'un acte de naissance ou de mariage,
- arrondissement où la personne est née,
- profession,
- catégorie de taxe payée,
- électeur enregistré ou non enregistré,
- remarque d'ordre démographique,
- données économiques donnant une idée du niveau de vie de la personne.

3. Les renseignements donnés : Aucun des 7 agents recenseurs n'a rempli complètement les fiches. Le principe d'une ou plusieurs fiches par famille n'a pas été respecté. Les remarques d'ordre démographique et économique ont été rarement faites. Les seuls renseignements portés sur les fiches concernent les marchands (type de commerce et capital), les femmes enceintes, la présence des jumeaux, la nationalité, la date de naissance, les relations de parenté. Ceci pour une partie des fiches seulement.

L'année de naissance indiquée, l'arrondissement où la personne est née, la profession, sont portés pour presque tous les individus. Une étude statistique ne peut être faite cependant sans précaution avec ces renseignements.

La date de naissance inscrite résulte soit de la déclaration de l'individu recensé, soit de l'appréciation personnelle de l'agent recenseur. On peut juger des résultats quand on saura que l'Etat-Civil n'est devenu obligatoire pour les "Autorités Locales" que depuis janvier 1970 dans le département de FAKO.

Quant à l'arrondissement de naissance, seuls les arrondissements du Cameroun Occidental ont été inscrits. Et il semble en outre que le découpage administratif n'ait pas été parfaitement connu des agents recenseurs en raison des changements multiples intervenus depuis peu. Pour les originaires du Cameroun Oriental, du Nigéria la ville ou la région d'origine est quelquefois indiquée.

La profession des individus recensés pose de difficiles problèmes de classement. Les fiches donnent le métier le plus souvent, le secteur d'activité et l'employeur parfois, le statut d'emploi rarement (pour les apprentis et les aides familiaux). Ainsi, pour les corps de métiers tels que les métiers du bois, les peintres et d'autres encore, on ne peut savoir s'ils sont salariés ou s'ils travaillent à leur compte. Il est fréquent de voir à ce propos de nombreux charpentiers salariés effectuer des travaux en dehors des heures de travail pour leur compte chez un particulier. Les indications du recensement sont souvent trop vagues. Pour les emplois administratifs, l'employé de bureau est désigné sous le terme de "clerk" le haut fonctionnaire sous celui de "civil" sans autre précision. Enfin, la plupart des femmes travaillant sont classés souvent sous la rubrique

"housewife" avec parfois l'indication du métier qu'elles exercent. Les personnes tirant leurs revenus uniquement des locations de cases, les chômeurs ("applicant, jobless, out of school") sont des catégories difficiles à cerner.

Egalement, concernant le nombre d'habitants par quartier, nous sommes très loin de l'exactitude. On admet généralement une sous-estimation de 10 à 15% pour la population comptée à part non recensée et les personnes échappant au recensement pour des raisons fiscales.

Pour l'agglomération, 3 500 personnes environ n'auraient pas été recensés. Ceci s'explique par le fait que trois quartiers n'ont pas été recensés (Mokunda, camp de gendarmes, évêché) ainsi que les collèges secondaires (où il n'y a que des internes). Pour les quartiers peuplés de BUEA, la sous-estimation atteint 25% de la population au moins. Pour BUEA TOWN STRANGERS, le recensement administratif donnait 250 personnes de moins que le travail de la S.E.D.E.S effectué 4 ans plus tôt !

Dans l'ensemble, nous avons considéré en comparant avec d'autres listes nominatives établies à la même époque (pour les élections par exemple) que les résultats étaient proches de la réalité pour les quartiers des natifs, sous-estimés pour les quartiers des étrangers sauf pour GREAT SOPPO. Le taux de correction retenu a été de 25% en plus pour les quartiers d'étrangers de BUEA TOWN et de SMALL SOPPO, de 15% en plus pour les quartiers de BUEA STATION. Pour les quartiers non recensés, les écoles secondaires, nous avons utilisé des sources différentes pour avoir une idée de la population résidente (listes électorales-enquêtes auprès des établissements secondaires, données de 1964 ajustées à 1968).

En définitive, le document que nous avons ne pouvait livrer en aucun cas des résultats bruts précis ni pour le nombre d'habitants, ni pour l'origine ethnogéographique, ni pour l'analyse de la population active. Nous avons été réduits à ne l'exploiter que cartographiquement comme INDICATEUR DE TENDANCE.

A ce niveau seulement, il nous a permis de confirmer ce que l'analyse qualitative de la ville suggérait.

4. L'exploitation :

Le travail concret d'exploitation a dû être conçu d'une manière très rigoureuse de manière à retrouver l'ordre dans lequel le recensement avait été fait : classement des fiches par agent recenseur, par date de passage de l'agent, par quartier enfin. Ceci pour pallier au fait que toutes les indications permettant de rattacher une fiche à un quartier n'avaient pas été portées.

Une fois obtenu l'ordre géographique, nous nous sommes limités à une analyse grossière des données concernant l'origine ethno-géographique en regroupant les arrondissements en grands ensembles géographiques, les professions en 6 grands groupes socio-professionnels. L'absence de moyens mécanographiques ne nous a pas permis de croiser l'ensemble des données chiffrées.

Ainsi, pour pallier à l'insuffisance de l'appareil statistique, la démarche du géographe doit s'apparenter beaucoup à celle de l'historien étudiant les premiers comptages des débuts de l'ère statistique en Europe.

I. SITUATION DE BUEA.

II. AGGLOMERATION URBAINE DE BUEA.

ZONES RESIDENTIELLES

- a) modernes :
1. de l'époque allemande
 2. antérieures à 1960-Senior service.
 3. antérieures à 1960-Junior service.
 4. postérieures à 1960
 5. camps (armée, police, personnel du Mountain Hotel, de l'Agence pour le Développement du Cameroun Occidental).
- b) traditionnelles
6. zones d'habitat des natifs.
 7. "id" des étrangers.
 8. "id" récentes.

ZONE D'ACTIVITE

- 9/10. zones occupées par l'administration:
 9. avant 1960,
 10. après 1960.
- II. zones commerciales, industrielles et de service de type moderne.
12. zones de commerce et d'artisanat de type traditionnel.
13. zones occupées par les activités scolaires, culturelles et culturelles.
14. Marchés.

III. QUARTIERS DE BUEA : liste des quartiers et population estimée

(recensement administratif-listes électorales 1968-69)

A. BUEA STATION (3 620h)

1. Old government station.....	180h
2. Presbyterian mission.....	100
3. Station	530
4. Government Reservation Area (G.R.A).....	500
5. Federal quarters.....	90
6. Mountain hotel.....	120
7. Lower farm layout.....	250
8. Clerks quarters.....	890
9. Police barracks.....	470
10. Warder barracks Lower farm.....	340
11. "id" Upper farm.....	150

B. BUEA TOWN (6 020h)

12. Mokunda.....	370
13. Wondongo.....	490
14. Vasingi	440
15. Wonyaliona	470
16. Buea town strangers.....	550
17. Bonaberi.....	2700

C. GREAT SOPPO (1 860h)

18. Great soppo Mkongo...	50
19. "id" Layout	190
20. Great Soppo	1 280
21. "id" New Lavout	340

D. SMALL SOPPO (1 330h)

22. S.S. Long street.....	350
23. S.S. Wovila Strangers.	450
24. S.S. Wonganga.....	150
25. S.S. Woteke.....	150
26. S.S. Wovila Native...	120
27. S.S. Likoko.....	110

E. BOKWANGO (1 350h)

28. Monangai quarter.....	80
29. Likoko-Membea.....	430
30. Membea-Nanga.....	840

Dans cette estimation, ne sont pas compris deux quartiers non recensés, le camp de la gendarmerie (700-800 personnes?), le quartier de l'évêché (100h?) ainsi que la population généralement comptée à part, les prisonniers (390), les élèves des écoles secondaires internes (380).

La population de BUEA ville serait donc de l'ordre de 10 800h, celle de l'agglomération telle qu'elle a été définie ci-dessus de 15 800h.

Dans l'estimation qu'elle a réalisé pour le plan d'aménagement urbain de BUEA,

A. Van Hilst situe la population de BUEA-ville :

- en 1970 entre 10 610 et 11 230
- en 1975 entre 12 030 et 15 750
- en 1980 entre 13 620 et 20 870

en appliquant à BUEA le taux d'accroissement de l'ensemble du Cameroun Occidental (1er chiffre) et le taux d'accroissement de KUMBA calculé par le Stanford Research Institute (2ème chiffre).

LES IMMIGRES DU QUARTIER DE "LA BRIQUETERIE" A YAOUNDE

Principales caractéristiques démographiques de la ville.

Depuis les enquêtes réalisées par la S.E.D.E.S. en 1962 et en 1964-65, et qui succédaient au recensement de 1957, les caractéristiques de la population de Yaoundé sont bien connues (1).

Son effectif passe de 54.000 h. en 1957 à 86.900 en 1962, 106.000 en 1964 et 110.000 en 1965. Le chiffre de 200.000 devrait être atteint en 1974 et celui de 300.000 en 1980. Le taux moyen d'accroissement annuel, calculé par les statisticiens, est de 9 %.

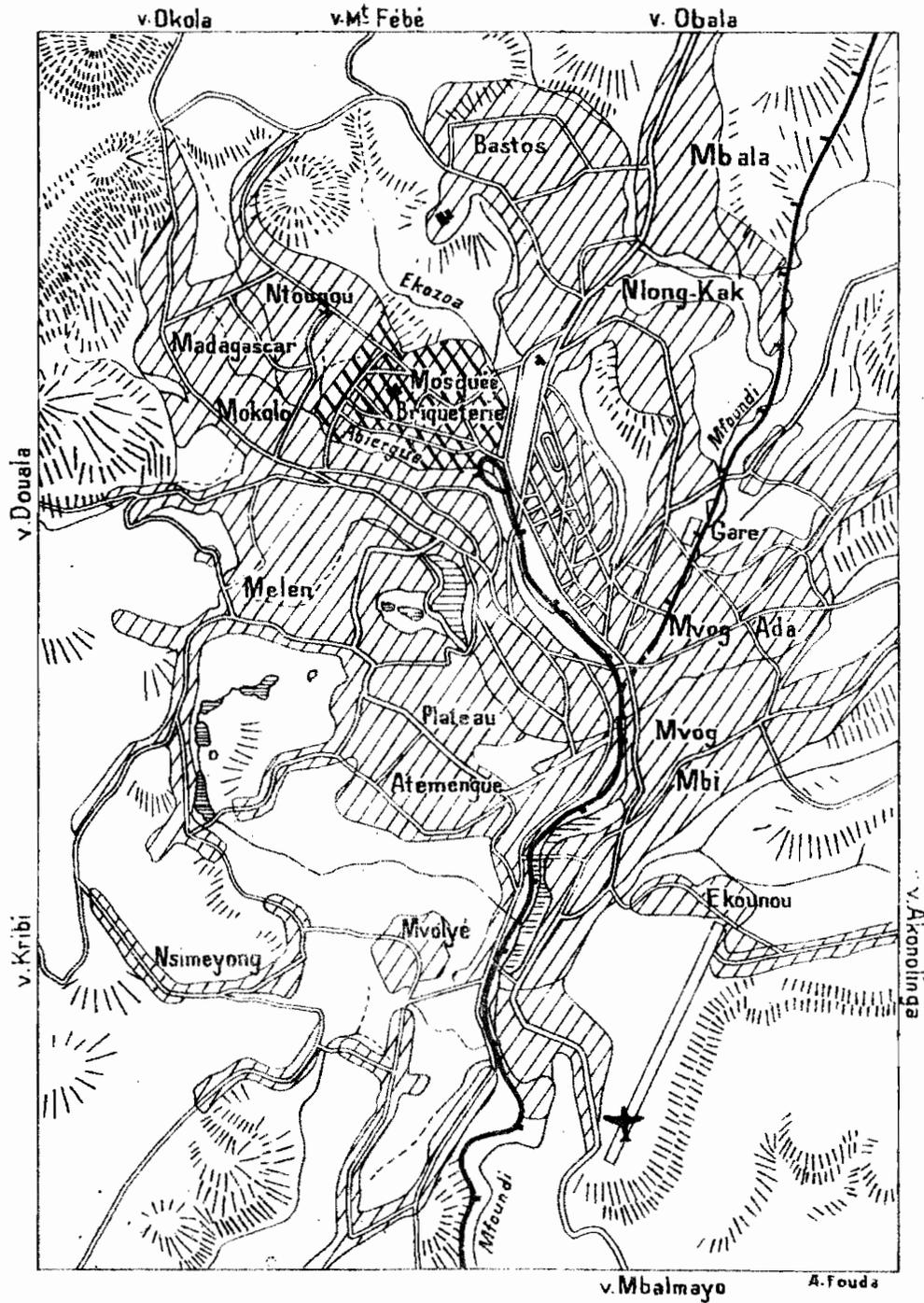
On sait que la ville, telle que l'a façonnée l'époque coloniale (carte n° 1), est constituée d'un centre administratif et commercial de faible densité et d'une auréole de quartiers dits d'habitat traditionnel présentant soit de fortes densités : Nlongkak, Briqueterie, Mokolo, Mvog-Mbi, Awaé (45 à 150 h/ha), soit des densités moyennes : Etoa-Méki, Ndamvout, Mvog-Ada (10 à 30 h/ha), selon les modalités historiques de leur formation (2). Au delà, de cette auréole, dans la zone dite périphérique (Bastos, Essos, Mbala) s'effectue le développement urbain moderne.

En 1964, près de 50.000 habitants (47 % de la population) vivaient dans la zone d'habitat traditionnel à forte densité et 31.000 (29,8%) dans celle de densité moyenne. Si, entre 1962 et 1964, le taux moyen d'accroissement annuel était de 10,5 % pour l'ensemble de la ville, les différentes zones ont pourtant évolué de façon diverse, le plus fort accroissement étant celui de la zone de densité moyenne (23,5%) suivie de la zone d'habitat moderne (20,6 %) tandis que les quartiers de

(1) Service de la Statistique générale : Résultats du recensement de Yaoundé 1957

() S.E.D.E.S. : Enquête sur le niveau de vie à Yaoundé, 1964-65, Fasc. 1 1957

(2) FRANQUEVILLE (A) : le paysage urbain de Yaoundé. Cahiers d'Outre-Mer, n° 82. 1968 pp. 113 - 154.



 Zone bâtie

 Zone étudiée

forte densité, saturés, ne peuvent plus augmenter leur population (5,6%).

La majorité des citoyens (20,2%) appartiennent à l'ethnie locale, les Ewondo, mais le groupe des Bamiléké suit de près (18,9%) alors que les autres ethnies représentent chacune moins de 10% du total. La plupart des Ewondo (40%) sont installés dans les quartiers d'habitat traditionnel de densité moyenne ; ces quartiers correspondent en effet aux anciens villages qui furent à peu englobés dans la ville et sont toujours peuplés en majorité d'autochtones. Au contraire, la plupart des Bamiléké (70%) logent dans les quartiers de forte densité qui ont été, dès l'origine de la ville, des quartiers d'immigration.

Les immigrants formaient en 1964, 68% de la population urbaine, les plus forts pourcentages s'observant comme toujours chez les jeunes adultes :

Groupes d'âges	% d'immigrés
14 - 24 ans	88
25 - 34 ans	92
35 - 44 ans	91

La moitié de ces immigrants (27.000) habitent dans les quartiers de forte densité : Nlongkak, Awaé, Briqueterie, Mokolo, Haoussa (1). L'enquête de 1964 ne fournit leur origine que par Inspection Administrative (2), ce qui apporte peu sur le plan géographique. On remarque toutefois que 55% de ces immigrants viennent du Centre-Sud, c'est-à-dire de la région immédiate de Yaoundé ; au deuxième rang se place l'Inspection du Littoral avec 19% des immigrants ; au troisième rang viennent les départements de l'Ouest (pays Bamiléké et Bamoun) avec 12% des immigrants. Mais une précieuse indication, sur laquelle il n'existe pas d'autre source, nous est fournie : les immigrants venant de la zone rurale sont plus nombreux que ceux qui viennent d'une ville : 30.257 contre 24.180. L'étape de la petite ville, entre le village et la grande ville, n'est donc pas une pratique générale : elle est plus fré-

-
- (1) L'immigré est défini, dans ces enquêtes, non par son lieu de naissance, mais par sa résidence antérieure.
- (2) L'Inspection Fédérale Administrative (I.F.A.) regroupe un ensemble géographique de départements. Le Cameroun en compte six : Centre-Sud, Nord, Est, Ouest, Littoral, Cameroun Occidental (cf. carte repère à la fin de l'ouvrage).

quente chez les hommes (48%) que chez les femmes (39%) dont la plupart arrivent directement de leur village, car "un jeune homme venu s'installer en ville préfère souvent épouser une jeune fille issue du même village que lui, cette dernière ayant alors moins de chances d'avoir déjà séjourné en milieu urbain" (1).

Le recensement démographique de 1967.

Les résultats de ces enquêtes statistiques permettent ainsi de dégager, pour l'ensemble de la ville et pour des groupes homogènes de quartiers, un certain nombre de caractéristiques des mouvements d'immigration. Mais la connaissance géographique de cette immigration reste incomplète tant pour les quartiers urbains que pour les particularités des immigrés.

Nous avons tenté cette approche dans la présente étude limitée à un seul quartier, celui que l'on appelle habituellement "la Briqueterie".

La source de renseignements utilisée est le recensement démographique de 1967 organisé par l'Administration Territoriale. Ce recensement diffère des recensements administratifs courants en ce sens qu'on l'a voulu général et simultané pour toute la République Fédérale, et plus détaillé. Les documents fournissent, là où ils ont été remplis de façon correcte, des précisions sur les âges et les lieux de naissance des recensés alors que le recensement administratif habituel se contente d'un dénombrement orienté avant tout vers la collecte de l'impôt. Cette fois, on a voulu un recensement résolument démographique.

Du point de vue qui est le nôtre ici, celui de l'immigration, il constitue une précieuse mine de renseignements mais présente un défaut majeur qui limite d'emblée nos recherches: les fiches indiquent seulement l'arrondissement de naissance, sans autre précision (2). Non seulement on ne peut connaître le canton ou le village de naissance, mais on ne peut savoir si l'immigré est né au chef-lieu d'arrondissement ou en zone rurale; de même pour une étude locale, on ne peut saisir aucun mouvement à l'intérieur d'un même arrondissement. Il est donc tout un aspect de l'immigration que l'on doit renoncer à connaître, celui du rôle relatif des petites

(1) S.E.D.E.S. op. cit. p. 89.

(2) Au Cameroun Occidental, les limites et dénominations administratives ont été modifiées depuis 1967.

viles et des villages, celui des étapes de la migration qui aboutit à la grande ville. Une autre lacune, délibérément voulue cette fois, est l'absence de toute indication d'ethnie ; on sait pourtant l'importance que revêt ce facteur dans le mode de regroupement des immigrants à l'intérieur des villes africaines. Les promoteurs du recensement ont estimé qu'une telle indication était de nature à favoriser le particularisme ethnique et l'on donc rejetée.

Connues ces imperfections, quelle valeur peut-on accorder à ce recensement?

On constate qu'elle est très variable d'un département à l'autre du Cameroun, suivant le zèle et la conscience professionnelle qu'ont montrés les enquêteurs. D'une façon générale, au moins pour le Sud-Cameroun, ce recensement semble avoir sous-estimé la population. Qu'en est-il pour la ville de Yaoundé ?

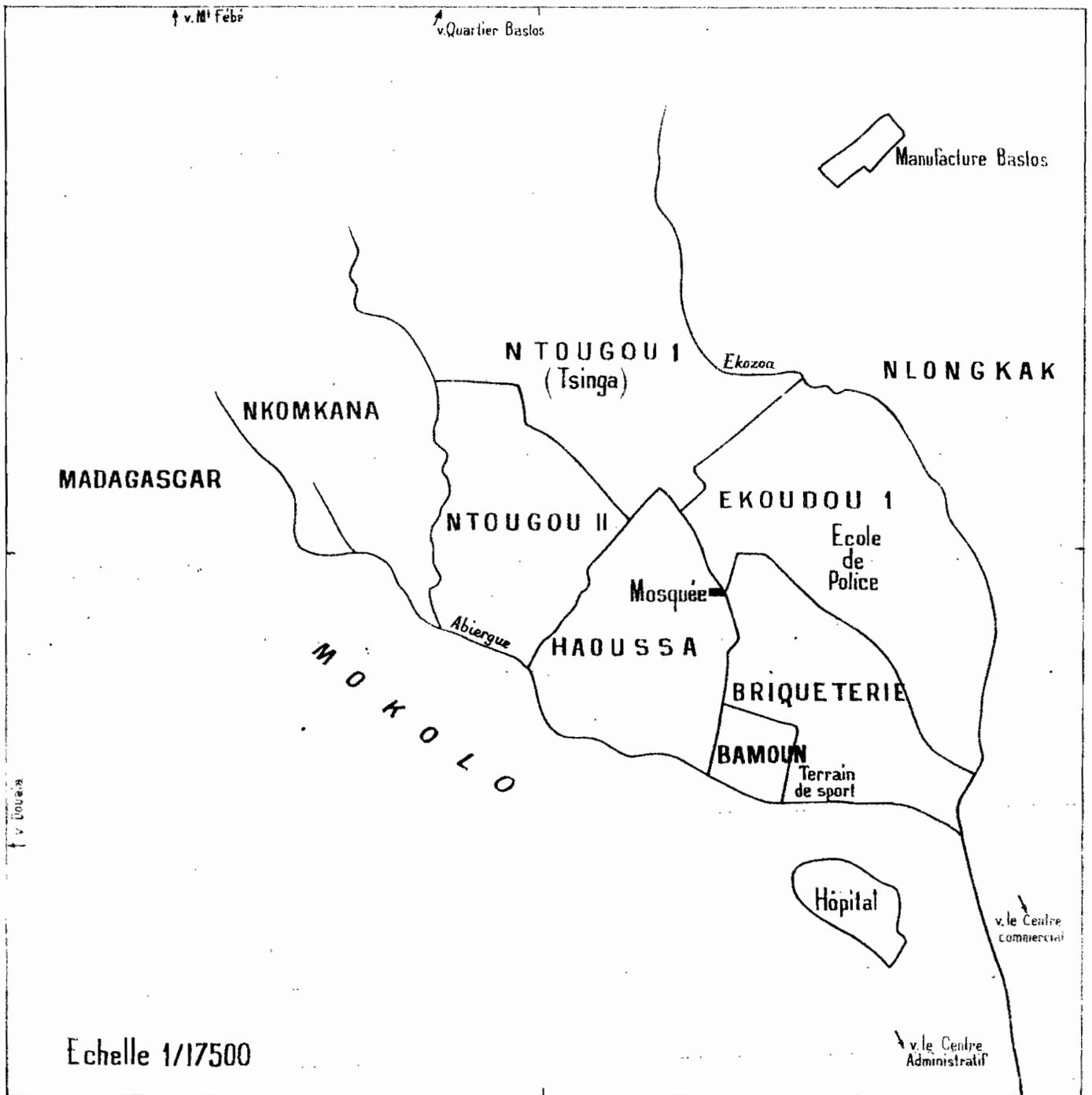
Le total auquel on aboutit, ramené à la date du 1^o Janvier 1967 (1), environ 145.000 h., est supérieur de 15.000 aux prévisions des statisticiens. Si l'on tient compte des estimations établies par la Direction de la Planification (2), cet excédent se réduit à 8.000 h. On peut donc admettre que, pour l'ensemble de la ville, ce recensement est acceptable, les prévisions des démographes étant, en général dans les villes, en deçà de la réalité.

Le quartier de "La Briqueterie".

Le choix de ce quartier se justifie par son caractère exclusif de quartier d'immigration. Il tire son nom de la "Nouvelle Briqueterie" implantée à la fin de la période allemande en ce lieu dit primitivement "Ekogodozog" (les traces des éléphants). Dès l'origine il a été un lieu d'installation des non-autochtones.

(1) Le recensement, réalisé au cours de l'année 1967, a pris en compte une partie des naissances de cette année.

(2) Projections démographiques par régions et pour les grandes villes, 1970, 1975, 1985. Ministère du Plan et du Développement, 5 p. mult. tableau. 20 Octobre 1969.



Localisation des quartiers de la Briqueterie

Situé au nord-ouest de la ville, il se décompose, administrativement, en trois quartiers distincts : quartier Haoussa, Briqueterie (ouest) et Ekoudou I (ou Briqueterie Est,) ces derniers étant eux-mêmes subdivisés en une dizaine de "blocs" chacun. Cet ensemble se trouve enserré entre deux "marigots", l'Abiergue et l'Ekozoa, qui l'entourent presque entièrement et confluent vers le sud-est, délimitant ainsi une colline de forme quasi circulaire dont le sommet, coiffé par la grande mosquée de la ville, est à 764 m. L'altitude relative, par rapport au confluent des deux marigots, est de 50 m.

Le principal axe routier, orienté nord-ouest sud-est comme la colline, suit le sommet de l'interfluve, suivant la disposition habituelle du réseau urbain. Deux routes traversent l'Ekozoa, l'une se dirigeant vers le nord de la ville, l'autre vers le centre. L'Abiergue est à présent franchi par deux routes bitumées permettant de rejoindre le quartier également peuplé de Messa (dit ici Mokolo), son grand marché quotidien et son dispensaire. Deux routes parallèles et très encombrées atteignent le quartier Haoussa.

La photo aérienne fait apparaître deux zones d'habitat très différentes l'une, en forme de demi-cercle, sur le flanc sud-est de la colline, est la plus densément et la plus anciennement peuplée ; les cases ont été installées jusqu'au bord des deux marigots au point d'être menacées par les eaux à chaque saison des pluies. Il s'agit de la Briqueterie proprement dite, d'Ekoudou I (partie Est), du quartier Bamoun et du quartier Haoussa ; ne subsistent que deux zones vides correspondant l'une à une emprise administrative, l'Ecole de Police, l'autre à un terrain de sport. Au delà du quartier Haoussa, limité au nord-ouest par l'ancien emplacement de son cimetière et depuis le nord d'Ekoudou I, commence une autre zone constituée de quartiers en cours de construction : Ntougou I appelé Tsinga et Ntougou II ; le long de la route principale, des villas et des immeubles modernes s'élèvent peu à peu tandis que sur les pentes de Ntougou II et d'Ekoudou I apparaît tout un nouvel ensemble composé de cases en "semi-dur" (1) desservi par une voirie encore anarchique.

(1) C'est-à-dire aux murs de terre crépis de ciment et au toit de tôles ondulées.

Ce quartier de la Briqueterie juxtapose donc deux types d'occupation du sol, l'un issu d'une immigration déjà ancienne et parvenu à saturation, l'autre résultant d'une urbanisation contemporaine au recensement et qui progresse encore aujourd'hui. La présente étude offre un échantillon de ces deux situations elle concerne les quartiers Briqueterie, Ekoudou I et Haoussa. Le quartier Bamoun, qui ne possède pas de caractéristiques particulières, a été englobé dans la Briqueterie.

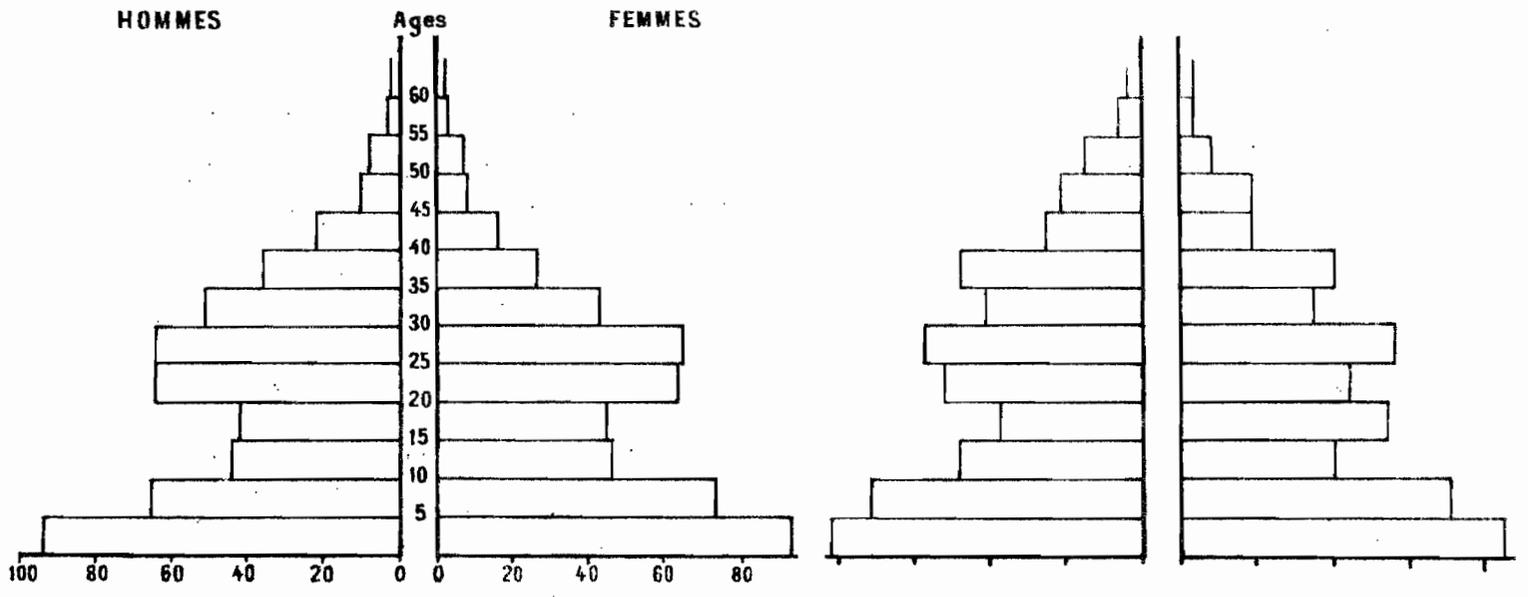
I. Caractères démographiques.

Les chiffres totaux obtenus en 1964 et en 1967 sont tout à fait comparables : 15.960 h et 16.394 h et, si l'on tient compte de l'accroissement annuel de 5,6% attribué à toute cette zone de forte densité (1), la sous-estimation de 1967 paraît légère.

Quartiers	Population en 1964			Population en 1967		
	H	F	T	H	F	T
Zone Briqueterie	8 095	7.864	15 960	9 029	7 365	16 394
Haoussa Briqueterie (Ouest)	2 712	2 392	5 104	2 444	2 273	4 717
Ekoudou I	5 384	5 472	10 856	3.377	2 619	5 996

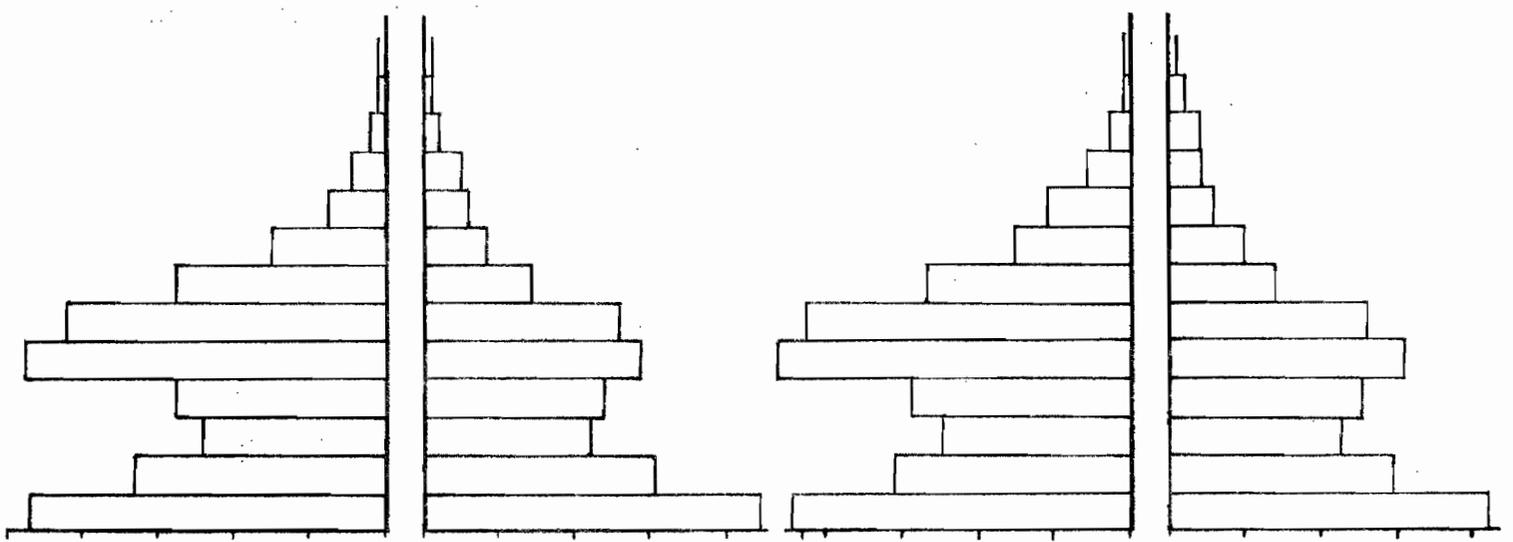
Dans le détail des quartiers, on voit que le quartier Haoussa compterait moins d'habitants en 1967 qu'en 1964, ce qui n'est guère vraisemblable. L'enquête statistique ne fait pas la distinction, pourtant sensible, entre Ekoudou I et la Briqueterie et elle englobe Ntougou I, encore peu peuplé en 1964, dans cette zone Briqueterie. La comparaison des deux sources donnerait à penser que la population n'a que légèrement progressé, ce que dément l'évolution rapide du paysage urbain d'Ekoudou I et de Ntougou I. Observons également que l'enquête statistique fait apparaître un étonnant excédent féminin à la Briqueterie, unique pour les zones de forte densité et qui n'existe pas en 1967.

(1) S.E.D.E.S. : op. cit. tableau II. 7. p. 49.



A. Quartiers d'habitat traditionnel à forte densité (1964)

B. Quartier Haoussa (1967)



C. Briqueterie (1967)

D. Ekoudou I. (1967)

Gr: n° 1. Structure par âges des quartiers (en ‰)

De la comparaison des pyramides des âges de ces quartiers avec celle de l'ensemble de la zone d'habitat de forte densité (Gr. n° 1), on peut dégager un certain nombre d'observations.

Celle du quartier Haoussa présente une allure générale identique à celle de l'ensemble, mais elle accuse un vieillissement plus marqué avec moins de jeunes et d'adultes et la population féminine est moins nombreuse. Les deux pyramides de la Briqueterie et d'Ekoudou I sont étonnamment semblables : en réalité cette similitude résulte d'une erreur de transcription dans la récapitulation des chiffres par âges, un employé ayant attribué aux deux quartiers les mêmes chiffres pour plusieurs groupes d'âges ; ce type d'erreur stupide se rencontre fréquemment dans les recensements administratifs et l'on voit qu'il faut avancer assez loin dans l'analyse pour la déceler. Il nous aurait fallu, pour la rectifier, reprendre une à une toutes les fiches du recensement et refaire la récapitulation pour chaque âge. A quel quartier se rapportent en réalité les chiffres avancés ? L'excès des adultes de 20-30 ans donne à penser qu'ils sont ceux du quartier d'Ekoudou I, de formation plus récente.

Les données concernant la population immigrée sont à l'abri d'une telle erreur puisqu'ils ont été relevés directement sur les fiches familiales du recensement. Elles n'en souffrent pas moins, comme l'ensemble du recensement, d'une certaine sous-estimation. Comparons nos chiffres avec ceux de l'enquête statistique (1) qui ne nous informe d'ailleurs que sur les adultes immigrés.

Quartiers	Immigrés de 15 ans et plus			Total des immigrés			
	1964	1967		1967			
		H	F	T	H	F	T
Haoussa	2 464	1 145	962	2 107	1 322	1 158	2 480
Briqueterie	5 984	1 886	1 762	3 648	2 475	2 393	4 868
(Ouest)							
Ekoudou I		2 019	1 357	3 376	2 616	1 951	4 567

(1) La définition de l'immigré n'est pas exactement la même. En 1964, est immigrée toute personne ayant eu une résidence hors de Yaoundé, en 1967 toute personne née hors de Yaoundé, ce qui élimine les individus nés en ville et l'ayant quittée temporairement. Les statisticiens estiment que leur nombre est négligeable.

Comme dans la comparaison des populations totales, on constate d'un recensement à l'autre un déficit pour le quartier Haoussa et un surplus pour l'ensemble Briqueterie Ouest et Ekoudou.

Peut-on, à partir de ces chiffres, calculer un taux d'immigration valable ? On sait que pour la ville, ce taux est de 68% et de 85% pour les "15 ans et plus". Le même calcul à partir de nos sources donne respectivement :

pour le quartier Haoussa : 52 et 74 %
pour la Briqueterie Ouest : 85 et 108 %
pour Ekoudou : 76 et 92 %

Le quartier Haoussa se place toujours en retrait par rapport au reste de la ville. Pour la Briqueterie Ouest, l'erreur est manifeste : nous avons relevé un nombre d'immigrés adultes supérieur au total des adultes du recensement; l'erreur de transcription signalée plus haut porte donc bien sur ce quartier et les totaux avancés sont bien ceux du quartier d'Ekoudou I. Compte tenu de sa croissance actuelle, les taux d'Ekoudou I paraissent vraisemblables. On peut donc présumer, d'après ces calculs, que le quartier Haoussa ne connaît qu'une assez faible immigration, tout à l'opposé d'Ekoudou I ; aucun chiffre ne peut être avancé pour la Briqueterie Ouest.

Structure par âges des immigrés.

L'enquête statistique de 1964 fournit la répartition des immigrés à Yaoundé selon les classe d'âges (1) ; ils y sont groupés par tranches décennales, à l'exception des moins de 5 ans. Chez les hommes la majorité des immigrés (15,2 %) appartient au groupe 25-34 ans, le groupe 15-24 ans suivant de près (13,5 %). Chez les femmes, ces deux groupes sont équivalents avec chacun 14 % des immigrés. Au delà de 45 ans la diminution est rapide et les statisticiens l'expliquent "par le caractère relativement récent de l'immigration" et "par le fait qu'à la fin de leur vie active, un grand nombre d'individus retournent dans leur région d'origine".

(1) S.E.D.E.S. : pp. cit. tableau VI. 1. p. 86.

Le tableau de la répartition des immigrants par grands groupes d'âges (en %) laisse apparaître des différences significatives entre les quartiers qui permettent déjà de pressentir des stades dans cette immigration.

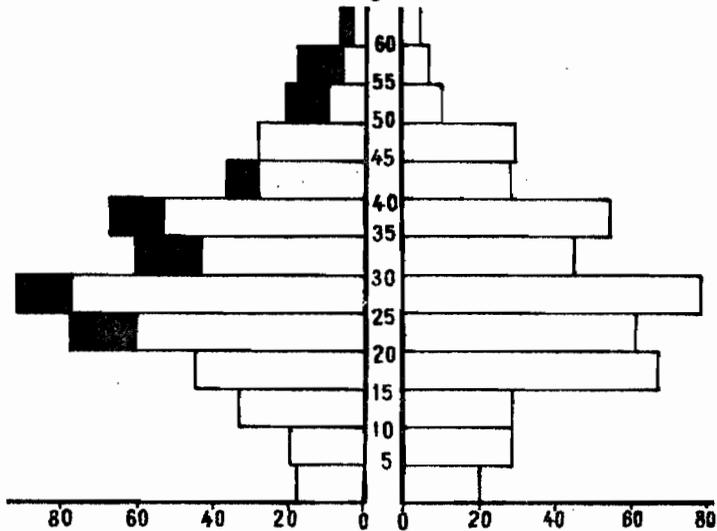
Groupes d'âges	YAOUNDE		HAOUSSA		BRIQUETERIE		EKOUDOU I	
	H	F	H	F	H	F	H	F
0 - 4 ans	285	281	189	201	304	320	291	365
5 - 14 ans	820	923	536	588	904	976	1 016	935
15 - 24 ans	1 359	1 401	1 241	1 288	1 477	1 404	1 836	1 368
25 - 34 ans	1 522	1 400	1 540	1 247	1 217	1 309	1 724	1 005
35 - 44 ans	771	542	1 060	829	789	635	635	390
45 - 54 ans	270	213	512	407	308	185	181	135
55 ans & plus	106	107	262	100	84	88	57	72
Pour 1 000	513,3	486,7	534,0	466,0	508,3	491,7	573,0	427,0

Les immigrants du quartier Haoussa sont nettement plus âgés que la moyenne des immigrants de la ville : jusqu'à 35 ans ils sont en moindre proportion et ce déficit est particulièrement marqué chez les enfants ; au delà de 35 ans ils sont en plus forte proportion. Observons que le déficit est plus marqué chez les jeunes femmes que chez les jeunes hommes. Ainsi se confirme cette impression de vieillissement déjà notée pour ce quartier.

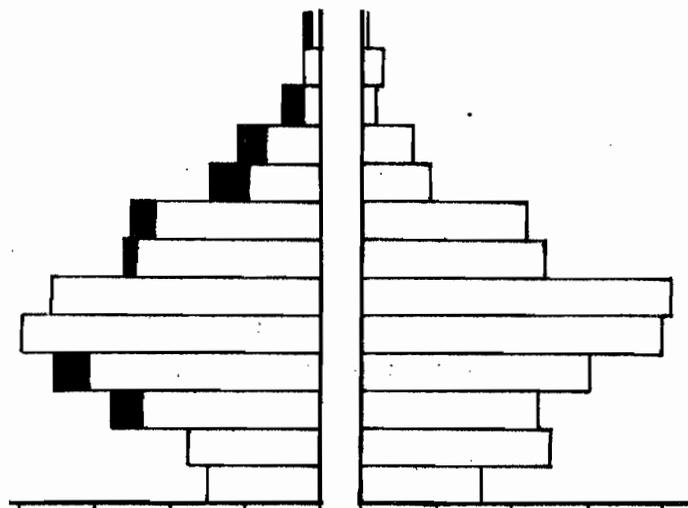
Pour la Briqueterie proprement dite, la répartition par âges est beaucoup plus proche de celle de l'ensemble des immigrants de la ville. Le seul excédent concerne en fait les groupes masculins 10-14 et 15-19 ans où il faut voir la trace d'une importante immigration scolaire ; cet excédent par rapport au reste de la ville est beaucoup moins prononcé du côté féminin. Il apparaît donc que l'immigration adulte actuelle est assez faible dans ce quartier ; on a vu que la limite de sa capacité d'accueil est atteinte, compte tenu du type d'habitat "horizontal" qui s'y est développé. Bien plus le groupe 25-34 ans est, pour les deux sexes, de moindre importance que pour la moyenne de la ville. Ce déficit semble pouvoir être interprété comme une conséquence de la mobilité intra-urbaine ; dès que les ressources le permettent, c'est-à-dire quelques années après leur installation, les immigrants quittent le quartier de la Briqueterie qui les a accueillis en premier lieu, pour trouver de meilleures conditions de logement. Le taux semestriel d'émigration interne (i.e. vers d'autres quartiers de la ville) est de 14,3% à la Briqueterie et seulement 6,8 % au quartier Haoussa (1).

(1) S.E.D.E.S. op. cit. tableau 3. p. 148.

HOMMES Ages FEMMES



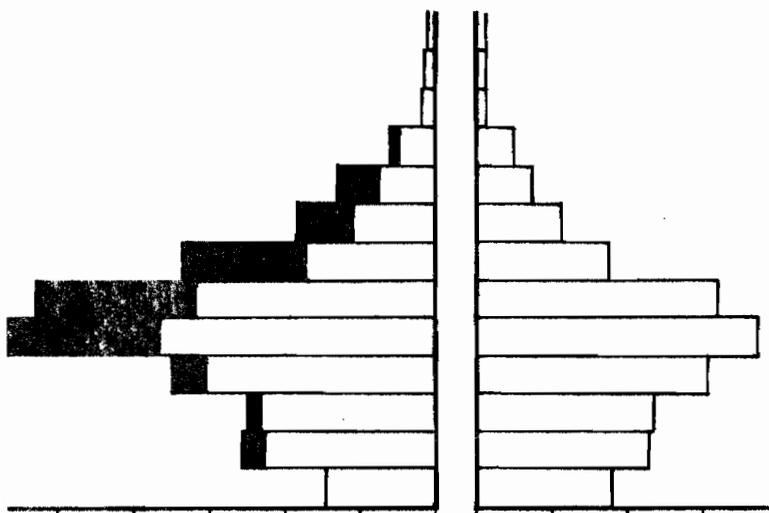
A. Quartier Haoussa (1967)



B. Briqueterie (1967)

■ Excédent masculin

Gr: n° 2. Structure par âges des immigrés (‰) par quartiers.



C. Ekoudou I (1967)

Le cas que quartier Ekoudou I est tout autre. Il se singularise par un excédent d'immigrés jeunes, de moins de 35 ans et surtout de 15 à 24 ans, indice d'une active immigration actuelle ; on ne trouve pas l'équivalent du côté féminin, mais au contraire un déficit surtout entre 25 et 34 ans.

On reconnaît là les caractéristiques des zones en cours de peuplement par immigration, auxquelles on peut ajouter la faiblesse du nombre des adultes de plus de 35 ans et des personnes âgées. Notons encore une immigration bien fournie de garçons d'âge scolaire qui n'apparaît pas pour les filles.

Par rapport au reste de la ville, ces trois quartiers peuvent donc être caractérisés ainsi : quartier Haoussa : immigration ancienne, quartier Briqueterie : immigration faible, quartier Ekoudou I : immigration forte et actuelle.

L'examen des pyramides des âges des immigrés précise ces premières constatations (Gr. n° 2). A Ekoudou 1,36% des immigrés ont entre 20 et 30 ans (38 % des hommes), à la Briqueterie 30 % (28% des hommes), au quartier Haoussa 32 % (et 32 % des hommes), mais dans ce dernier la tranche d'âges la plus fournie est celle des 25-30 ans et non plus la précédente. Les immigrés de plus de 30 ans y forment 42 % du total, contre 30 % à la Briqueterie et 24% à Ekoudou I.

Ces particularités des trois quartiers sont à nouveau révélées par le calcul des taux de masculinité, précieux indicateurs des mouvements migratoires.

	Général	Moins de 15 ans	15-29 ans	30-49 ans	50 ans & plus
Yaoundé	105	-	-	-	-
Q. Haoussa	114	90	104	124	226
Q. Briqueterie	103	93	98	119	138
Q. Ekoudou I	134	100	143	168	100

Taux de masculinité des immigrés

On voit encore par là la faible immigration actuelle au quartier de la Briqueterie, tant par rapport aux deux autres quartiers que par rapport au reste de la ville. Jusqu'à l'âge de 15 ans les taux sont sensiblement les mêmes ; au delà, Ekoudou I atteint les valeurs les plus fortes sauf pour les plus de 50 ans où le quartier Haoussa l'emporte.

Ce déséquilibre des sexes atteint sa plus grande ampleur à des âges différents suivant les quartiers et les pyramides en permettent une analyse plus détaillée. C'est après 35 ans et surtout à partir de 40 ans que l'on trouve la principale vague d'immigration à la Briqueterie ; elle s'y est donc produite vers 1950. A Ekoudou I cette immigration est actuelle et touche les adultes de 20-35 ans. Le cas du quartier Haoussa est différent ; il y existe un excédent masculin à presque tous les âges adultes mais cet excédent est beaucoup plus considérable au delà de 50 ans. L'immigration s'y manifeste encore, mais dans des proportions beaucoup moindres qu'il y a une trentaine d'années.

Caractères démographiques selon la région d'origine

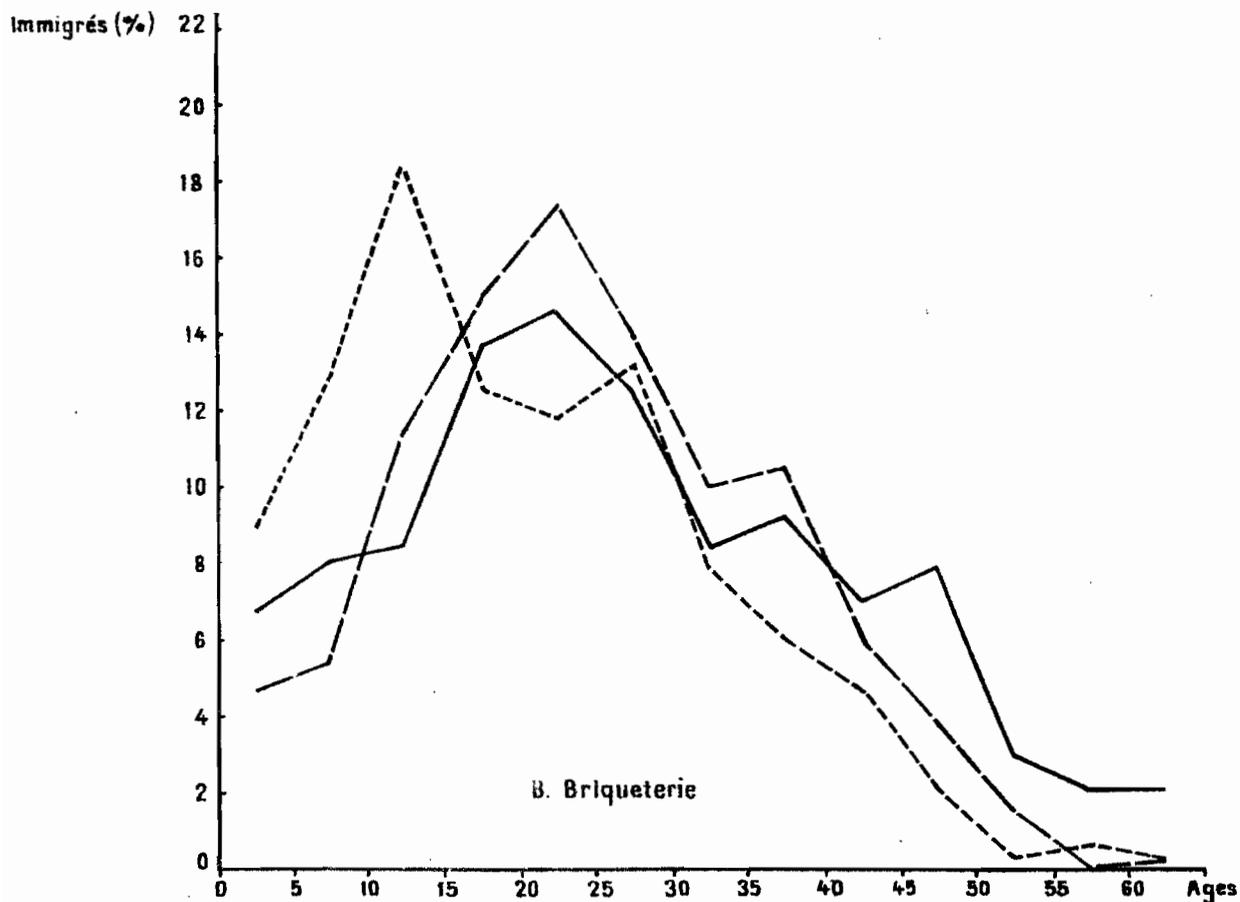
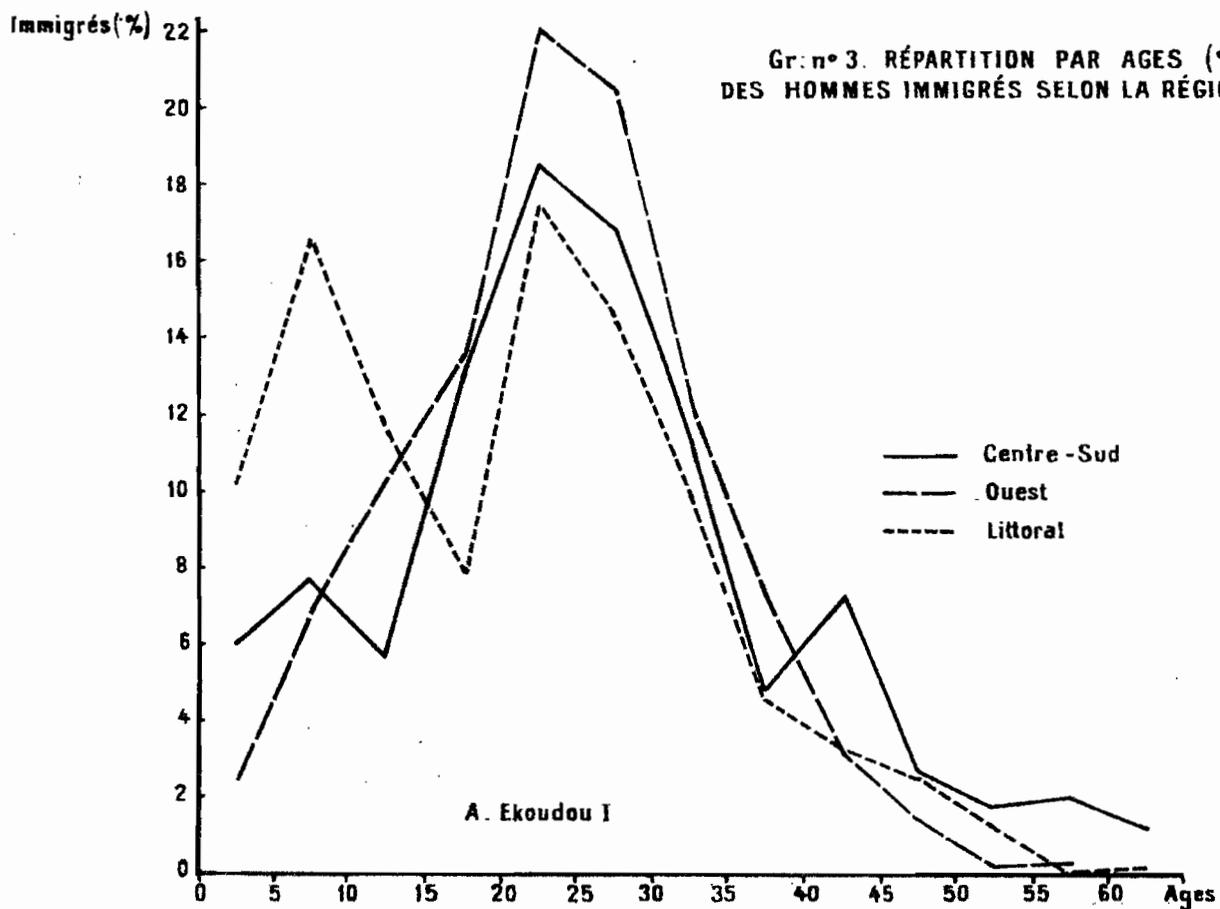
La répartition des immigrés par groupes d'âges et par sexe suivant leur région d'origine (Gr. n° 3 et 4) met encore en évidence de façon nette l'actualité de l'immigration à Ekoudou I et sa plus grande ancienneté à la Briqueterie dont les courbes sont surbaissées. Selon la région d'origine, certaines singularités apparaissent également.

Les graphiques révèlent une considérable immigration de jeunes originaires du Littoral dans chacun des deux quartiers, pour les filles comme pour les garçons. Les moins de 20 ans originaires de cette I.F.A. forment en effet à Ekoudou I 48 % des immigrés et à la Briqueterie 50 %. Il s'agit d'une immigration scolaire surtout en provenance de Douala.

Au delà de 20 ans les courbes des trois I.F.A. gardent la même allure, le Littoral ayant alors les moindres pourcentages tandis qu'après 40-45 ans le Centre-Sud l'emporte sur l'Ouest.

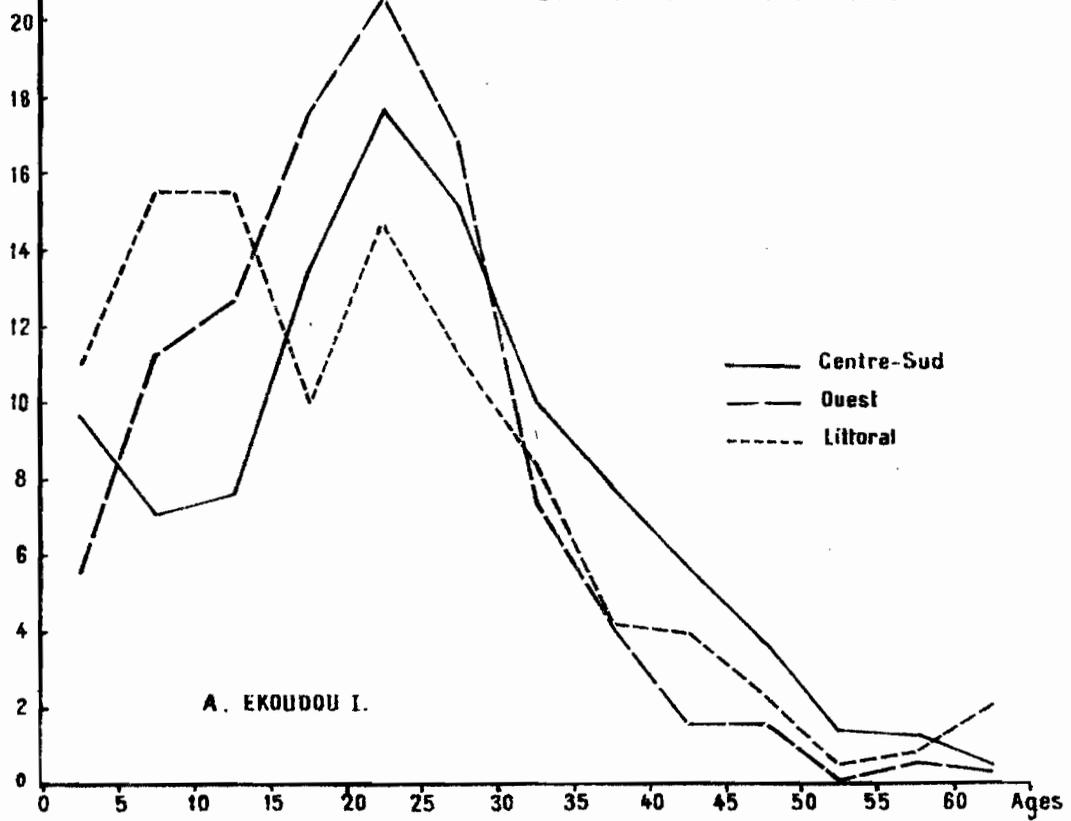
On voit ainsi se dessiner une sorte de classement des immigrés en fonction de l'âge et de l'origine : chez les jeunes, la plus forte proportion vient du Littoral, chez les adultes, de l'Ouest, chez les adultes âgés, du Centre-Sud.

Gr: n° 3. RÉPARTITION PAR AGES (%)
DES HOMMES IMMIGRÉS SELON LA RÉGION D'ORIGINE

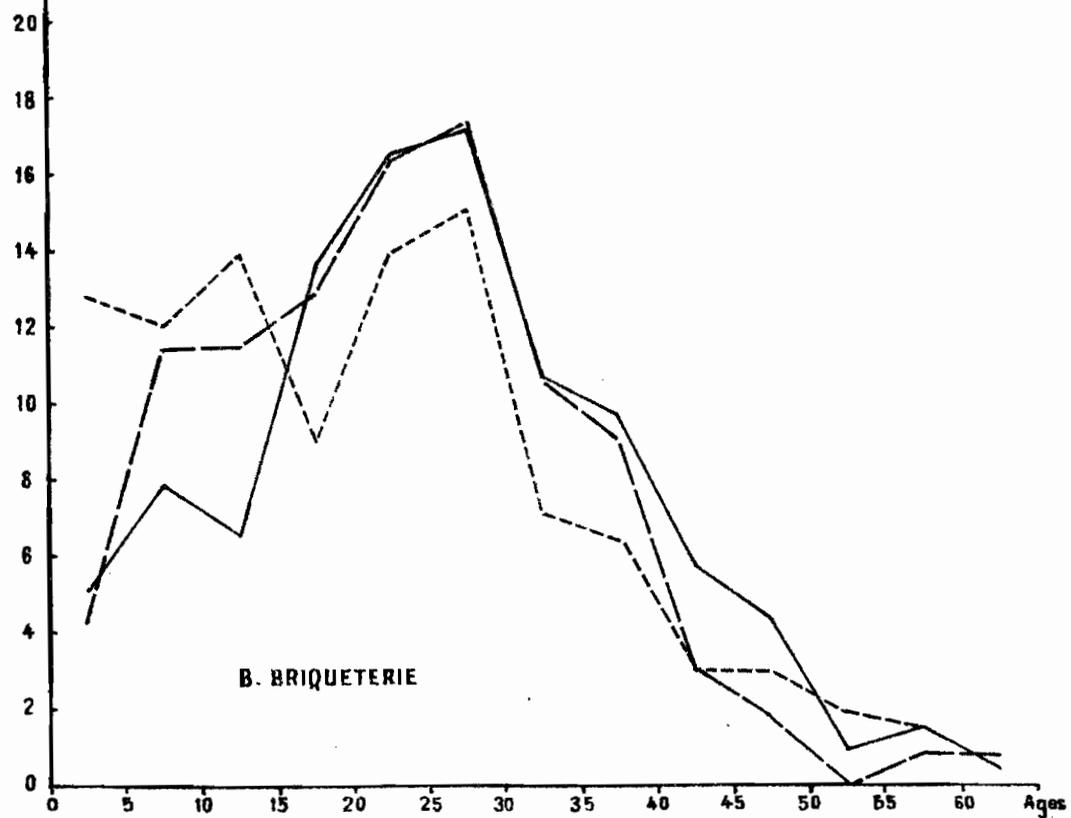


Immigrées (%) 22

Gr: n° 4. RÉPARTITION PAR AGES (%)
DES FEMMES IMMIGRÉES SELON LA RÉGION D'ORIGINE



Immigrées (%) 22



2. Origine géographique des immigrés

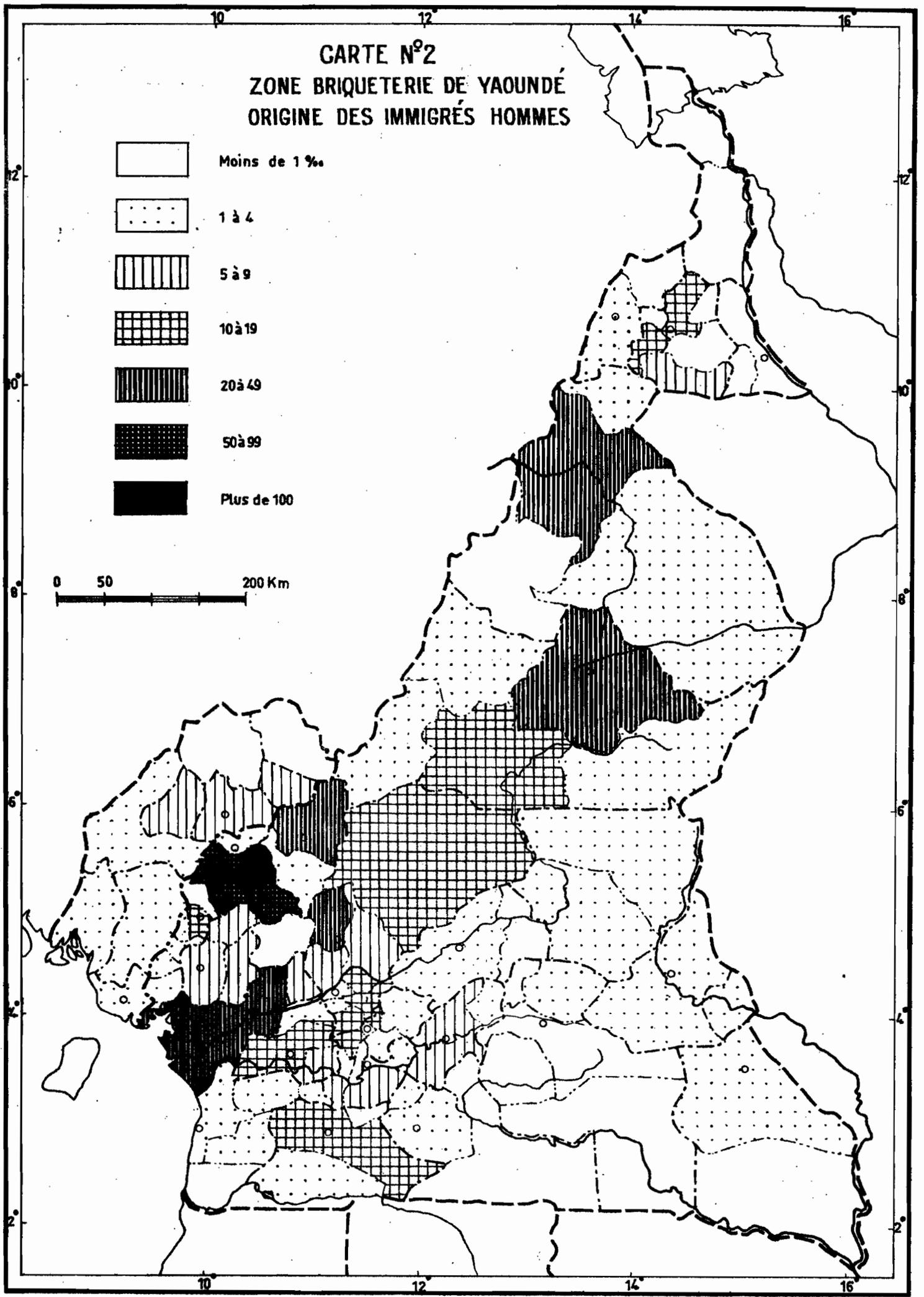
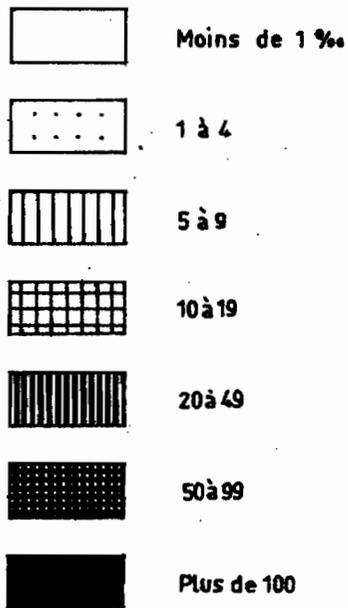
Dans aucun des trois quartiers les originaires du Centre-Sud n'atteignent la proportion de 55 % donnée pour l'ensemble de la ville (cf. tableau annexe). La zone de la Briqueterie accueille avant tout des immigrés d'origine lointaine.

Parmi les originaires du Centre-Sud on constate que la proportion des femmes est toujours supérieure à celle des hommes, en chiffres absolus comme en pourcentage ; elles sont même plus nombreuses, à la Briqueterie, que les femmes originaires de l'Ouest. L'immigration d'origine régionale, au moins pour cette zone de la Briqueterie, est avant tout une immigration féminine.

Au quartier Haoussa, la majorité est évidemment constituée d'originaires du Nord-Cameroun, mais ceux-ci ne forment pourtant que les 2/5 des immigrés (41,7%). Dans chacun des deux autres quartiers les originaires de l'Ouest dépassent cette proportion et constituent environ la moitié des hommes. Au deuxième rang viennent toujours ceux du Centre-Sud et au troisième ceux du Littoral, mais la proportion de ces derniers est deux fois plus importante à Ekoundou qu'à la Briqueterie. Observons dans chacun des trois cas la faiblesse des effectifs provenant de l'Est, qui semblent se regrouper dans d'autres quartiers de la ville, et la faible représentation du Cameroun Occidental où n'existe pas de courant migratoire vers la capitale fédérale.

La carte de l'origine, par arrondissement, des hommes immigrés dans l'ensemble de la zone Briqueterie (carte n° 2) fait apparaître une grande variété et une inégale intensité des zones de départ qui montrent l'interférence de plusieurs facteurs explicatifs. Les régions de forte pression démographique constituent a priori des zones de départ; cette explication simple d'ordre démographique convient ici pour les cinq départements Bamiléké (Bamboutou, Mifi, Ménoua, Ndé, Haut-Nkam) et le département de Bamenda (Cameroun Occidental) de même que pour le pays Eton (département de la Lékoué) où les arrondissements de Monatélé et d'Evodoula ne participent pourtant que peu au peuplement de la Briqueterie. Mais les fortes densités de population du Nord-Cameroun (Margui-Wandala, Diamaré) sont sans rapport avec les quelques immigrés de ces régions que l'on trouve ici, même au quartier Haoussa. L'immigration en provenance du Nord a plutôt pour points de départ les arrondissements où se trouve une ville de quelque importance (Maroua, Garoua, Ngaoundéré), les migrants étant surtout, en le verra, des commerçants et des artisans.

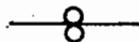
GARTE N°2
ZONE BRIQUETERIE DE YAOUNDE
ORIGINE DES IMMIGRES HOMMES



GARTE N°3

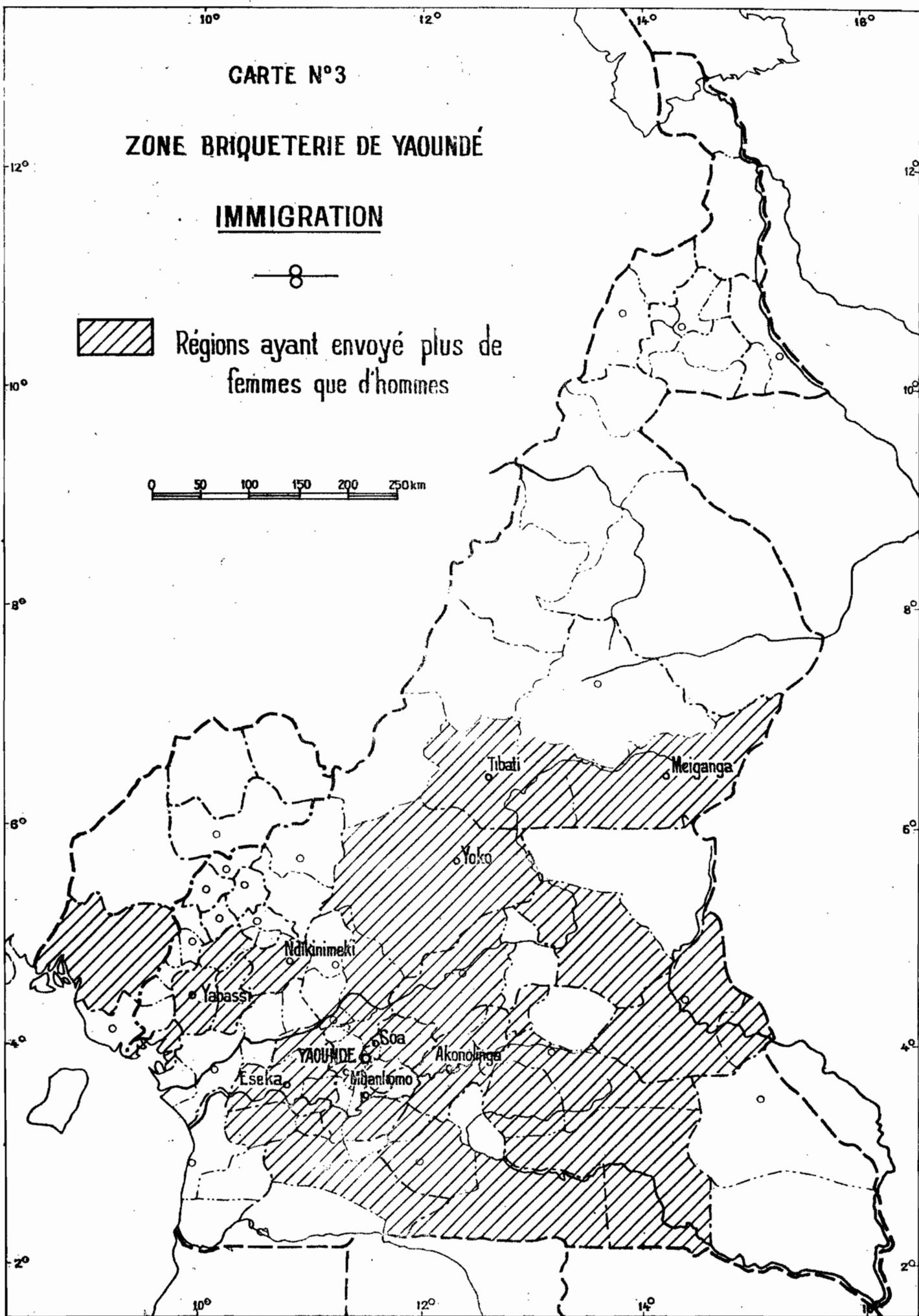
ZONE BRIQUETERIE DE YAOUNDÉ

IMMIGRATION



Régions ayant envoyé plus de femmes que d'hommes

0 50 100 150 200 250 km



Cette zone de la Briqueterie se situe à l'ouest de la ville et il est donc assez naturel que les immigrants arrivés par les routes de l'ouest (route de Douala qui traverse le Nyong-et-Kellé et la Sanaga Maritime, route d'Okola) s'y fixent plus volontiers tandis que ceux de l'Est sont peu représentés ici. La présence de ces voies de communications qui drafnent les populations est d'ailleurs un autre élément qui explique la forte proportion des immigrants Bassa (Nyong-et-Kellé, Sanaga Maritime également traversés par le chemin de fer Douala-Yaoundé) et qui n'est pas étranger à l'émigration que connaît le Mbam (arrondissements de Bafia, Ndikiniméki, Yoko) traversé par la route de Bafoussam et celle de Tibati empruntée par les troupeaux de bovins descendant du Nord-Cameroun. L'arrondissement de Yoko, rattaché au Centre-Sud, présente des caractéristiques migratoires identiques à celles de l'arrondissement voisin de Tibati, rattaché au Nord.

Certaines régions possèdent cette particularité d'envoyer dans la zone de la Briqueterie plus de femmes que d'hommes (carte n° 3). C'est le cas, on l'a vu, de l'ensemble du Centre-Sud (au quartier de la Briqueterie la majorité des femmes immigrées (41,2 %) en proviennent) et d'une bonne partie de l'I.F.A. de l'Est. C'est donc grâce à l'apport féminin de cette zone relativement proche qu'est rétabli un certain équilibre du sex-ratio dans cette partie de la ville dont le taux général de masculinité est de 116. Dans le Centre-Sud cet excédent d'émigration féminine affecte sur tout l'arrondissement d'Akonolinga, les districts de Soa et de Mbankomo immédiatement au nord et au sud de Yaoundé, et l'arrondissement d'Eséka. Il s'étend jusqu'à la frange méridionale de l'Adamaoua (Tibati, Meiganga) à laquelle se rattache l'arrondissement de Yoko où il est aussi très marqué ; la plupart des femmes venues de ces trois arrondissements se trouvent au quartier Haoussa. Notons encore un excédent de femmes venues du Nkam (Yabassi, Yingui, Nkondjok) et de l'arrondissement de Ndikiniméki et qui semble bien correspondre à une fuite devant les troubles que connaissent ces régions depuis une dizaine d'années.

Parmi les facteurs rendant compte de l'origine géographique de ces femmes intervient d'abord celui de la proximité et la facilité des communications (cas du Centre-Sud) auquel s'ajoute parfois un facteur ethnique (cas de l'Adamaoua méridionale). Enfin la ville paraît avoir joué un rôle de refuge (cas du Nkam) mais il semble aussi qu'elle attirerait davantage les femmes des régions enclavées (Dja et Lobo, Haut-Nyong) ; une étude d'ensemble de l'immigration urbaine permettra de critiquer cette hypothèse.

Dans le détail, chacun des trois quartiers présente une image différente de l'immigration urbaine.

- Quartier Haoussa. On constate bien que ceux que l'on dénomme d'une façon vague "Haoussa" viennent en majorité des principales villes du Nord : Maroua, Garoua, Ngaoundéré et qu'une bonne partie des immigrés (plus du quart, 28 %) provient de la vieille route allemande nord-sud par Bafia, Yoko, Tibati, Ngaoundéré. Au deuxième rang se placent les Bamiléké de la Mifi et du Ndé, puis les Bamoun de Foumban qui se regroupent ici par affinité religieuse. Parmi les 332 femmes originaires du Centre-Sud, 83 viennent de Bafia et 71 de Yoko, puis une soixantaine d'Akonolinga, Eséka et Mbalmayo.

- Quartier de la Briqueterie. Ici 35 % des immigrés viennent des cinq départements Bamiléké et 16% du seul département de la Mifi. Si l'on considère les seuls hommes ces pourcentages atteignent respectivement 38 et 17. Le reste des originaires de l'Ouest est constitué par des Bamoun de Foumban dont la plupart sont installés dans le "quartier Bamoun" de la Briqueterie où ils ne constituent d'ailleurs que 15% des immigrés. Le Centre-Sud vient en deuxième position avec 1/3 de l'effectif immigré ; mais sur ce total de 1 697 "sudistes", 496 (29%) sont du département du Mbam, au Nord de la Sanaga, seulement 290 (17%) du département de la Mefou dont Yaoundé est le chef-lieu, et 317 (18%) du département voisin de la Lékié, le plus peuplé du Centre-Sud. On aperçoit là l'existence d'un actif foyer d'émigration, le département du Mbam et spécialement les arrondissements de Bafia et de Yoko qui ne possèdent pourtant que de faibles densités de population. L'orientation des axes de communications vers Yaoundé et l'absence de liaisons directes avec Douala expliquent peut-être cette migration qui semble massive, vers la capitale. Les originaires de l'I. F. A. du Littoral n'entrent que pour 11 % dans cette immigration ; les deux principaux contingents sont fournis par Douala et par l'arrondissement de Ngambé (Sanaga Maritime) qui souffre depuis longtemps d'un exode vers Douala mais aussi, on le voit, vers Yaoundé.

- Au quartier d'Ekoudou I la situation est-elle différente ? La part des originaires du Centre-Sud est moindre tandis que ceux de l'Ouest et du Littoral sont en plus forte proportion. Malgré la faiblesse relative de la fraction Bamoun (0,8%), l'Ouest entre pour 44 % du total et le seul département de la Mifi pour 25,9 %. La proportion des Bamiléké y est donc encore plus importante qu'au quartier précédent. La 2^e grande région de départs, celle du Centre-Sud se caractérise toujours par la prépondérance du Mbam (26,3% des "sudistes") mais aussi par l'efficacité relative de la Mefou (12,5%) devant la Lékié (25%) et le Nyong-et-Kellé (13,5%), nuances qui sont peut-être des indices des tendances actuelles de l'immigration urbaine. Cette importance relative du Nyong-et-Kellé est à mettre en parallèle avec la place notable qu'à pris dans le quartier l'immigration en provenance de la Sanaga Maritime avec 11,6% du total dont 6,3% pour le seul arrondissement de Ngambé qui se

trouve ainsi le 3e fournisseur d'hommes après la Mifi et le Haut-Nkam.

Observons que, dans chacun des trois quartiers, Douala envoie environ 4% des immigrants, et que le rôle des principales villes dans cette immigration, déjà remarqué à propos du quartier Haoussa, se retrouve pour les deux autres quartiers, comme en témoignent les effectifs importants provenant des arrondissements de Nkong-samba, Ebolowa, Bafia, Founban, Bafoussam, soient les principales villes du Cameroun Oriental.

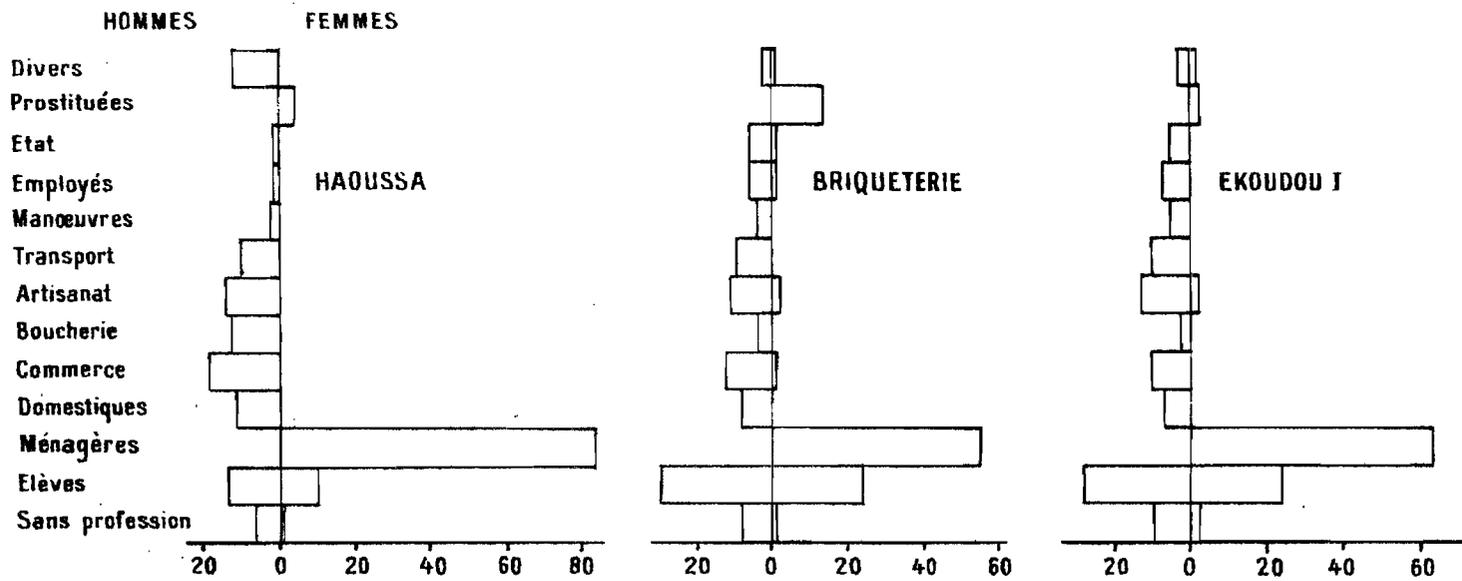
De cette étude de l'origine des habitants installés dans la zone de la Briqueterie, quelques remarques d'ordre général peuvent encore être dégagées. D'une part la faiblesse de l'immigration régionale, compréhensible certes dans le cas du quartier Haoussa, comme dans les autres quand on en connaît la genèse, mais contraire à ce que l'on sait par ailleurs de l'immigration à Yaoundé. D'autre part, la situation géographique du quartier à l'intérieur de la ville, sa position sur tel ou tel axe routier, détermine en grande partie et d'une façon qui ne saurait être fortuite, l'origine des immigrés qui le peuplent ; une étude au nord de la ville où le quartier de Mbala se révèle peuplé en majorité d'originaires de la Lékié et de l'Est, confirme la persistance de ce déterminisme simple. La faiblesse de la contribution du Cameroun Occidental au peuplement de ce quartier correspond bien à la faiblesse des relations autres que politiques entre les deux états fédérés.

Signalons pour terminer que l'on compte 470 étrangers parmi ces immigrés dont la moitié habite le quartier Haoussa ; 202 sont des Nigériens sans doute réfugiés depuis peu, 154 viennent d'Afrique Occidentale et 136 des deux états voisins : Tchad et République Centre-Africaine.

3. Les activités des immigrés.

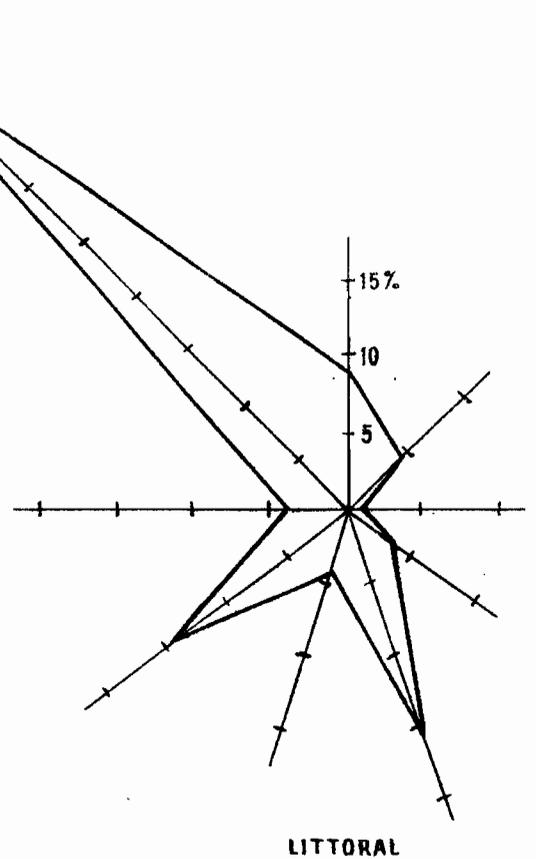
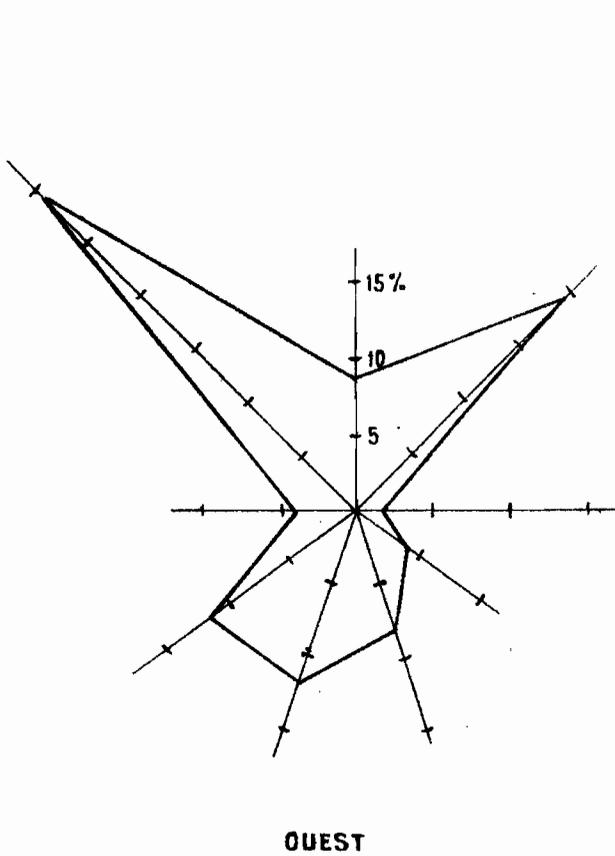
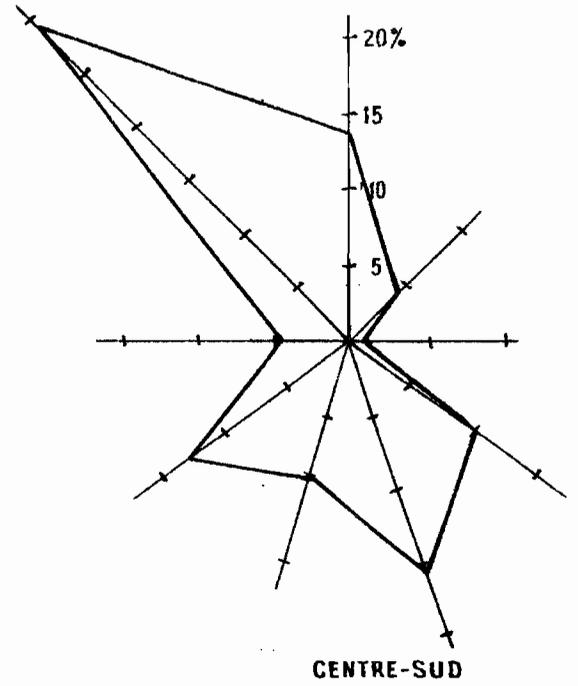
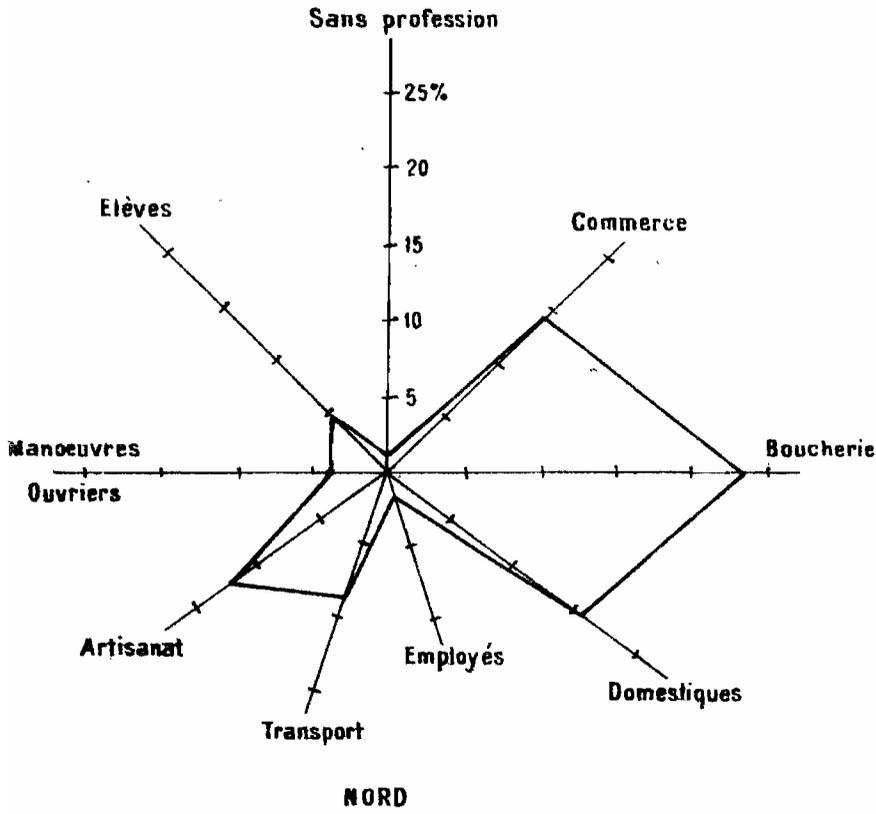
On voudrait bien souvent, en dépouillant ce recensement, que les activités des immigrés aient été mentionnées de façon plus précise par les agents recenseurs ; l'indication laisse parfois perplexe (1) et, en particulier, il est presque toujours impossible de savoir si l'intéressé doit être rattaché au secteur public ou au secteur privé ou encore s'il est indépendant. Nous avons regroupé ces activités sous une douzaine de rubriques sans tenter, ce que notre source n'aurait pas permis, d'adopter les classements rigoureux des statisticiens.

(1) Ainsi le cueilleur de vin du palme est parfois désigné comme "vigneron" !



Gr.n°5. STRUCTURE PROFESSIONNELLE DES IMMIGRÉS (%) PAR QUARTIERS

Gr. n° 6. STRUCTURE PROFESSIONNELLE DES HOMMES IMMIGRÉS % SELON LES PRINCIPALES RÉGIONS D'ORIGINE



La structure professionnelle des immigrés (Gr. n° 5) est, dans l'ensemble, la même pour les trois quartiers: le commerce et l'artisanat occupent la majorité des hommes (10 à 12%), mais des nuances se marquent pourtant. Au quartier Haoussa des activités commerciales et artisanales sont plus fréquemment pratiquées (17,8 et 14% des hommes). Les métiers ayant trait à l'élevage et à la boucherie (boucher, aide-boucher") se placent aussitôt après ; c'est là une caractéristique de ce groupe "Haoussa" qui a su monopoliser l'approvisionnement en viande des villes depuis l'élevage des bêtes, leur acheminement vers le Sud et leur abattage jusqu'à la vente au détail sur les marchés. Les activités de transport viennent en troisième lieu tandis que les professions réquerant un certain niveau d'instruction générale (employés divers, fonctionnaires, santé, enseignement) sont moins bien représentées qu'ailleurs. Parmi les femmes la proportion des ménagères y est également forte (83,6%), celle des élèves plus faible, de même que celle des prostituées, reflète de la moindre évolution, en bien comme en mal, du statut de la femme en société islamique.

La Briqueterie se caractérise au contraire par une forte proportion de prostituées (14,1%), mais il est difficile de savoir quelle signification le recenseur a donnée à ce qualificatif ; tout au plus peut-on dire qu'il s'agit de femmes en situation matrimoniale irrégulière, mais quelle norme faut-il considérer en Afrique (1) ? Notons enfin que les immigrés s'étant déclarés sans profession sont moins nombreux au quartier Haoussa que dans les deux autres (5,9%).

Plus éclairante est l'étude des activités (ou de leur absence) suivant l'origine géographique des immigrés regroupés par Inspections Fédérales (Gr. n° 6)

Pour toute cette zone de la Briqueterie 8,2 % des hommes se disent sans profession mais cette proportion est plus forte pour les originaires du Centre-Sud (12,1%), puis viennent ceux de l'Est (10,5%) et ceux du Littoral (8,6%) tandis que pour les immigrés du Nord ce pourcentage tombe à 0,5. Cette situation, également relevée par l'enquête statistique, se comprend aisément ; plus la ville est proche, plus on y vient facilement à la recherche du travail, sans en trouver le plus souvent.

(1) Mariage coutumier, mariage civil ou mariage religieux ?

Les élèves forment, pour l'ensemble, le quart (25,6%) de l'effectif immigré masculin, mais, comme le laissait apparaître l'étude démographique, cette proportion est à beaucoup plus forte chez les originaires du Littoral : 41,2% ; Est, Centre-Sud et Ouest viennent ensuite avec 31,5, 28,1 et 28%, le groupe des "nordistes" présentant, bien sûr, la plus faible immigration scolaire à Yaoundé (1). La forte représentation scolaire du Littoral a surtout pour origine la ville de Douala.

Le commerce est l'activité des prédilection des originaires de l'Ouest (18,6%), puis de ceux du Nord (14,8%), l'ensemble de la zone atteignant 12,5%. On connaît la solide réputation dont jouissent en ce domaine Bamiléké et "Haoussa" ; les "Sudistes" sont beaucoup moins attirés par cette activité : moins de 5% des immigrés de chacune des trois autres I.F.A. se livrent au négoce. Nous avons cru bon de mettre à part les activités relatives à la boucherie pour singulariser le groupe du Nord : 21% des hommes s'y adonnent.

L'emploi de domestique (boy, cuisinier, blanchisseur, gardien de maison) est surtout exercé par les originaires de l'Est (17,1%), du Nord et du Cameroun Occidental de même que par les étrangers. Enfin les professions "assises" (employé, fonctionnaire, etc...) sont de préférence celles des originaires du Centre-Sud et du Littoral (15,3%), conformément à la plus forte scolarisation de ces régions.

Parmi les immigrées, c'est encore celles du Littoral que l'on trouve la plus forte proportion d'élèves (29,9%), puis chez celles de l'Ouest (25,2%) qui précèdent de loin celles du Centre-Sud (16%). Les femmes ayant un emploi de bureau sont en plus grand nombre parmi celles du Littoral et du Centre-Sud, régions où la femme est socialement la plus évoluée. Mais c'est aussi le Centre-Sud qui possède la plus forte proportion de prostituées : 17,1% (moyenne de la zone Briqueterie 8%), soit les 3/4 des prostituées signalées par ce recensement; l'Est vient en seconde position avec seulement 7,1%. La proximité de la ville explique évidemment cette spécialisation originale mais on s'explique moins bien pourquoi le Nyong et Mfoumou (Akonolinga, Ayos) en a fait une quasi spécialité régionale puisque 28% des prostituées de la Briqueterie et 19% de celles d'Ekoudou proviennent de ce département.

(1) cf. MARGUERAT Yves : Problèmes géographiques de l'enseignement au Cameroun diffusion (à paraître) 82 p. mult. ORSTOM Yaoundé 1970.

Conclusions.

D'un simple point de vue méthodologique il apparaît que le type de recensement utilisé ici, malgré ses limites, constitue une intéressante source de renseignements qu'il serait fâcheux de négliger dans une étude de l'immigration urbaine. Les résultats auxquels on aboutit n'ont rien d'aberrant et apportent des précisions au niveau du quartier qu'on ne saurait trouver ailleurs. Regrettons qu'une telle source d'informations reste encore inexploitée et souhaitons qu'à l'avenir les promoteurs de tels recensements établissent des questionnaires plus précis et sans à priori.

Les résultats ne sauraient évidemment pas être étendus à l'ensemble de la ville de Yaoundé, tant sont singulières la formation et la composition de la population de chaque quartier. Mais on peut penser qu'ils caractérisent de façon réelle les quartiers d'immigration des villes africaines, quartiers recevant des "étrangers", ici en majorité Bamiléké et Haoussa, et qu'ils situent bien deux stades de peuplement de ces quartiers, l'un actuel, l'autre arrivé à saturation. Mais il va de soi que l'image des courants migratoires que l'on saisit à travers cette brève étude reste incomplète et ne sera fidèle qu'après l'analyse de tous les quartiers de la capitale.

André FRANQUEVILLE.

L'UTILISATION DES EQUIPEMENTS TERTIAIRES
DANS L'OUEST DU CAMEROUN

Il est couramment admis, à la suite des nombreux travaux sur les places centrales dont W. CHRISTALLER fut l'initiateur, que la notion de centre urbain est liée étroitement à la présence de "services" ou d'équipements du secteur tertiaire. Participe au phénomène urbain, est considérée comme place centrale, toute agglomération qui se distingue des villages par l'existence d'organismes ou d'équipements desservant une population plus large que la sienne propre. Dans divers pays, on a classé les centres urbains en calculant des indices caractéristiques basés sur ces fonctions : leur présence, leur nombre, leur répartition entre secteur public et secteur privé, le pourcentage de population active qui se rattache à chacune d'elles permettent d'établir une hiérarchie de ces centres en leur donnant un poids plus ou moins grand.

Une question demeure cependant, à laquelle peu de réponses ont été apportées jusqu'à présent. Parmi les services qui s'adressent à une clientèle (en excluant, donc, les services administratifs), quels sont ceux qui touchent uniquement la population habitant l'agglomération, quels sont ceux qui atteignent, et dans quelle proportion, une population plus large ? Le problème est important pour l'avenir même des pays en voie de développement : il s'agit de savoir en effet si l'urbanisation accélérée qui est une caractéristique commune à ces pays est un phénomène parasite ou irradiant, autrement dit si l'essor urbain s'accompagne de la concentration d'équipements au seul bénéfice des villes elles-mêmes ou bien si ceux-ci ont une portée qui profite de manière identique aux campagnes.

En première approche, et en étant conscient du caractère incomplet qu'elle représente, nous avons choisi d'étudier deux types d'équipements caractéristiques d'une certaine "modernité", les hôpitaux et les établissements d'enseignement secondaire. La zone étudiée ici correspond à la région Ouest du Cameroun (les cinq départements bamiléké et le département bamoun) et au nord des départements du Mungo et du Nkam. Les limites régionales sont nettes au nord-ouest (Etat anglophone

du Cameroun Occidental) et à l'est (une immense zone peu peuplée s'étend entre Foumban et Ngaoundéré) ; au sud, l'obstacle du rebord du plateau, couvert de forêts, n'est franchi que par la route de Yaoundé, mais Bafia est suffisamment éloignée et mal équipée pour ne pas concurrencer Bangangté. Au sud-ouest par contre la "coulée" du Mungo, marquée par l'axe routier et ferroviaire, par une forte immigration et une chapelet régulier de petites villes, ne traduit pas de solution de continuité entre le pays bamiléké et Douala.

Etablissements hospitaliers et scolaires sont largement distribués dans la région, et chaque préfecture possède son hôpital et son collège. Seuls cependant les lycées de Bafoussam et de Nkongsamba permettent d'effectuer une scolarité secondaire complète ; les collèges de Bafang et de Bafou, en outre, vont jusqu'à la classe de première. Les hôpitaux ou collèges privés relèvent soit de particuliers (collèges dits "privés laïcs"), soit des missions : le C.E.B.E.C. (Conseil des Eglises Baptistes et Evangéliques du Cameroun) possède des hôpitaux et des collèges à Foumban, Bangwa, Bandjoun et Ndoungué ; Ad Lucem (organisme missionnaire catholique) gère les hôpitaux de Mbouda, Bandjoun et Bafang, les collèges catholiques dépendent du diocèse de Nkongsamba.

Quelques uns de ces établissements sont situés hors des villes, à proximité des missions qui ont été à leur origine : ainsi le collège de Bafou, le collège et les deux hôpitaux de Bandjoun, l'hôpital de Bangwa, les deux collèges et l'hôpital de Ndoungué.

La concurrence qui régnait autrefois entre les missions elles-mêmes et avec l'Etat aboutit parfois à des suremplois évidents ainsi sur les cinquante kilomètres qui séparent Bafoussam de Bangangté, on ne rencontre pas moins de cinq hôpitaux. Encore faut-il ^{ajouter} qu'au moment de l'enquête, quatre nouveaux établissements, publics, étaient en cours de construction, à Mbouda, Bafang, Foumbot et Bangangté. Si l'équipement matériel des hôpitaux n'est pas toujours très fourni, du moins celui en personnel est-il satisfaisant (un médecin-chirurgien au moins dans chaque formation, assisté d'infirmiers généralement bien formés). Le niveau des établissements secondaires est par contre beaucoup plus divers et bien des collèges privés notamment, surtout parmi ceux qui appartiennent à des particuliers, ne sont pas en mesure d'assurer un enseignement de qualité. Le besoin de scolarisation est si grand cependant qu'ils ne sont jamais à court d'élèves, malgré le prix élevé des études.

L'enquête que nous avons effectuée a consisté à relever sur les registres d'entrée des treize hôpitaux les adresses des malades hospitalisés, et, dans les vingt trois lycées et collèges le domicile des parents des élèves. Pour chaque unité territoriale (ville, chefferie ou groupement) on a ensuite déterminé le lieu de polarisation, et le taux d'utilisation par rapport à la population. Les résultats en ont été traduits sur deux sortes de cartes.

I. La portée des équipements. (1)

Sur les cartes 1 et 2 ont été inscrites les zones de recrutement des hôpitaux et des collèges, en cumulant les établissements d'une ^{même} ville. Dans chaque circonscription, on a retenu une polarisation vers un centre lorsque le quart au moins des effectifs scolarisés ou hospitalisés allait vers ce centre.

1. Le recrutement hospitalier.

La carte n° 1 montre que la zone de recrutement de chaque hôpital correspond, à peu de choses près, à l'étendue du département où il est situé. La coïncidence est nette pour la Ménoua, les Bamouto (les hôpitaux de Dschang et de Mbouda par exemple reçoivent de leurs départements respectifs 88 % de leur clientèle), la Mifi et le Bamoun. Ce dernier constitue à bien des points de vue, et notamment par son peuplement, un ensemble original et bien séparé du reste de la région ; l'influence des hôpitaux de Foumban déborde vers le nord est sur la plaine Tikar, qui économiquement se rattache au Bamoun. Le nord du Nkam, qui ne possède pas d'hôpital et n'est relié par la route qu'au pays Bamiléké, est partagé entre Nkongsamba, Bafang et Bangangté. A l'intérieur de la zone d'influence de l'hôpital officiel de Bafoussam, une proportion notable d'habitants du centre du département fréquente les deux établissements privés de Bandjoun. Le Ndé est partagé entre Bangangté (qui jusqu'aux constructions récentes n'avait qu'un équipement sommaire) et Bangwa, situé près d'une chefferie importante, et dont le rayon d'action couvre également le sud de la Mifi. Le nord du Mungo est naturellement sous la dépendance de Nkongsamba, Ndoungué n'exerçant qu'une influence partielle et limitée à son environnement immédiat. Mais il n'est pas possible de donner une limite, vers le sud, à sa portée, qui doit être contre-balancée par celle de Mbanga et, plus encore, de Douala.

(1) La cartographie concernant cet article figure dans la pochette hors-texte.

2. Le recrutement scolaire.

La carte des zones d'influence scolaire répète, pour l'essentiel, celle du recrutement hospitalier. Mais les différences de niveau et de situation entre les établissements apportent quelques retouches au schéma précédent. Mbouda recrute à peu près exclusivement dans son département (81 % des élèves du CEG viennent des Bambouto). La proportion n'est que de 62 % au CEG de Bangangté mais il est vraisemblable qu'une bonne partie des élèves domiciliés hors du Ndé sont originaires de ce département, l'un des plus touchés par l'émigration. La partie méridionale de la Ménoua échappe à Dschang, qui, par contre étend son influence sur le sud est des Bambouto. Le collège catholique de Bafou, bien que doté d'une classe de première, n'a qu'un rayonnement réduit à ses environs immédiats : 82 % des élèves habitent Bafou ou Dschang. De même des collèges de Ndoungué et de Bandjoun ne recrutent que dans un rayon très restreint et ne peuvent concurrencer les établissements de Nkongsamba et de Bafoussam. Foumban, de son côté, n'arrive pas à couvrir l'ensemble du département Bamoun. La ville de Bafang par contre a une influence qui déborde quelque peu les limites de son département; vers le nord du Nkam et du Mungo. Les zones d'influence les plus étendues sont, comme il est normal, celles de Bafoussam et de Nkongsamba, seule à posséder un lycée complet, un collège technique et plusieurs collèges privés. Le rayonnement de Nkongsamba atteint une partie du Haut-Nkam et deux chefferies de la Ménoua, celui de Bafoussam s'étend largement sur le Bamoun et sur plusieurs chefferies des Bambouto.

3. De l'examen de ces deux cartes, on peut tirer les conclusions suivantes :

- à quelques nuances près, dues surtout aux différences de types d'établissements, les zones d'influences des hôpitaux et des lycées ou collèges ont une physionomie identique, et sont calquées, pour l'essentiel, sur les limites des départements. Celles-ci sont donc de véritables limites géographiques.

- les formations implantées hors des villes, à Bafou, Bandjoun, Bangwa, Ndoungué, ont un rayonnement beaucoup plus limité que celles qui sont en ville. Elles sont cependant au bord d'axes routiers très fréquentés et ne sont pas moins bien équipées que ces dernières.

- on peut donc souligner le caractère cumulatif des équipements tertiaires : les habitants vont plus facilement à la ville parce qu'ils y trouvent non seulement les soins ou la scolarisation qu'ils recherchent, mais aussi les services administratifs, la coopérative, les commerçants dont ils ont besoin.

- enfin pour les villageois, il est plus facile de trouver en ville un parent ou un ami de la même chefferie qui pourra héberger un adolescent ou rendre visite à un malade : toutes les villes de l'Ouest ont une population originaire de toutes les chefferies, alors que le peuplement est au contraire très homogène à proximité des équipements situés dans les campagnes. Ce simple fait cependant introduit déjà une disparité entre le citadin qui a les services à proximité, et le campagnard qui doit, lui, se déplacer. Cela se traduit-il par une différence dans l'utilisation de ces équipements ?

II. L'utilisation des équipements.

Deux cartes ont été réalisées pour montrer le degré d'utilisation des hôpitaux et des lycées et collèges. Dans le premier cas, on a calculé un indice d'hospitalisation en rapportant à 1 000 habitants le nombre de patients domiciliés dans chaque circonscription. Dans le second, on a calculé un indice semblable mais sur 10 000 habitants pour éviter les décimales. Signalons que ces indices n'ont qu'une valeur relative : outre les omissions ou erreurs qu'ils peuvent recouvrir, ils ne prennent en compte que les établissements situés dans la région. Ils sont donc inférieurs à la fréquentation réelle puisque des personnes domiciliées dans l'Ouest sont hospitalisées ou scolarisées dans d'autres villes du Cameroun. Le raisonnement repose sur l'hypothèse que ce dernier phénomène touche de manière identique les villes et les campagnes, ainsi que les différentes parties de la région. Seule une étude portant sur tous les établissements de la République Fédérale donnerait une réponse sûre. Dans la mesure cependant où l'on a tenu compte dans le relevé non pas du lieu de naissance, mais du domicile, il nous semble que le raisonnement ne doit pas en être faussé.

1. L'indice d'hospitalisation.

Un calcul des indices d'hospitalisation par département fait ressortir des différences assez faibles entre eux : on compte 58 hospitalisés pour 1 000 habitants dans le Haut-Nkam, 51 dans le Ndé, 48 dans la Mifi, 40 dans le Bamoun, 39 dans la Ménoua, 36 dans Les Bambouto et 35 dans le nord du Mungo. L'éventail est beaucoup plus ouvert si on considère les 138 unités de base. Les indices ont été reportés sur la carte n° 3, en les groupant en cinq classes d'effectifs égaux (27 ou 28 unités par classe).

Dans la première classe, correspondant à la "consommation hospitalière" la plus forte, on trouve la plupart des villes (sauf Bafoussam et Nkongsamba qui sont dans la seconde), et des chefferies proches d'un hôpital et reliées à la ville par une route à grande circulation. Plusieurs chefferies du Haut-Nkam ne répondent pas à ces critères, mais il s'agit souvent de circonscriptions peu peuplées dont les indices peuvent varier d'une année à l'autre.

La deuxième classe regroupe, outre Bafoussam et Nkongsamba, des unités, qui, pour la plupart avoisinent celles de la catégorie précédente. On y trouve notamment des chefferies proches de Dschang et de Foumban, et à peu près toutes celles du triangle Bafoussam-Bafang-Bangangté qui ne figurent pas déjà dans la première catégorie ; cette dernière zone est très densément peuplée et bien desservie par un bon réseau de routes et de pistes qu'emprunte un trafic intense.

Les classes IV et V, à l'opposé, correspondent nettement aux parties périphériques de chaque département, et les chefferies qui y figurent sont pour la plupart mal reliées aux hôpitaux (moins par manque de routes praticables que par la rareté des liaisons). Dans les départements Bamoun et Ménoua, par exemple, le contraste est net entre les zones proches de la préfecture et la périphérie.

Quelle explication peut-on donner à cette répartition ?

La première remarque est que toutes les préfectures se trouvent dans les deux classes de forte consommation hospitalière. Par contre les sous-préfectures et chefs-lieux de districts ne paraissent pas être mieux loties, Foubot mise à part, que les zones rurales. Parmi celles-ci, on retrouve la totalité des indices. Plusieurs corrélations ont été recherchées : la densité de population ne fournit aucun élément d'explication générale (cependant les circonscriptions ayant moins de 25 habitants par kilomètre carré ont à peu près toutes des indices inférieurs à 23) ; il en est de même de la culture du café arabica, produit riche et principale ressource des paysans habitant les plateaux de l'Ouest. La seule corrélation possible nous paraît ressortir de l'examen de la carte, où l'on constate une opposition entre zones proches des hôpitaux et zones périphériques. Le tableau ci-dessous reproduit ces données.

! classes !	(1)	(2)	(3)	Totaux
! I !	15	2	11	28
! II !	16	4	8	28
! III !	10	3	14	27
!! IV !	2	8	18	28
! V !	1	4	22	27
! Totaux !	44	21	73	138

!-----!

!(1). Circonscriptions possédant un hôpital ou limitro-
phes de ces dernières.

!(2). Circonscriptions non limitrophes mais situées sur!
un grand axe de communication.

!(3). Circonscriptions situées à l'écart des principales
voies de communication.

!-----!

Ainsi, parmi les unités proches d'un hôpital, 71 % ont une forte fréquentation hospitalière (classe I et II) et 7 % une fréquentation faible (classes IV et V). A l'inverse, parmi les zones situées à l'écart des hôpitaux et des principales voies de communications, 26 % ont une fréquentation forte, et 55 % une fréquentation faible. Aucune corrélation nette, par contre, n'apparaît entre indice d'hospitalisation et présence d'une route (colonne 2) : la facilité de transport ne joue un rôle positif que jointe à la proximité.

En conclusion, il semble donc que la fréquentation hospitalière augmente en fonction de la proximité d'un hôpital. De fait, si l'on trace sur la carte un cercle de 15 km de rayon, on atteint à peu près toutes les circonscriptions ayant un taux élevé d'hospitalisation.

2. L'indice de scolarisation.

La carte n° 4 montre la répartition des taux de scolarisation secondaire, divisés, comme pour la carte précédente, en quintiles d'effectifs équivalents.

Les indices les plus élevés correspondent aux villes, Foumban exceptée, et à des groupements proches : un arc de cercle sur les flancs des Mts Bambouto, allant de Mbouda à Dschang, la plupart des chefferies situées sur les routes Bafoussam-Banganté et Banganté-Bafang. Si l'on ajoute la deuxième classe, on retrouve pour l'essentiel

le triangle Bafoussam-Bangangté-Bafang. Figurent aussi dans cette classe les villes de **Foumban** et de Foumbot, et la plus grande partie de l'arrondissement de Mélong.

Les indices de faible scolarisation (classes IV et V) recouvrent la quasi-totalité du département Bamoun, le nord du Nkam et quelques zones périphériques des départements bamiléké: nord-est des Bamouto (arrondissement de Galim), sud-ouest et sud de la **Ménoua**, plusieurs groupements du Haut-Nkam et du nord du Mungo. Ce sont là des zones éloignées des équipements et généralement mal desservies par les routes. Il convient cependant de mettre à part le cas du Bamoun : la scolarisation y est en effet nettement plus faible qu'ailleurs, aussi bien pour le primaire que pour le secondaire. Etudiant "les problèmes géographiques de l'enseignement au Cameroun" (1), Y. MARGUERAT cite les taux suivants de scolarisation pour 1 000 habitants (pour l'enseignement secondaire, les chiffres sont basés sur le lieu de naissance et non sur le ~~domicile~~ des parents) :

Ndé	34 ‰ pour l'enseignement secondaire,	223 ‰ pour le primaire	
Haut-Nkam	33	"	255 "
Mifi	23	"	230 "
Ménoua	15	"	219 "
Bamouto	10	"	218 "
Nkam	21	"	193 "
Mungo	5	"	220 "
Bamoun	5	"	175 "

La faible scolarisation secondaire du Bamoun est liée certainement à un nombre d'écoles primaires plus bas qu'ailleurs. Le pays bamouni, en effet, est en majorité musulman. Assez paradoxalement, cela ne se traduit pas comme en bien d'autres endroits par une plus faible scolarisation féminine (le CEG de Foumban, par exemple, avait en 1967/68 111 filles pour 151 garçons, alors que le premier cycle du lycée de Bafoussam n'avait au même moment que 94 filles pour 465 garçons). Mais les missions sont beaucoup moins nombreuses que dans les autres départements, et, partant, les écoles qu'elles contrôlent : elles assurent 22 ‰ de la scolarisation primaire du Bamoun, contre 51 ‰ dans le Ndé ou 63 ‰ dans la Mifi.

Dans le tableau ci-dessus , les trois départements Ndé, Haut-Nkam et Mifi sont nettement en tête pour les taux de scolarisation, comme ils le sont sur les cartes que nous présentons. Les taux élevés du Nkam sont dus surtout à la partie méridionale du département, bien reliée à Douala, dont elle est toute proche. Il y a quelque divergence entre les taux du Mungo : bonne scolarisation primaire, faible scolarisation secondaire. N'est-elle pas due au fait que ce département est peuplé pour une part d'immigrés récents (Bamiléké en majorité), chez lesquels il est fréquent que les femmes aillent accoucher dans leur village d'origine ? Ceci expliquerait que les taux fondés sur les lieux de naissance soient plus faibles, pour ce département, que les indices fondés sur le domicile actuel des parents.

3. La corrélation entre scolarisation et hospitalisation.

La superposition des deux cartes d'utilisation des hôpitaux et des lycées et collèges fait apparaître d'assez grandes similitudes. Si l'on regroupe les circonscriptions figurant dans les classes I ou II des deux classements, on voit apparaître :

- toutes les villes.
- à peu près toutes les chefferies situées de part et d'autre du triangle routier Bafoussam-Bafang-Bangangté.
- des groupements voisins de Dschang, Bafang et Nkongsamba.
- quelques unités dispersées (chefferies de Babadjou, Fomopéa, Fotouni)

A l'opposé, les zones de faible utilisation des équipements sont :

- le département Bamoun, presque en entier
- le nord du Nkam.
- un certain nombre de chefferies situées à la périphérie des départements dont elles font partie (notamment dans la Ménoua et les Bambouto).

La corrélation entre les deux phénomènes a été calculée en tenant compte des rangs obtenus par chaque circonscription dans les deux classements. Le coefficient de corrélation s'établit à 0,605 pour 124 observations (1). On est donc bien en présence de deux faits qui varient dans le même sens.

(1) On n'a tenu compte que des circonscriptions ayant un indice supérieur à 0 dans chaque série. Le coefficient de corrélation utilisé est celui de SPEARMAN, qui s'écrit $p = 1 - \frac{6 \sum d^2}{N(N^2-1)}$ où d représente la différence entre les rangs qu'obtient chaque unité dans les deux séries, et N le nombre d'observations.

Quelles conclusions peut-on tirer au sujet de la comparaison entre citadins et ruraux ?

Incontestablement, les habitants des villes possédant les deux équipements considérés, c'est-à-dire les sept préfectures, sont favorisés et utilisent davantage les hôpitaux et collèges que les autres habitants. En zone rurale, il faut souligner le rôle incontestable des missions dans la diffusion de certains équipements de vie urbaine ; c'est le cas à Bafou, Bandjoun, Bangwa et Ndoungué. On note là aussi, bien que ce soit moins marqué que pour les préfectures, un effet cumulatif des équipements du secteur tertiaire, la mission elle-même étant considérée comme l'un d'eux. Pour le reste, la proximité des services, les facilités de liaison routière, la richesse relative d'une zone où l'argent circule beaucoup, expliquent la situation favorable d'un certain nombre de chefferies, mais sans que l'on puisse pour l'instant, à notre sens, en tirer d'autres lois d'une portée plus générale.

Une autre approche du même problème a été tentée par une étude plus détaillée effectuée au lycée de Bafoussam.

III. Le lycée de Bafoussam.

Des questionnaires individuels ont été remplis par 771 élèves (sur 800) du lycée de Bafoussam. Les résultats partiels que nous avons extraits de cette enquête apportent nuances et précisions au schéma donné ci-dessus.

L'origine géographique des élèves est plus diversifiée si l'on retient simplement le second cycle et non, comme cela a été fait plus haut, l'ensemble des établissements de la ville. En effet, 33 % seulement sont domiciliés dans la Mifi. Le département suivant est le Mungo, qui fournit 11 % du recrutement, malgré l'existence à Nkongsamba d'un important lycée, bien antérieur à celui de Bafoussam. Ceci souligne la grande mobilité de la population scolaire. Ces élèves du Mungo sont vraisemblablement des enfants de migrants : le commerçant ou le planteur bamiléké installé dans ce département préfère souvent envoyer ses enfants à l'école (ou se faire hospitaliser) près de son village d'origine plutôt qu'à Nkongsamba s'il n'y habite pas.

Le recrutement des filles par contre est beaucoup plus concentré. Sur l'ensemble du lycée, 57 % viennent de la Mifi, l'arrondissement de Bafoussam fournissant à lui seul 44 % de l'effectif total

Concentration également au profit des villes d'où viennent 74 % des lycéennes (contre 42 % pour les garçons). Cette scolarisation plus faible des filles d'origine campagnarde est due pour une part au problème du logement à Bafoussam en l'absence d'internat, les parents hésitent à envoyer une fille seule à la ville s'ils n'y ont pas déjà un membre de leur famille (74 % des filles logent chez un parent contre 32 % seulement des garçons).

L'examen de la profession des pères des élèves révèle aussi des différences marquées entre filles et garçons.

! Profession du père !	garçons	!	filles	!
! Cultivateur	63,5 %	!	36,8 %	!
! Commerçant, artisan	12 %	!	21 %	!
! Fonctionnaire	10,6 %	!	27,2 %	!
! Salarié	6,5 %	!	11,4 %	!
! pas de réponse	7,2 %	!	3,5 %	!

L'enquête démographique par sondage de 1964 avait estimé que les cultivateurs représentaient 76 % de la population active masculine dans les départements bamiléké. Les chiffres du tableau ci-dessus montrent donc une scolarisation faible des filles de cultivateurs, mais beaucoup moins des garçons. Pour ces derniers le "déficit" de scolarisation ne serait que de 12,5 % ce qui est relativement peu. Peut-être cela s'explique-t-il en partie par le fait qu'un nombre non négligeable de cultivateurs résident à Bafoussam, où ils représentent le quart de la population active masculine.

Par contre les fonctionnaires représentent incontestablement une catégorie sociale privilégiée, puisque représentant 5,3 % de la population active masculine, ils fournissent près de 11 % des élèves garçons et plus de 27 % des filles.

L'Ouest du Cameroun constitue sans doute un cas un peu particulier au regard de l'urbanisation. Celle-ci est récente et ne date guère que d'une dizaine d'années. Mais elle a pris appui sur un peuplement très dense, un réseau routier relativement développé, très bien relié à Douala, et une économie déjà largement monétarisée ; bien avant cette urbanisation, un maillage dense de marchés importants et une immigration importante avaient habitué les gens à une circulation intense des hommes et des biens. Il n'est donc pas étonnant que cet essor urbain ait été très rapide, favorisé en outre par la multiplication des postes administratifs et la création de nombreuses routes et pistes ; l'une et l'autre étant liées d'ailleurs aux opérations de maintien de l'ordre des années 1958/1962. Sous-préfectures et districts ne sont encore que de petits centres pour la plupart, auxquels fait défaut un équipement spécifiquement urbain. Mais les préfectures s'affirment sans conteste comme de véritables villes. D'autre part, la faible distance qui les sépare fait que le rayonnement urbain s'étend sans discontinuité dans certains cas (par exemple de Bafoussam à Bangangté et à Bafang, et entre ces dernières) sur toute la campagne. On est tenté d'en conclure à un développement urbain relativement harmonieux, où les services des villes sont largement utilisés par les habitants des campagnes. Les exemples analysés ci-dessus ne portent cependant que sur deux types d'équipements, il serait intéressant de compléter cette étude des conséquences de l'urbanisation par l'examen d'autres critères comme la circulation des biens et de la monnaie.

Jacques CHAMPAUD

ASPECTS DES RELATIONS VILLES CAMPAGNES
DANS LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SANAGA

Le département de la Haute-Sanaga est situé sur les marges septentrionales de la forêt camerounaise, dans une zone de transition où forêts et savanes se combinent en une large mosaïque (voir carte 1).

Sur 12 000 km², 45 000 habitants se dispersent en 190 villages qui s'émiettent eux-mêmes en près de 800 hameaux, se scindant à leur tour en une poussière de fractions plus petites.

Parmi ces villages, trois seulement ont pris quelque importance, Nanga-Eboko, la préfecture, Minta et Mbandjok, les deux sous-préfectures.

Importance relative cependant, Mbandjok deviendra peut-être un centre important mais ce n'est encore qu'un village dans lequel vient de naître un complexe agro-industriel, la Société Sucrière du Cameroun (SOSUCAM). L'installation d'une sous-préfecture s'est effectuée simultanément et un embryon de centre se forme. Minta a des fonctions administratives depuis plus de 10 ans mais végète autour d'un noyau formé des quelques bâtiments de l'administration, de plusieurs boutiques et d'une mission.

Nanga-Eboko fait davantage figure de centre important. Si l'on hésite à parler de ville à son égard, du moins a-t-elle des fonctions de petite ville.

A l'origine de Nanga-Eboko se trouve un gros village, Nguinda, où réside un chef traditionnel, éminent guerrier dominant la région. L'administration allemande puis française, utilisent ce pouvoir et font de ses successeurs les auxiliaires de leur commandement.

Un poste administratif est créé par les Français en 1921. Un noyau commercial apparaît, ainsi que des missions, un hôpital, des écoles. Deux villages proches Medongo et Nkotnam s'accroissent et avec Nguinda, village originel, viennent s'agglutiner au centre. L'ensemble forme aujourd'hui une agglomération de près de 10 000 habitants. Quel rôle joue ce petit centre dans la campagne qu'il commande ?

Entre Nanga-Eboko et le reste du département, des relations se sont nouées. Tissu bien fragile cependant ; la trame en est lâche. Mais nous sommes là au niveau inférieur d'une hiérarchie des relations, au niveau où un petit centre est au contact direct des villages. Si son influence s'étend à l'ensemble du département dans certains domaines, dans d'autres elle est beaucoup plus restreinte ; parfois même le centre est évité, au profit d'autres villes.

Trois volets importants nous paraissent dominer la vie de relations entre la ville et la campagne. Ils concernent les mouvements de population, les échanges commerciaux et les liens issus des fonctions sociales du centre.

LA VILLE ET LES MOUVEMENTS DE POPULATION.

L'évolution générale de la population du département montre une nette décroissance.

Un premier dénombrement, en 1923, permet d'estimer à environ 55 000 les habitants du cadre départemental actuel. En 1932, l'on en compte environ 50 000, puis 44 000 en 1949. Jusqu'en 1963, la population oscille entre 40 et 43 000, pour remonter sensiblement en 1967 à 45 000.

Cette évolution présente deux aspects suivant que l'on s'attache à la population rurale ou à celle des centres.

L'augmentation de la taille des centres :

La population de Nanga-Eboko n'a cessé de croître depuis la création du poste administratif. L'augmentation du noyau urbain s'est faite parallèlement à la croissance des villages de l'agglomération. En 1923, l'ensemble Nanga-Nguinda compte un peu plus de 1 900 personnes. En 1949, 1 758 habitants sont recensés dans le centre urbain et 2 111 dans les villages agglomérés autour du chef-lieu. En 1967, près de 5 500 personnes vivent au centre et 4 200 dans les trois villages périphériques.

L'accroissement est sensible également dans les deux sous-préfectures. En 1949, Akoum, centre commercial de Minta possède 300 habitants. Il en compte le double aujourd'hui et l'ensemble de l'agglomération de Minta dépasse 1 500 personnes. Mbandjok n'est en 1963 qu'un village de 230 habitants. Quatre ans plus tard, il en possède 800 à la suite d'un afflux d'ouvriers dans les plantations de canne à sucre et la raffinerie de la SOSUCAM.

Au total près de 7 000 personnes vivent en 1967 dans les trois noyaux urbains et la population formée par ces centres et les villages qui s'y accolent dépasse 12 000 habitants.

La chute de la population rurale :

A l'inverse, la population rurale, hors des agglomérations, n'a cessé de diminuer. De plus de 53 000 habitants en 1923, la population villageoise ne compte plus aujourd'hui que 33 000 personnes. La perte est voisine de 25 % au cours des vingt dernières années.

Ce dépeuplement rural affecte différemment les villages. Les plus atteints sont ceux de la grande route qui traverse le département : ils perdent plus du quart de leurs habitants entre 1947 et 1957 ; le mouvement paraît se ralentir au cours des dix années suivantes où l'on enregistre une chute de 3 % seulement. Les villages de l'intérieur perdent 21 % de leur population entre 1947 et 1957 et 12 % dans la décennie suivante. Ce ralentissement des dernières années semble signifier que la masse des migrants possibles est affaiblie. La population villageoise a considérablement vieilli et ceux qui restent n'ont plus guère de mobiles de départ.

Peu sensible dans les très petits villages de moins de 100 habitants, (mais qui sont "statistiquement" trop faibles pour un calcul de pourcentage, et qui sont peut-être aussi des villages anciens, déjà dépeuplés), le mouvement atteint surtout les villages de plus de 100 habitants. Seuls les gros villages, de plus de 600 personnes, ont pu lutter contre cet exode, mais ils sont peu nombreux.

Un lien existe-t-il entre le dépeuplement des campagnes et la croissance des trois petits centres du département ?

L'importance de l'exode rural dépasse largement l'augmentation de la population de ces trois noyaux urbains et de leurs agglomérations.

Le sens des mouvements de population

Les recensements de population actuels ne permettent guère de saisir avec exactitude les déplacements. Le lieu de naissance n'est plus mentionné sur les fiches individuelles où l'on ne retient que l'arrondissement d'origine. Les mouvements de faible amplitude, à l'intérieur d'un arrondissement ne peuvent être détectés sans enquêtes spéciales.

Il existe cependant un document ancien, dû à l'administrateur Delarozière qui effectua une comparaison entre deux recensements séparés d'un intervalle de 30 mois environ, vers 1950. (1). Cette enquête révèle l'existence d'un brassage interne au département. Entre les deux recensements, 2 800 personnes ont quitté leur canton ; 1 900 sont arrivées dans un autre canton du département. Le déficit de 900 personnes correspond, en dehors des gens qui n'ont pu être retrouvés, aux gains des deux centres existant à cette époque, Nanga-Eboko surtout qui en reçoit plus de 800.

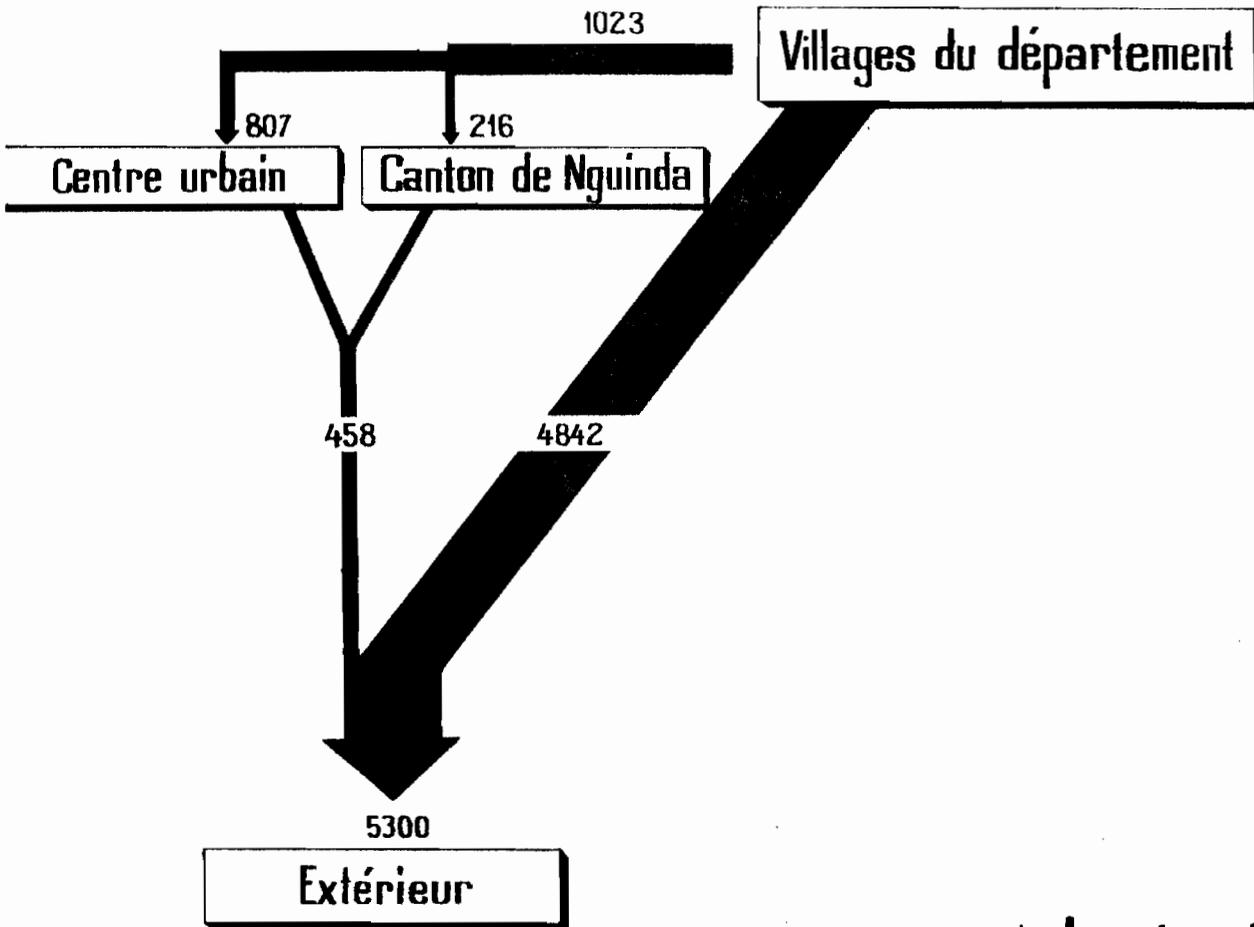
(1) R. DELAROZIERE.- Contribution à l'étude ethno-démographique de la subdivision de Nanga-Eboko. (Bulletin mensuel de la statistique outre-mer. Septembre 1953).

Plus importants sont les mouvements vers l'extérieur du département. 5 300 personnes ont quitté le pays et l'on n'enregistre que 1 132 arrivées, soit une perte de plus de 4 000 personnes. Nous avons représenté schématiquement l'importance de ces mouvements migratoires, entre les villages, le centre urbain de Nanga-Eboko et la région périphérique (canton de Nguinda) et les régions extérieures au département (Fig. 1 A et 1 b).

Ces schémas montrent que le rôle de Nanga-Eboko dans ses relations avec le dépeuplement rural est bien faible. Au départ comme à l'arrivée, il ne retient qu'une petite part des migrants, qui préfèrent aller directement vers d'autres villes. Le passage d'une grande route rend facile les déplacements à Yaoundé. Aujourd'hui la construction du chemin de fer transcamerounais met Yaoundé et Douala à meilleure portée encore. Yaoundé et Douala sont en effet les deux pôles principaux des mouvements migratoires. (cartes n° 1 et 2). C'est l'attrait bien connu des grandes villes avec lesquelles Nanga-Eboko ne peut rivaliser. Ces deux villes reçoivent chacune plus de 1 000 personnes entre 1949 et 1951, soit près de la moitié des départs vers l'extérieur. Mais l'on trouve aussi des habitants de la région de Nanga-Eboko un peu partout sur le territoire camerounais. Attrait des chantiers et des grandes plantations où l'embauche est importante, (plantations d'hévéa de la région d'Edéa, plantations de tabac de la Lékié, chantiers aurifères du Lom et Djerem, ...) De nombreux mouvements sont dus aussi aux liens familiaux avec les régions voisines, là où les frontières administratives ont séparé des gens proches (Nyong et Mfoumou, Lom et Djerem, Mbam, Haut-Nyong.) Ces déplacements sont anciens, et ils se perpétuent de nos jours ; c'est pourquoi l'enquête de M. Delarozière nous paraît avoir peu vieilli.

Ces mouvements datent de la période des recrutements forcés de main d'oeuvre dans les chantiers et les plantations. Le département de la Haute-Sanaga a fourni d'importants contingents. Le mouvement s'est continué de lui-même, par une sorte de tradition. Les mouvements inverses ne sont en fait que des mouvements de retour. C'est pourquoi les liens sont si étroits entre zones d'arrivée et zones de départ. Nous n'avons malheureusement pas d'enquête équivalente pour une période récente. Le dépouillement des fiches de recensements de la ville de Nanga-Eboko, en 1967, montre que l'origine des habitants a peu changé depuis 1950.

A) Émigration



B) Immigration

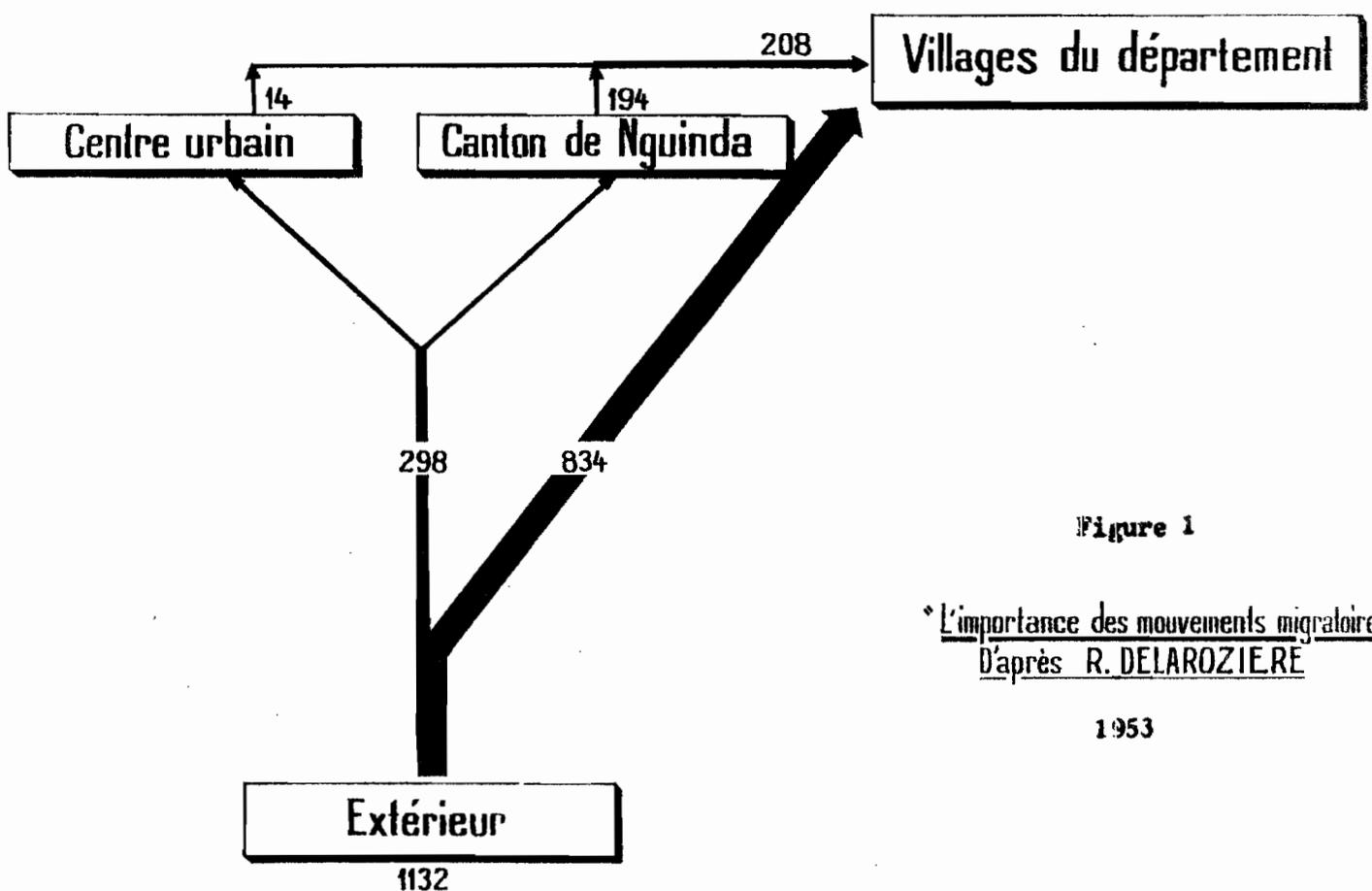


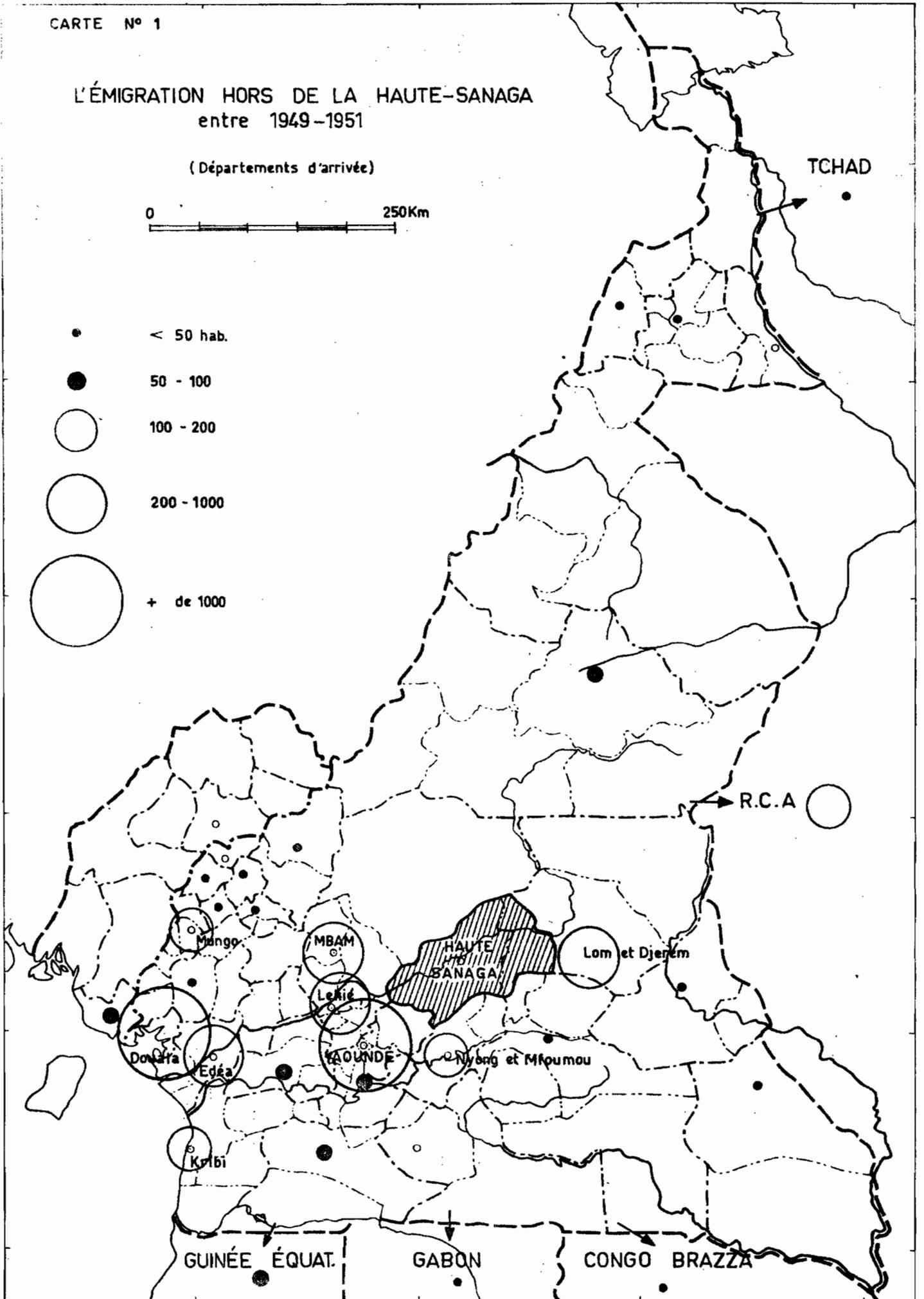
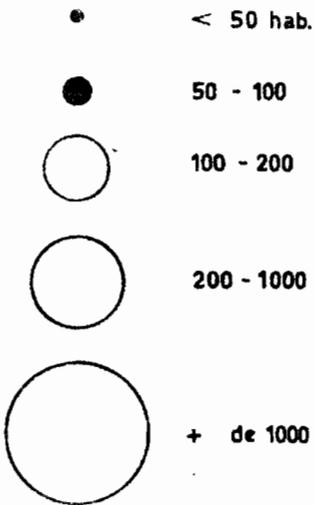
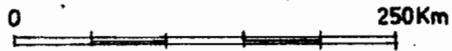
Figure 1

* L'importance des mouvements migratoires
D'après R. DELAROZIERE

1953

L'ÉMIGRATION HORS DE LA HAUTE-SANAGA entre 1949-1951

(Départements d'arrivée)

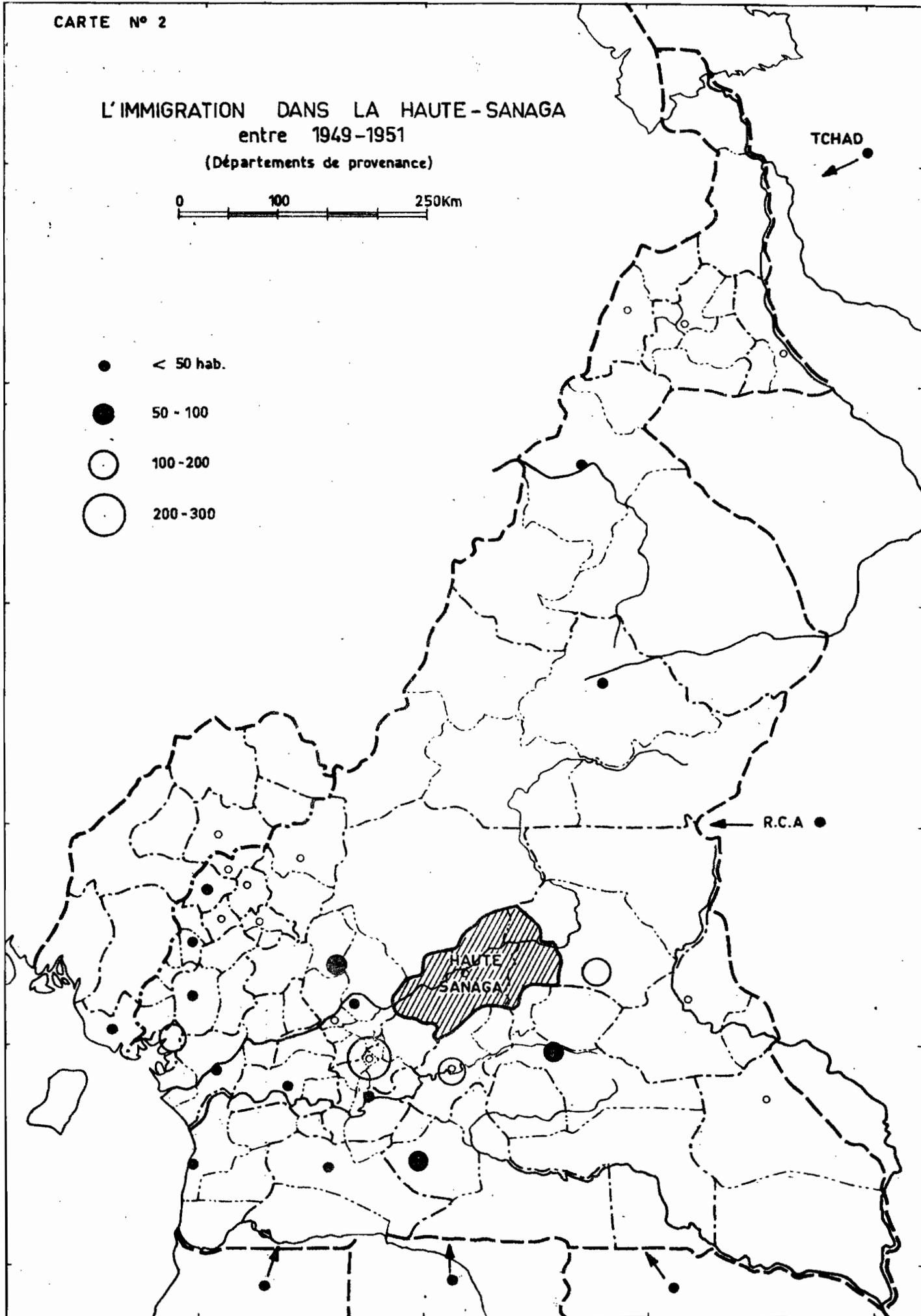


L'IMMIGRATION DANS LA HAUTE-SANAGA entre 1949-1951

(Départements de provenance)



- < 50 hab.
- 50 - 100
- 100 - 200
- 200 - 300



La part des gens nés sur place ou dans le département est sensiblement la même : un peu plus de 66 % en 1967 contre 65 % en 1950. La part des régions voisines du Centre Sud et de l'Est, à 2 % près est la même. L'écart est plus faible encore pour le Littoral, région de Douala. Les seules différences notables concernent le Nord et l'Ouest (pays Bamiléké). Elles sont dues à des motifs d'ordre commercial. Les boeufs venant du Nord en direction de Yaoundé passaient le bac de la Sanaga à Nanga-Eboko ; celui-ci ayant disparu au profit d'un bac plus important à l'Ouest, tout un groupe de commerçants fulbé, spécialistes du commerce du bétail, se sont déplacés. Par contre, le commerce des boutiques s'est multiplié et a entraîné la venue de commerçants Bamiléké : 7 % en 1967 contre 0,2 % en 1950 où Français, Libanais et Grecs étaient les plus nombreux. Les mouvements de départs ne peuvent être saisis avec le recensement de 1967, il faudrait pour cela rechercher dans tous les recensements d'arrondissements les originaires de Nanga-Eboko.

A la faveur des travaux d'André Franqueville sur l'immigration à Yaoundé, nous savons qu'en 1967, près de 2 000 personnes vivant dans cette ville sont nées dans l'arrondissement de Nanga-Eboko. Les plantations de tabac de Batschenga, dans la Lékié, font encore travailler 200 originaires de l'arrondissement de Nanga-Eboko. Dans une étude monographique réalisée par nous en 1964 dans un village proche de Nanga-Eboko (1), sur les 80 descendants masculins d'un lignage, 46 seulement sont présents au village ; les 34 émigrés résidant à Nanga-Eboko, Yaoundé et Douala.

Le rôle attractif de Nanga-Eboko sur la population du département s'exerce surtout dans les limites de son arrondissement. Sur les 66 % de population originaire du département en 1967, moins de 8 % viennent des deux autres arrondissements de Minta et Mbandjok. Mais les sollicitations extérieures, notamment l'influence de Yaoundé et Douala sont plus fortes que l'attrait de la petite ville, et s'exercent directement sur les villages.

Nanga-Eboko aura-t-elle un meilleur rôle à jouer dans d'autres domaines ?

(1) Zengoaga, étude d'un village Camerounais et de son terroir dans la zone de contact forêt - savane. Mouton - 1969.

LA VILLE ET LES RELATIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES -

LES GRANDS SECTEURS D'ACTIVITE -

L'utilisation des fiches de recensement nous permet de définir les grands types d'activité de la population âgée de plus de 15 ans. Voici schématisée dans un tableau, la structure professionnelle du centre urbain proprement dit (Nanga ville), comparée à celle de la population péri-urbaine (Nanga villages) et à celle de la population rurale de l'arrondissement.

- REPARTITION PROFESSIONNELLE DE 100 ACTIFS DE CHAQUE SEXE -

	Nanga ville	Nanga villages	Zone rurale
SECTEUR PRIMAIRE	27	40	47
SECTEUR SECONDAIRE :			
artisanat	11	1	10,5
SECTEUR TERTIAIRE			
- commerce/transport	16,5	1,7	6
- fonctionnaires et employés des services publics	8	0,2	7,5
- domestiques et salariés divers	13	-	11
- divers	1,5	0,1	2
"ménagères" (1)	77	43	84
	-	40	-

Ce tableau laisse soupçonner les grands types de relations d'ordre économique et social pouvant exister entre la petite ville et son arrière pays.

L'importance des ruraux -

En zone rurale la quasi totalité de la population active se consacre à l'agriculture. 2 % seulement des hommes y échappent ; quelques forgerons survivant à un passé artisanal en voie de disparition, quelques petits commerçants tenant boutique dans les plus gros villages, quelques

(1) Nous ajoutons à titre indicatif, cette catégorie de femmes, qui, bien que sans profession déterminée, ne peuvent pas être considérées comme "sans travail".

moniteurs d'enseignement, infirmiers, ou agents des postes agricoles. Tous les autres travaillent la terre. L'homme est producteur de cacao, de café, de riz, de bananes plantains ; d'une manière générale il ne s'intéresse qu'à la culture sous forêt. La femme cultive sur les savanes ce dont la famille a besoin pour se nourrir ; l'existence d'un surplus permet d'alimenter un petit commerce parfois important, d'arachides de sésame, de maïs, de tubercules...

Au sein de l'agglomération, le paysan tient encore une place importante. Dans les trois villages péri-urbains, les cultivateurs forment près de la moitié de la population active. Dans le centre urbain proprement dit 27 % des hommes et 40 % des femmes se consacrent à la terre.

C'est à la ville ou par l'intermédiaire de la ville que le cultivateur peut écouler sa production.

Les fonctions propres à la ville -

L'artisanat - Quasi inexistant dans les villages, l'artisanat s'est développé à la ville et dans les villages périphériques, où il occupe respectivement 11 et 10,5 % de la population active masculine. Il intéresse très peu les femmes, hormis quelques couturières.

L'artisanat traditionnel a pratiquement disparu. Il ne subsiste que deux ou trois forgerons et autant de potiers. Nanga-Eboko est surtout le siège d'un artisanat moderne s'attachant principalement aux métiers du bâtiment (maçons, menuisiers, charpentiers). Puis viennent les petits réparateurs (bicyclettes, montres, voitures) et quelques tailleurs, cordonniers, coiffeurs.

Le rayonnement de cet artisanat ^{ne} dépasse guère le cadre de la ville. Dans le domaine des relations avec la campagne, ces artisans agissent plus en tant que consommateurs ; ils forment une masse de clients pour les vendeurs de vivres du marché urbain.

Le secteur tertiaire - Ce secteur domine l'activité de la ville. Il intéresse 36 % de la population masculine du centre, et plus de 26 % de celle des villages riverains. Comme l'artisanat, il attire peu les femmes.

La manifestation la plus importante de ce secteur est le commerce auquel est lié en grande partie le transport.

Le commerce vivrier est à l'origine d'une gamme variée de vendeuses et revendeuses sur le marché quotidien de Nanga-Eboko. Mais la ville est

surtout le siège d'un plus grand commerce. Les acheteurs de produits d'exportation y résident et leur fonction ne s'exerce pas à sens unique. Ces commerçants sont aussi des importateurs de marchandises et produits manufacturés qu'ils mettent en vente dans leurs boutiques de la ville et sur les marchés ruraux. Cette double activité commerciale constitue le fait essentiel de l'économie régionale, celui qui domine la vie de relation entre la petite ville et son environnement. Après le commerce, par ordre d'importance, vient le groupe des domestiques (boys, gardiens, jardiniers) et des salariés divers, surtout des manoeuvres. Avec la catégorie des "divers" (Anciens combattants, marabouts, chefs de quartiers, catéchistes...) ils constituent plus de 14 % de la population active de la ville et 13 % de celle des villages de l'agglomération. Ils forment, comme les artisans, une masse de consommateurs favorisant les relations commerciales notamment dans l'approvisionnement de la ville en produits vivriers. Viennent enfin les employés de l'administration et des services publics, avec 8 % et 7,5 % de la population active masculine respective de la ville et des villages voisins. Siège des organes de commandement, la ville attire la population rurale du département. Un certain nombre d'affaires viennent se régler auprès des services compétents de la sous-préfecture, ou de la préfecture. A la ville se trouve aussi l'hôpital, des dispensaires importants officiel ou privé, des écoles, deux collèges, un centre d'apprentissage. Ajoutons aussi les missions. Après l'activité commerciale, ces relations d'ordre social constituent le second volet important du rôle de la ville.

LES COMMERCANTS DE LA VILLE

L'activité commerciale du département se manifeste au sein de 70 établissements surtout concentrés au chef lieu. Nanga-Eboko en possède plus de cinquante, les autres se répartissent entre Minta et Mbandjok. Ce sont des boutiques de taille très inégales allant du magasin construit en dur au centre de la ville, à la petite échoppe du quartier. Mais l'essentiel du commerce est aux mains d'une poignée de gros commerçants à activités multiples. Au nombre d'une dizaine, ceux-ci cumulent la vente au détail des marchandises importées et l'achat des produits agricoles d'exportation. Leur éventail de ventes est très large ; leur réseau s'insinue jusqu'au coeur des villages à la faveur des marchés mensuels ; de sorte que le villageois ne peut guère leur échapper.

Les boutiques de la ville exposent une grande variété de marchandises : tissus, vêtements, alimentation, articles de bazar, quincaillerie, bicyclettes outils et ustensiles divers... Souvent un débit de boisson vient compléter l'éventail des ventes. Les trois quart des commerces de Nanga-Eboko sont de ce type. Le quart restant se partage entre les bouchers, siégeant au marché, un boulanger, quelques gargotiers et tenants de bar.

A côté de ces commerçants les plus importants, l'on rencontre une foule de petits vendeurs ou revendeurs, détaillant à l'extrême ; on les trouve sur le pourtout de la place du marché, derrière un éventaire de fortune fait d'un assemblage de planches ou de caisses grillagées, dans les divers quartiers de la ville, dans les rues-mêmes, installés sur un pas de porte ou déambulant, les bras chargés de pagnes, ou portant leurs marchandises sur la tête dans une simple cuvette. Cerner l'importance de tous ces types de négoce ne parait pas simple. La diffusion extrême, allant jusqu'au micro-détail dont l'image la plus courante est la vente de deux ou trois cigarettes ou de quelques morceaux de sucre, met, peut-on-dire, le commerce à la portée de toutes les bourses. Cependant ce caractère diffus est quelque peu trompeur ; toute la gamme des petits vendeurs s'approvisionne auprès des boutiques car ils n'ont guère les moyens de se rendre à Yaoundé pour effectuer leurs achats souvent limités.

Les commerçants des boutiques eux-mêmes se regroupent en un nombre réduit de plus gros commerçants qui, pour mieux saisir le client ont divisé leur négoce en plusieurs boutiques réparties entre divers membres de la famille ou confiées à des gérants. De sorte qu'au sommet de la pyramide des vendeurs règne une dizaine de commerçants, Libanais, Grecs et Bamiléké. Possesseurs de camions, ce sont eux qui importent, depuis les magasins de gros de Yaoundé, l'essentiel des marchandises vendues dans le département. Le chemin de fer récemment ouvert, n'est pas utilisé pour cela, non qu'il ne soit pas rentable, mais parce qu'il rend obligatoire la tenue de statistiques... Or les commerçants locaux préfèrent ne pas laisser de traces...

Quel peut-être le volume de leurs ventes ?

Ce genre d'enquête se heurte bien sûr à des réticences. Après de nombreuses difficultés, nous avons pu établir pour chacun des commerçants de Nanga-Eboko et de Minta, un catalogue des principaux articles vendus/ regroupés en grandes catégories, et estimer avec eux les quantités écoulées au cours de l'année 1967.

LE COMMERCE DES PRODUITS D'IMPORTATION DANS LE DEPARTEMENT

Notre estimation, établie en totalisant les déclarations de chaque commerçant dépasse en valeur, 225 000 000 de francs CFA (1), et se répartit ainsi :

- Alimentation	
- boissons	25 %
- viande fraîche	7
- épicerie	6
- poisson séché	2,5
- tissus, vêtements, chaussures	24,5
- articles ménagers bazar	6,5
- construction (bois, tôles, ciment)	4
- bicyclettes, vélomoteurs, et accessoires	2,3
- photo, radio et accessoires	1,4
- santé	2,3
- carburants, huiles	8

A ces marchandises venant essentiellement de Yaoundé, ajoutons deux produits alimentaires dont l'origine est plus proche (régions limitrophes, riveraines de la Sanaga)

- gibier	} frais ou séché	5
- poisson		5,5
		<hr/>
		100 %

La valeur de ces chiffres peut être mise en doute ; disons que nous avons simplement un ordre de grandeur - Un exemple plus précis, nous a été donné par le seul commerçant qui accepta de nous fournir sa comptabilité intégrale.

ANALYSE DES VENTES D'UN COMMERCE IMPORTANT
(pour 1 000 francs de ventes annuelles, en 1967)

- Boissons :	405
- Alimentation	151
- Articles ménagers, entretien :	170

(1) Au commerce des boutiques, nous avons ajouté les importations de viandes, venant de l'Adamaoua, l'essence, et les produits pharmaceutiques. Sauf pour la viande ces données ne concernent pas la sous-préfecture de Mbandjok où les importations dues à la SOSUCAM faussent le problème, tout comme celles dues à la construction du chemin de fer.

- Vélos, vélomoteurs, accessoires :	97
- Construction (bois, tôles, ciment) :	65
- Radio (postes, piles et accessoires) :	37
- Cigarettes :	37
- Articles de bazar, divers :	26
- Outillage	12

1 000 francs CFA

La clientèle des boutiques est surtout constituée par les habitants de l'agglomération et des villages proches. Les ruraux les fréquentent lors de leurs déplacements à la ville, mais leurs moyens sont plus limités que ceux des fonctionnaires. La méthode consistant à hypothéquer une partie de sa récolte existe, mais le commerçant, pour vendre au villageois, préfère attendre le jour du marché.

LES MARCHES RURAUX

Les commerçants de la ville sont les animateurs des marchés ruraux. Il existe 26 marchés dans le département et chacun d'eux se tient à endroit fixe une fois par mois. En comptant les marchés urbains où l'on peut vendre ses produits chaque jour, cela fait un point de vente pour 7 villages environ. Aucun d'eux ne se trouve éloigné d'un marché, exception faite de ceux du nord de la Sanga pour lesquels le fleuve est un obstacle à la venue des commerçants.

L'importance des marchés est variable, il est de gros marchés où l'on vient de 20 à 30 km à la ronde ; d'autres n'attirent que les villages voisins. Cela tient surtout à l'intensité du peuplement, à laquelle correspond une intensité de la production. Les plus gros marchés se situent en pays Bamvélé, au Nord-Est du département, où la densité de population est supérieure à 12 habitants au km², alors qu'elle n'est ailleurs que de 3 à 4. L'importance du marché varie avec l'état des pistes. Si l'accès est facile, s'il n'a pas trop plu, commerçants et vendeurs viennent plus nombreux. D'une manière générale, l'animation est la plus grande durant la campagne cacaoyère, d'Octobre à Mars.

Tous les marchés de la région présentent les mêmes caractères. L'on retrouve partout les trois éléments principaux : acheteurs de produits d'exportation, marchands ambulants vendeurs de produits importés, et paysannes vendeuses de vivres.

Prenons l'exemple du marché de Berkong, sur la grande route, à 30 km à l'Est de Nanga-Eboko, et se tenant le 17 de chaque mois.

Le centre de la place du marché est occupé par les "acheteurs de produits". Ils installent leurs énormes balances "romaines" sur une potence de bois. Ces stands de pesée sont au nombre d'une quinzaine durant la grande saison. Mais en réalité la plupart des acheteurs ne sont que des démarcheurs agissant pour le compte de 3 commerçants de Nanga-Eboko et 1 de Minta. Ils achètent surtout du cacao. Les paysans venus des environs, portent leur charge sur la tête, car la plupart viennent à pied. Seuls ceux de la grande route peuvent profiter d'une "occasion". Ces vendeurs déposent leur charge à l'entrée du marché où un vérificateur apprécie la qualité. Puis à l'heure d'ouverture, l'on se presse autour des balances. En deux heures tout est vendu. Les tonnages sont variables. En pleine saison, de 4 à 8 tonnes de cacao sont livrées au commerce ; le café dépasse rarement 100 à 200 kg ; comme le sésame et le palmiste, tandis que l'arachide peut atteindre près de 2 tonnes.

Après la vente l'on s'affaire autour des marchands ambulants. Ceux-ci sont installés sur le pourtour du marché dans des abris sommaires construits par les habitants du village où se tient le marché. Leur nombre varie suivant la saison ; en pleine campagne cacaoyère ils sont une quarantaine, mais rarement plus de 10 en morte saison. Leur éventaire contient tout ce que l'on peut trouver dans les boutiques de la ville. Ces vendeurs ^{agissent} pour le compte des gros commerçants de Nanga-Eboko ou de Minta, ou pour leur propre compte, mais dans ce cas ils s'approvisionnent le plus souvent chez ces gros commerçants, de sorte que l'on retrouve sur le marché la domination des commerçants de la ville. Après avoir acheté le cacao, ils écoulent leurs marchandises. Les vendeurs ambulants sont, pour 50 %, des Bamiléké.

Le troisième élément du marché est le coin des vivres. Dans un angle du marché, de 30 à 50 paysannes sont assises derrière quelques petits tas de produits vivriers : tubercules divers, maïs, arachides, huile de palme, et des aliments cuits tout prêts à la consommation. Mais elles vendent surtout du vin de maïs, le "dolo" ; il s'en écoule plus de 350 litres quand le marché est animé, tandis que les produits vivriers vendus ne dépassent pas 100 kg au total.

L'aire d'attraction du marché de Berkong s'allonge sur plus de 20 km de part et d'autre, le long de la grande route ; vers l'intérieur, elle ne dépasse pas 10 km au Nord et au Sud de la route. La facilité des communications accroît la zone de drainage. Cette aire recoupe les petites zones d'influences des marchés voisins. Un même

village peut ainsi écouler ses récoltes dans deux ou trois marchés parfois. Le marché est bien sûr une manifestation attractive, mais il y a une raison économique à cela ; les conditions de stockage des produits sont médiocres chez ces paysans du Sud et les récoltes peuvent s'échelonner dans le temps ; l'on vend ainsi par petites quantités sans être obligé de stocker ses produits. Pas plus que la récolte l'on ne sait d'ailleurs garder l'argent et il est commode d'avoir plusieurs marchés à proximité.

Les commerçants de Nanga-Eboko se rencontrent sur tous les marchés du département. En période creuse, quand les achats deviennent insuffisants pour rentabiliser les déplacements, ils abandonnent à un commerçant de Minta les marchés de l'Est du département. La zone de drainage revenant à Minta ne déborde guère les limites de son arrondissement. Elle franchit parfois vers l'Est les limites départementales pour atteindre deux marchés du Lom et Djerem en saison cacaoyère. Inversement, sur les limites Est et Sud du Département l'on remarque l'intrusion de commerçants de départements voisins ou la fuite sur des marchés extérieurs de cacao et de café ; mais de part et d'autre de ces frontières départementales vivent des gens étroitement apparentés et aux déplacements coutumiers s'ajoute l'éloignement de Nanga-Eboko ou de Minta accentué par le mauvais état des pistes. Les commerçants ne se déplacent pas volontiers sur ces marchés périphériques.

Les produits achetés sur les marchés ruraux sont acheminés à Nanga-Eboko ou à Minta et de là sont conduits à Yaoundé où résident les exportateurs. Le cacao notamment est livré à six maisons de gros, dont trois sont nettement plus importantes : l'Union Trading du Cameroun, la Compagnie Soudanaise et la Société Commerciale de l'Ouest Africain.

Les marchandises gagnent ensuite le port de Douala. En 1967, 1 600 tonnes de cacao et 200 tonnes de café ont été achetées sur les marchés de la Haute Sanaga. A ces produits riches viennent s'ajouter l'arachide (environ 300 tonnes) et des produits vivriers qu'ils revendent à Nanga-Eboko ou qu'ils écoulent dans "leurs" quartiers de Yaoundé (maïs et graines de "courges" notamment). L'un d'eux vendit à Yaoundé en 1967, 4 tonnes de maïs et une tonne de graines de courges. Depuis l'ouverture du chemin de fer quelques commerçants effectuent des envois de produits vivriers divers sur Yaoundé ou Douala. Six tonnes ont ainsi été expédiées en 1969.

Le paddy (500 tonnes) fait l'objet d'un circuit commercial différent. Il n'est pas vendu dans les marchés mensuels mais un commerçant de Nanga-Eboko effectue le ramassage dans les villages producteurs pour le compte de la rizerie de la ville (Société Africaine de Prévoyance), qui se charge, après usinage, d'écouler le riz à Nanga-Eboko et surtout Yaoundé.

La valeur des ventes des grands produits agricoles sur les marchés ruraux du département (cacao, café, arachide, sésame et riz) dépassait en 1967, 110 000 000 de francs CFA.

Le commerce des produits vivriers comme le maïs ou les graines de courges n'a pu être chiffré sur l'ensemble des marchés ; nous n'en avons donné que quelques exemples. Les ventes de vivres sont beaucoup plus importantes à la ville.

L'APPROVISIONNEMENT DE LA VILLE EN PRODUITS VIVRIERS

Dans le domaine de l'alimentation, les boutiques de la ville ne jouent qu'une rôle secondaire. Les produits alimentaires vendus par les commerçants sont des produits de luxe n'intéressant qu'une fraction de la population urbaine. Le commerce vivrier des marchés ruraux ne dépasse guère le cadre des villages limitrophes, hormis les achats des commerçants.

La ville a besoin de nourriture.

Elle produit elle même une partie de ses besoins. Dans le centre urbain de Nanga-Eboko 40 % des femmes actives sont cultivatrices, et près de la moitié des femmes adultes des trois villages de l'agglomération ont des champs. Mais leur production est insuffisante pour nourrir la population de Nanga-Eboko. Aussi le marché vivrier urbain, se tenant chaque jour voit-il venir des femmes de villages plus éloignés. Le long des deux routes principales, vers l'est et vers le nord, l'on vient de 15 à 20 km, surtout le Samedi où le marché est plus important. La route nord, suivant le tracé du chemin de fer, de création récente, a vu s'installer des villages entiers au cours des trois dernières années, et la population y vit essentiellement de la vente de vivres sur le marché de Nanga-Eboko.

Le volume des ventes atteint quotidiennement de 40 à 60 000 francs ; plus de la moitié pour les vivres locaux (tubercules, arachides, maïs, canne à sucre, bananes plantains, feuilles et fruits divers...) le reste revenant surtout au gibier et au poisson, le plus souvent séchés, et pour une faible part aux aliments déjà préparés pour la consommation.

Ce sont surtout les productrices elles-mêmes qui se chargent de la vente, mais il existe aussi un bon nombre de revendeuses qui achètent à l'entrée du marché pour revendre ensuite. Les prix sont beaucoup plus élevés que dans les villages. Un régime de plantain voit son prix doubler à l'entrée de la ville. La vente au détail, par très faibles quantités fait considérablement monter les prix au kg. L'arachide décortiquée vendue par petites boîtes ou par gobelets atteint l'équivalent de 80 francs le kg, quatre fois plus qu'elle n'est payée, en coques au marché de brousse. Le poisson séché est passé à 450 francs le kg, vendu par petits tas, alors qu'au bord de la Sanaga, à 15 km de la ville il ne vaut pas plus de 100 à 150 francs. Sauf pour les tubercules et les feuilles de manioc, les prix sont au moins le double de ceux qu'autorisent les mercuriales départementales.

Dans le village de Nguinda se tient chaque Dimanche un petit marché vivrier, mais son importance est plus limitée, à la fois dans l'espace (rayon de 5 à 6 km) et en volume (trois à cinq mille francs de vente seulement).

Les prix élevés liés à un approvisionnement insuffisant sont un problème difficile pour les habitants de la ville. Les plus fortunés, ou ceux qui ont un véhicule à leur disposition, mettent à profit leurs déplacements pour s'approvisionner en cours de route.

Les ventes de produits vivriers, ou de bois peuvent également s'effectuer le long des routes, surtout sur l'axe principal traversant le département (route de Yaoundé au Cameroun du Nord). Depuis longtemps les villageois ont compris l'intérêt que présente pour eux la circulation sur cet axe. Les cars, les camions circulant entre Yaoundé et les villes du Nord, forment une clientèle permanente pour les régimes de bananes et les produits des champs vivriers. Les fonctionnaires de Nanga-Eboko profitent aussi de ce commerce, pour s'approvisionner à meilleur compte qu'au marché urbain. Plusieurs sondages effectués sur cette route, nous permettent d'évaluer à 1 000 francs par kilomètre les marchandises vendues chaque semaine. Ce qui se traduit en moyenne par 7 à 8 000 francs de revenu annuel par famille vivant près de la route. Les principaux produits vendus sont le bois, de construction et de chauffage, les bananes, la canne à sucre, des tubercules et vivriers divers, du vin de palme et de maïs, et un peu de gibier. Les prix sont sensiblement constants au delà d'un rayon de 10 km des petites villes de Nanga-Eboko et de Minta, et l'on n'achète guère dans ce voisinage où les habitants préfèrent se rendre à la ville pour vendre leurs récoltes.

L'INFLUENCE SOCIALE DE LA VILLE

La présence de divers services, officiels ou privés, est créatrice de relations entre la petite ville et le territoire qu'elle administre. Le rôle de l'administration, de l'enseignement, des services de santé, est à l'origine de déplacements temporaires des populations villageoises.

L'Administration et les services techniques

Le nombre des fonctionnaires de l'administration n'a cessé de croître à Nanga-Eboko depuis une dizaine d'années. Avec la création de la préfecture en 1964, une hiérarchisation de la fonction administrative s'est dessinée, mais sans grande vigueur. La préfecture transmet les directives reçues de la capitale. Les sous-préfectures ont davantage un rôle organisateur à jouer, mais le relais avec les villages n'existe pas. Chefs de villages et chefs de cantons ne sont que les héritiers d'une coutume de plus en plus contestée ; ils n'ont guère d'autorité sur les villageois qui, pour la moindre affaire doivent aller directement à la sous-préfecture.

L'absence de relais se retrouve également avec les services techniques installés à la ville. La justice coutumière du village ne suffit souvent pas à régler les querelles qui sont portées devant le sous-préfet ou le tribunal départemental. Les échanges postaux, d'argent ou de courrier, rendent nécessaire un déplacement à la sous-préfecture. L'agriculture parmi ces services techniques, paraît la mieux structurée ; entre la circonscription agricole départementale et les villages existe un échelon intermédiaire, le poste agricole, qui assure la diffusion de plants, de matériel ou de produits phytosanitaires jusque dans les villages.

Les nombreux déplacements engendrés par la présence de l'administration et des services techniques à la ville marquent la vie régionale. L'on a le sentiment de dépendre d'un arrondissement puis d'un département et les limites administratives établissent de plus en plus une coupure nette dans l'influence spatiale de la petite ville. Il est d'autres services, officiels ou privés, mieux répartis sur l'ensemble du territoire mais dont les plus efficaces sont ceux de la ville.

l'enseignement :

Le taux de scolarisation global du département, selon les statistiques officielles de l'Education Nationale, est voisin de 65 % dans la Haute-Sanaga. Mais à Nanga-Eboko l'effectif scolarisé est supérieur à la population scolarisable des jeunes de 6 à 14 ans. Les écoles de la ville attirent les jeunes ruraux. L'agglomération fournit l'essentiel du nombre des élèves, mais 33 % viennent des villages de l'arrondissement ; 6 % seulement sont originaires des deux autres arrondissements de Minta et Mbandjok.

Quant à l'enseignement secondaire, il est peu significatif dans les relations régionales ; la plupart des élèves sont des enfants de fonctionnaires vivant à Nanga-Eboko mais originaires d'autres départements, au gré des affectations du père.

La santé :

A l'hôpital de Nanga-Eboko, comme dans les dispensaires, environ 90 % des consultants viennent du centre urbain ou des villages de l'agglomération ; 9 % viennent des autres villages de l'arrondissement et 1 % seulement des deux autres arrondissements.

Au total, l'influence sociale de Nanga-Eboko s'exerce davantage dans le cadre de son arrondissement, que dans celui du département, et la zone de relation la plus fréquente ne déborde guère l'agglomération elle-même.

X X X

Petite ville née de l'administration, animée par ses fonctions commerciales, Nanga-Eboko n'a pas sur la campagne environnante une influence telle qu'elle ait pu structurer une petite région. Un cadre territorial lui a été tracé par l'administration. Ce petit centre a attiré une part de la population du département mais le rôle attractif des centres d'embauche et des villes du Sud et de l'Ouest, Yaoundé et Douala notamment, est plus fort.

La fonction la plus vigoureuse est le commerce. Revêtant le double aspect de collecte des produits agricoles et de diffusion des marchandises importées, le commerce se divise et s'insinue dans les campagnes par les marchés ruraux. L'emprise commerciale de Nanga-Eboko s'étend à l'ensemble du département mais son intensité décroît

du centre urbain vers la périphérie. Au sein de l'agglomération les relations sont les plus fréquentes ; importantes encore dans les limites de l'arrondissement, elles sont affaiblies au-delà par l'influence de petits noeuds commerciaux constitués par les chefs-lieux des deux autres arrondissements, Minta surtout, plus que Mbandjok de création encore trop récente.

L'arrondissement paraît être en effet le niveau important des relations commerciales. Bien que les forces commerçantes de Nanga-Eboko soient supérieures, il n'y a pas de hiérarchisation du réseau commercial entre les centres. Chaque arrondissement évolue de façon autonome ; l'importation et l'exportation s'effectuent directement entre le chef-lieu d'arrondissement et la capitale, Yaoundé, distante tout au plus de 250 km., sans lien de subordination au chef-lieu du département.

Les fonctions sociales liées à la présence de divers services renforcent le rôle de l'arrondissement. Au-dessus, au niveau préfectoral, les services n'apparaissent que comme le lien entre le département et la capitale. Au-dessous, l'on ne trouve plus de relais entre la sous-préfecture et les villages.

La croissance de Nanga-Eboko, marquée surtout par l'augmentation du nombre des habitants et le développement du secteur tertiaire, s'est-elle accompagnée d'un développement économique ? Dans le domaine agricole, l'on peut constater depuis une dizaine d'années une augmentation de la production cacaoyère, née de l'effort des services agricoles. Mais l'on remarque parallèlement la disparition de la culture du tabac de cape, la diminution des tonnages exportés d'arachides et de sésame. La riziculture, malgré l'installation il y a cinq ans à Nanga-Eboko d'une ferme chinoise de démonstration, n'a guère progressé au-delà d'un cercle circonscrit à l'agglomération. D'autres indicateurs peuvent être fournis par la circulation monétaire ou les budgets administratifs.

Les ressources budgétaires locales sont alimentées surtout par la collecte des impôts. Ces recettes ordinaires fournissent quelques 25 000 000 de francs à la commune de Nanga-Eboko. Les impôts sur le revenu, pour la part issue du commerce, n'apportent que 2 000 000 de francs ce qui est bien peu en regard du volume des ventes que nous avons estimé. En retour, cet argent sert surtout à couvrir les frais de fonctionnement de l'administration et la solde des fonctionnaires. La fraction revenant aux investissements locaux est faible : rien dans le

domaine de la production, un peu pour l'entretien des pistes, un peu plus pour les équipements sociaux (enseignement, santé, jeunesse et sport).

Les mandats émis en 1969 à la poste de Nanga-Eboko sont légèrement inférieurs en valeur à ceux de 1965, tandis que les mandats reçus sont en régression de 10 %.

Dans le domaine de l'habitat, la case traditionnelle en matériaux du pays, murs de terre et toit de nattes, forme 98 % des habitations rurales, 90 % de celles des villages de l'agglomération et des quartiers de la ville et 52 % de celles du noyau urbain proprement dit. Les bâtiments en dur ne concernent encore que l'administration, hormis les quelques maisons des commerçants ou des fonctionnaires locaux.

L'amélioration de l'habitat ne se manifeste que timidement avec l'apparition de la toiture de tôle sur les murs de terre : 13 % des habitations de la ville, 7 % des cases du reste de l'agglomération, 2 % seulement des cases en zone rurale.

Trop proche peut-être de la capitale, Nanga-Eboko n'a pas eu la force de s'extraire de la zone d'influence de Yaoundé en organisant son propre espace. La ville ne fait pas même figure de relais dans son département avec les autres petits centres, hors du plan strictement administratif. Les liens n'existent pas plus avec les petites villes des départements voisins. Chacun de ces petits centres ne paraît être qu'une branche indépendante d'un éventail économique dont l'axe est Yaoundé.

J. TISSANDIER

Réflexions provisoires sur
la décadence des villes secondaires
au Cameroun

L'aspect le plus important, le plus voyant des problèmes urbains de l'Afrique Noire contemporaine est bien sûr le phénomène général de la croissance des villes, de leur bond en avant démographique et économique... Cette progression particulièrement spectaculaire dans les grands centres (deux ou trois métropoles au plus par pays), marque également les villes secondaires, au Cameroun comme ailleurs.

Pourtant il semble que derrière la grimpée du volume des populations urbanisées et des chiffres d'affaires, un autre phénomène est discernable : celui du déclin - relatif ou absolu - des centres secondaires en tant que pôles régionaux. C'est à dire que l'embryon de réseau urbain qui s'était progressivement constitué tend plus à se dissoudre qu'à s'affermir.

Il y a bien sûr, rappelons-le, de nombreux cas de villes mortes ou mourantes parmi les anciennes capitales royales, qui comptaient plusieurs dizaines de milliers d'habitants du temps de leur splendeur, quand les visitèrent les explorateurs du siècle dernier : ainsi Doulo puis Mora chez les Mandara, Goulfey, Logone-Birni, chez les Kotoko, qui ne se relevèrent jamais de leur mise à sac par Rabah, Rey-Bouba, Kalfou, Mindif, Kontcha, Banyo, Tibati, naguère capitales de puissants lamidats foubé, Gambé, oppidum des Tikar.... Une seule en fait a survécu : Foumban, restée capitale des Bamoun, grosse agglomération aux activités essentiellement rurales.

Mentionnons également ces centres morts-nés que furent nombre des premiers comptoirs européens (Rio del Rey, Grand-Batanga, Campo), rapidement distancés puis écrasés, par les ports les plus importants. Ce ne sont plus que de médiocres villages où quelques vestiges délabrés de l'époque héroïque gardent un parfum d'histoire ancienne.

Il y a aussi des villes nées de la colonisation et grandies avec elle qui ont été durement frappées par la disparition de leur principale raison de développement : carrefour de communications ou fonctions administratives. Ainsi Yabassi, tête de navigation sur le Wouri à 50 km en amont de Douala, connut une période florissante à la fin du siècle dernier, quand s'y organisaient les caravanes de porteurs pénétrant à l'intérieur des terres nouvellement découvertes. Mais la percée des routes et chemins de fer du Mungo vers le pays Bamiléké et du Sud vers le Centre devaient condamner irrémédiablement cette voie au tracé particulièrement difficile, dans des contrées peu peuplées et débouchant dans l'angle mort entre les riches régions de l'Ouest et du Centre. Aujourd'hui Yabassi, chef-lieu d'un département vidé par un exode rural massif vers Douala, dresse encore le long du Wouri une façade de bâtiments en dur ou en tôles, oeuvre des anciennes compagnies commerciales (Deutsche Kolonial Gesellschaft, John Holt ...), mais ce ne sont que des ruines d'où toute vie s'est retirée, sauf le samedi, quand le marché hebdomadaire, qui s'y tient^{encore}, y ramène fugitivement le grouillement bariolé qui dût être celui de ses beaux jours. Cas fort semblable : Eséka, longtemps terminus du chemin de fer du Centre, ruiné par la prolongation de celui-ci jusqu'à Yaoundé.

Exemple tout récent, Mamfé, jadis principal point de contact entre le Cameroun sous tutelle anglaise et la Nigéria, aujourd'hui cul-de-sac à la frontière du chaos biafrais.

Doumé
De même, principal poste de l'Est à l'époque allemande, comme en témoigne encore son imposante forteresse, ne survit plus que grâce à son évêché.

Durant la décennie écoulée, Dschang et Batouri ont perdu leurs fonctions de capitale régionale au profit de Bafoussam et de Bertoua, dans le même temps que leur département était démembré, d'où un arrêt brutal de leur développement : l'activité urbaine s'essouffle, la croissance^{se} ralentit puis plafonne; les dernières fonctions à compétence régionale qui leur restaient leur sont enlevés l'une après l'autre : ainsi Dschang va-t-elle perdre en octobre 70 sa Cour d'Appel au profit de Bafoussam. Ces anciennes capitales, malgré la beauté de leur site, la magnificence de leur ordonnancement, le nombre de leurs cons-

tructions en dur, retombent ainsi au niveau de la moyenne des préfectures de brousse.

Mais à côté de ces cas spectaculaires de déclin absolu, les autres centres secondaires sont également frappés par une décadence discrète, marquée par la poursuite du gonflement démographique, par le développement continu des activités commerciales et le renforcement de l'armature administrative (1).

Ces centres souffrent de quatre causes d'affaiblissement : diffusion à travers la brousse de la fonction administrative, dispersion de la fonction commerciale, concentration des européens dans les grandes villes, concurrence croissante de ces métropoles.

La diffusion de la fonction administrative, par les multiplications des sous-préfectures et des districts, est sans doute le moins important. Le choix des autorités camerounaises étant de rapprocher au maximum l'administration des administrés, cela revient à rogner constamment les territoires dépendant des anciens centres administratifs. Certes cet amoindrissement quantitatif de leur pouvoir de commandement est compensé par le resserrement du rôle de l'administration sur la vie des ruraux, contraints à se rendre de plus en plus fréquemment dans les bureaux du chef-lieu pour mille et une paperasseries, mais les préfectures perdent ainsi une part de l'originalité de leur fonction. Rappelons aussi qu'au fur et à mesure que l'enseignement primaire se répand, il cesse d'être le privilège, ^{des villes} ou il était initialement confiné.

(1) Il ne s'agit, bien sûr, que des régions notablement urbanisées. Sur les marges frontalières du pays : au Sud-Est, au Nord, au Cameroun Occidental, les noyaux urbains continuent à se développer sur tous les plans, pour atteindre enfin un minimum de fonctions sociales et économiques, d'où la croissance de Yokadouma, Mokolo, Ya-goua, Fort-Foureau, Wum, Nkambé, Kumbo.... toutes villes d'accès assez difficile, parfois impossible en saison des pluies.

Plus dur a été pour les villes de brousse le déclin relatif de leur fonction commerciale. Dans la zone forestière avant la période coloniale, le commerce était inconnu : les dots et quelques autres trocs sociaux assuraient seuls un minimum d'échanges. Les marchés installés à côté des postes administratifs furent donc longtemps les seuls. Mais, progressivement, l'habitude du commerce s'est répandue et les marchés de brousse se sont multipliés, concurrençant ceux des villes. Ainsi à Bafia, à Akonolinga, à Abong-Mbang, entre autres, de nombreuses maisons de commerce, avec boutiques en dur, fondées par des "petits blancs" (grecs, très souvent) ont fermé leurs portes ces dernières années : au lieu d'avoir à venir à la ville vendre leur cacao ou leur café, et y dépenser aussitôt sur place leurs revenus, les paysans ont maintenant dans les villages des marchés périodiques qui leur évitent le déplacement. La desserte de ces marchés est généralement effectuée par des commerçants Bamiléké ou nordistes plus souvent que par les autochtones eux-mêmes. Selon les analyses de J. TISSANDIER à Nanga-Eboko, il s'agit d'une transformation et non d'une diminution du rôle commercial de la ville, puisque c'est d'elle que partent ces marchands ambulants, lui réservant ainsi un rôle de centre de ramassage et d'entrepôt; mais la fermeture de nombreux magasins de détail (près/des maisons commerciales de Bafia ces dernières années), accompagnant un mouvement de baisse des prix (signe de déflation), provoque un sérieux fléchissement de l'activité économique : débauchage de la main d'oeuvre, arrêt de la construction en dur, ralentissement relatif des activités liées au passage des ruraux (gargottes ...)

Bien que masqué par l'essor des chiffres d'affaires, dû à la monétarisation croissante des campagnes et à l'accélération continue des ventes commerciales, le phénomène de déclin économique des centres secondaires est vivement ressenti par les grandes compagnies de commerce (CCHA, KING, SOCOPAO, CFAO ...) qui ont considérablement réduit leur activité dans des villes comme Ebolowa, Mbalmayo, Eséka, Abong-Mbang, Bafia, Maroua, et même Nkongssamba, troisième ville du pays. Elles ont fermé nombre de leurs agences, ou bien ont restreint leur rôle à la seule collecte des produits d'exportation ou à la seule distribution en gros des marchandises importées. De même les banques

et les compagnies d'assurances qui avaient des bureaux en province les voient péricliter, en contraste frappant avec l'expansion brillante de leurs affaires dans les métropoles.

Lié pour une part à ce que nous venons de voir et pour une autre à la décolonisation, le repli massif des européens sur Douala et Yaoundé a fortement contribué à la stagnation des centres secondaires. Ainsi Bertoua qui comptait quelques 150 européens il y a dix ans n'en a plus qu'une trentaine. Ces européens menaient grand train de vie, se construisaient de vastes maisons, employaient une domesticité nombreuse, faisaient marcher tout un commerce de haut niveau... Leurs gros revenus entretenaient donc toute une activité qui ne leur a pas survécu, les fonctionnaires camerounais qui les ont remplacés ne pouvant vivre sur le même pied. Ce recul est très clairement perçu sur place.

Mais l'essentiel semble être la concurrence de plus en plus forte des grands centres, due à l'amélioration des communications routières, en qualité et surtout en quantité. Il n'y a pas de préfecture du Cameroun méridional d'où un camion ou un car partant à l'aube ne soit pas à Yaoundé dans la soirée, au moins en saison sèche. Cette facilité de circulation attire tout naturellement vers les centres les mieux équipés ceux qui doivent aller à la ville.

Les centres les plus proches des grandes villes sont évidemment les plus durement frappés par la concurrence. Ainsi Mbalmayo, à 50 km au Sud de Yaoundé, raccordée au chemin de fer du Centre, était naguère, selon une enquête routière de 1955, le principal centre de distribution de la région cacaoyère. Un trafic routier intense la liait à Sangmélima par une route goudronnée depuis peu, à Ebolowa et même au Gabon. Sur la piste Mbalmayo - Yaoundé, alors non revêtue, la circulation était active mais se limitait essentiellement aux échanges entre ces deux villes. C'était Mbalmayo la plaque tournante du Sud et les véhicules venus de Yaoundé ne s'y aventuraient guère. Depuis, cette route a été goudronnée, et l'activité commerciale de Mbalmayo en a reçu un coup mortel : la ville n'approvisionne plus que ses environs immédiats, jusqu'à Zoétéélé et Ngoulérakong. Les gens

de Sangmélina et d'Ebolowa aiment mieux faire 50 km de plus sur une excellente route et trouver à Yaoundé un marché bien plus dynamique. Voilà donc une ville privée de son rôle de relais régional par la transformation des communications.

Un des facteurs décisifs du déclin des villes - relais est la phobie des transporteurs envers les ruptures de charge. Il est vrai qu'avec une main d'oeuvre inexperte, les transbordements sont lents, générateurs de pagaille et fréquemment meurtriers pour les objets fragiles. Ceci explique en partie le faible rôle des chemins de fer dans les transports, sauf sur la ligne Douala-Yaoundé, où la concurrence de la route a été légalement bloquée par l'interdiction faite aux camions d'y circuler. Les commerçants, grands et petits, disposent de flottes de camions souvent impressionnantes (180 pour le seul Kritikos, qui depuis Kribi dessert tout le Sud), ils préfèrent aller chercher eux-mêmes leurs marchandises dans les ports et à Yaoundé : d'où le déclin de Nkongsamba "court-circuitée" par les liaisons routières rapides entre Douala et l'Ouest.

Dans le Nord, c'est Garoua qui joue ce rôle de plaque tournante, né de sa fonction portuaire. Le trafic sur la Benoué est arrêté, sans doute définitivement, mais le rôle d'entrepôt de la ville s'est renforcé comme tête de ligne du trafic routier massif qui relie le Nord au Sud (environ pour les 2/3 vers Yaoundé, 1/3 vers Douala). La redistribution à travers le Nord est faite à partir de Garoua par d'autres transporteurs, liés aux agences régionales des grandes compagnies et à la demi-douzaine de puissants commerçants foubé qui contrôlent entre autres tout le ramassage de l'arachide. Mais cet épanouissement du rôle régional de Garoua risque de se voir remis en question le jour où le chemin de fer Transcamerounais arrivera à Ngaoundéré (vers 1974) : il attirera probablement sur son terminus cette fonction de redistribution.

Ainsi donc, à l'exception des villes vivant dans l'orbite de Douala : Victoria, Kumbà, Loum, Edéa - qui n'en est qu'un faubourg industriel -, de Kribi, rénovée par son essor touristique, de Bafoussam surtout, carrefour routier devenu récemment la métropole des Bamiléké

plus par son rôle administratif (sanctionné en Avril 70 par son élévation au rang d'évêché) et par la spéculation immobilière des Bamileké émigrés qui investissent au pays natal, que par un commerce régionalement peu important (la concurrence de Nkongsamba est encore forte) et une industrie balbutiante, tous les centres urbains importants il y a une quinzaine d'années voient leur rôle réel s'amoin-
drir.

Restriction des activités commerciales, ralentissement de la construction, réduction numérique massive des gens à hauts revenus provoquent une baisse sensible des capacités d'emploi de ces villes secondaires. Mais si le chômage endémique qui y sévit n'y est pas plus aigu encore, c'est qu'avec leurs activités, les petites villes ont aussi perdu une bonne part de leurs attraits. Elles gonflent encore démographiquement, mais elles ne sont plus le but de l'exode rural, elles n'en sont plus qu'une étape avant le départ pour la vraie ville: la grande.

Ainsi la politique d'Aménagement du Territoire choisie par le Cameroun visant à freiner le gonflement monstrueux - vite incontrôlable - de quelques grands centres, en fixant la population pour une part dans les campagnes et pour une autre dans les petites villes, va-t-elle en fait à contre-courant de l'évolution naturelle, qui est le laminage de celles-ci, écrasées par la concurrence de quelques métropoles, auxquelles le développement des transports assure progressivement une domination sans intermédiaire sur un espace rural semé d'une poussière de petits centres d'une égale médiocrité.

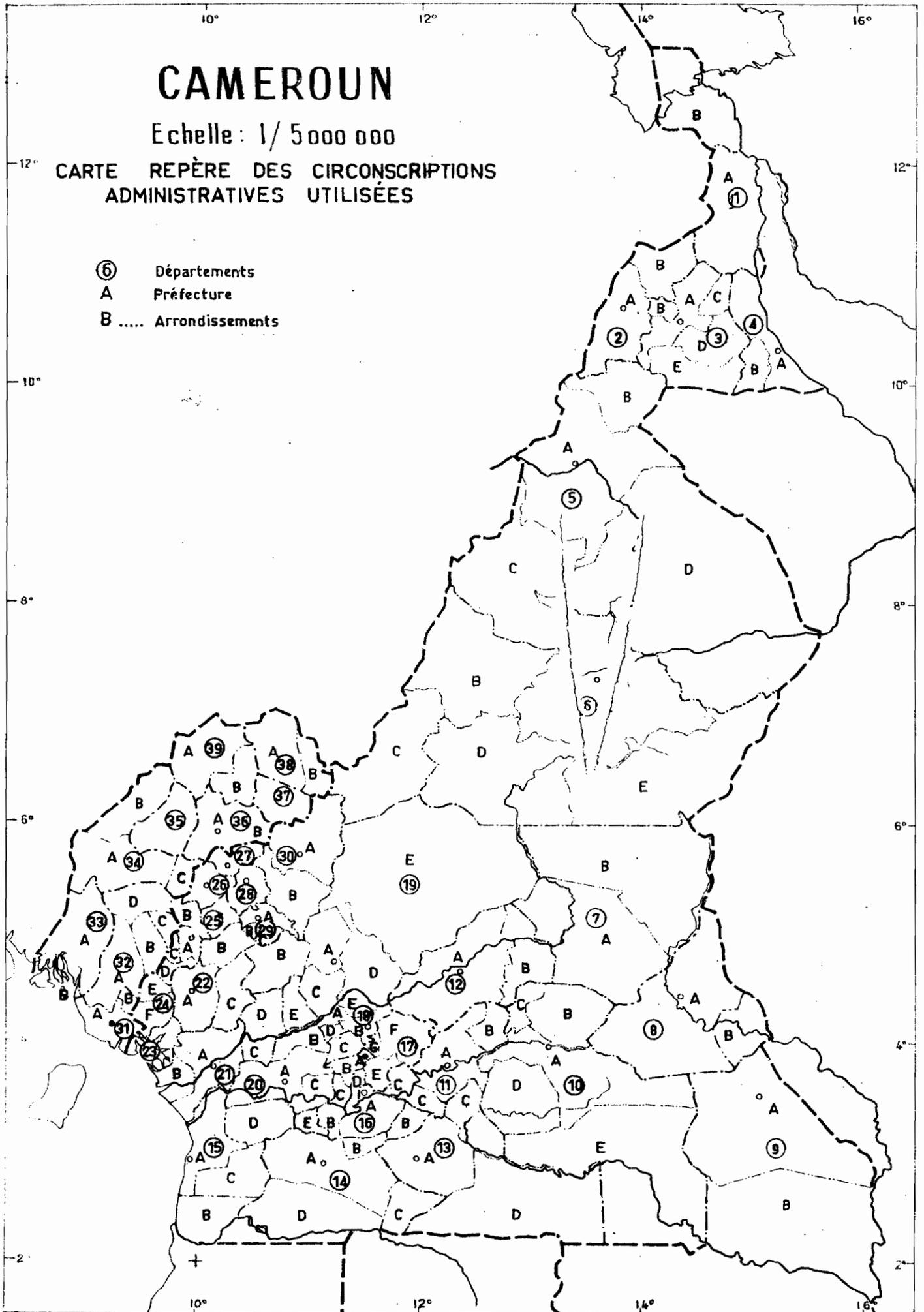
Cette option - la seule raisonnable - visant à revivifier les petites villes exigera un déploiement massif d'imagination, de législation et d'investissements que l'on voit à peine s'esquisser jusqu'ici.

CAMEROUN

Echelle: 1/5 000 000

CARTE REPÈRE DES CIRCONSCRIPTIONS
ADMINISTRATIVES UTILISÉES

- ⑥ Départements
- A Préfecture
- B Arrondissements



CARTE REPERE DES CIRCONSCRIPTIONS ADMINISTRATIVES UTILISEES

NORD

1/ LOGONE & CHARI

A : Fort-Foureau
B : Makari

2/ MARGUI-WANDALA

A : Mokolo
B : Mora

3/ DIAMARE

A : Maroua
B : Méri
C : Bogo
D : Mindif
E : Kaélé

4/ MAYO DANAY

A : Yagoua
B : Kar-Hay

5/ BENOUE

A : Garoua
B : Guider
C : Poli
D : Tcholliré

6/ ADAMAOUA

A : Ngaoundéré
B : Tignère
C : Banyo
D : Tibati
E : Meiganga

EST

7 / LOM ET DJEREM

A : Bertoua
B : Bétaré-Oya

8/ KADEI

A : Batouri
B : Ndélélé

9/ BOUMBA-NGOKO

A : Yokadouma
B : Moloundou

10/ HAUT NYONG

A : Abong-Mbang
B : Doumé
C : Nguélémendouka
D : Messaména
E : Lomié

CENTRE-SUD

11/ NYONG ET MFOUMOU

A : Akonolinga
B : Ayos
C : Endom

12 / HAUTE SANAGA

A : Nanga-Eboko
B : Minta

13 / DJA ET LOBO

A : Sangmélima
B : Zoétélé
C : Bengbis
D : Djoum

14/ NTEM

A : Ebolowa
B : Ngoulemakong
C : Mvangan
D : Ambam

15/ KRIBI

A : Kribi
B : Campo
C : Akom II
D : Lolodorf
E : Mvengué

16/ NYONG ET SOO

A : Mbalmayo
B : Ngomedzap
C : Dzeng

17/ MEFOU

A : Yaoundé
B : Mbankomo
C : Ngoumou
D : Bikok
E : Mfou
F : Essé
G : Soa

18 / LEKIE

A : Monatélé
B : Obala
C : Okola
D : Evodoula
E : Saa

19/ MBAM

A : Bafia
B : Ndikiniméki
C : Bokito
D : Ntui
E : Yoko

20 / NYONG ET KELLE

A : Eséka
B : Botmakak
C : Makak

LITTORAL

21/ SANAGA MARITIME

A : Edéa
B : Dizangué
C : Pouma
D : Ngambé
E : Ndom

22 / NKAM

A : Yabassi
B : Nkondjok
C : Yingui

23 / WOURI

(Douala)

24 / MUNGO

A : Nkongsamba
B : Mélong
C : Manjo
D : Loum
E : Mbanga
F : Di bombari

OUEST

25 / HAUT NKAM

(Bafang)

26 / MENOUA

(Dschang)

27/ BAMBOUTO

(Mbouda)

28 / MIFI

(Bafoussam)

29 / NDE

A : Bangangté
B : Bazou
C : Tonga

30 / BAMOUN

A : Foumban
B : Foumbot

CAMEROUN OCCIDENTAL

31 / FAKO

A.: Victoria
B : Muyuka

32 / MEME

A : Kumba
B : Tombel
C : Bangem
D : Nguti

33 / NDIAN

A : Ndian
B : Bamusso

34 / MANYU (ex CROSS-RIVER)

A : Mamfé
B : Akwaya
C : Fontem

35/ MOMO

(Mbengwi, jadis Gwofon)

36/ MEZAM

A : Bamenda
B : Ndup

37/ BUI

(Kumbo ex.Nsaw ou Bansa)

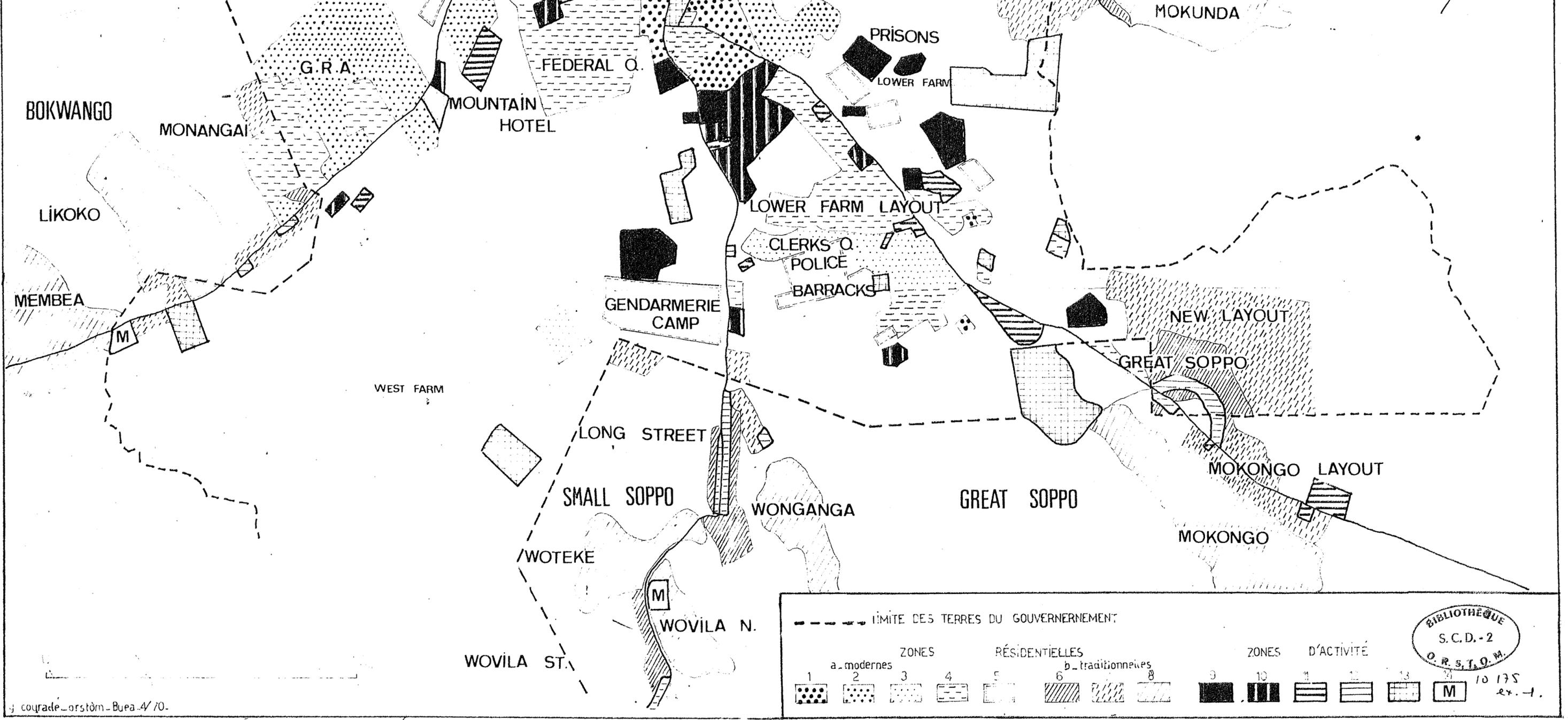
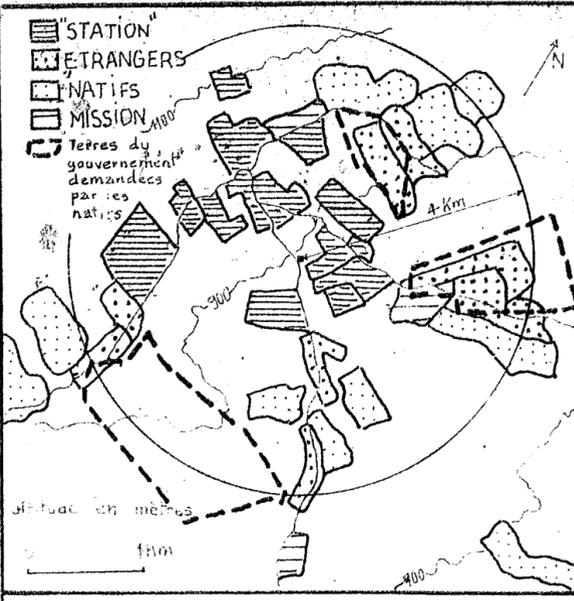
38/ DONGA ET MANTUNG

A : Nkambé
B : Nwa

39/ MEPTCHUM

A : Wum
B : Njinikom

AGGLOMERATION URBAINE DE BUEA

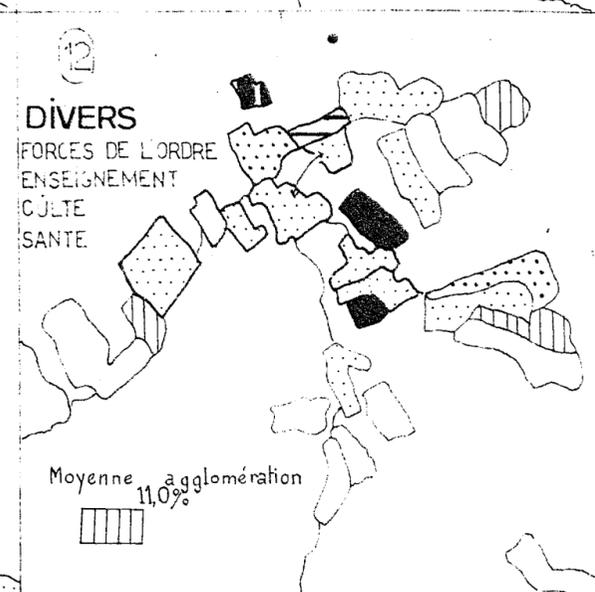
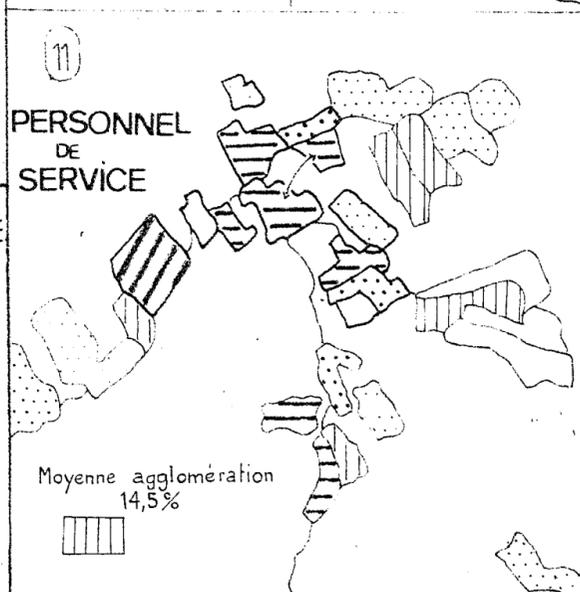
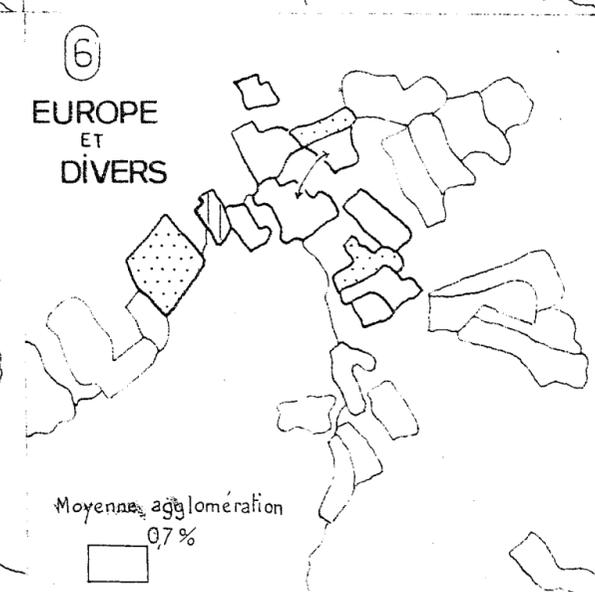
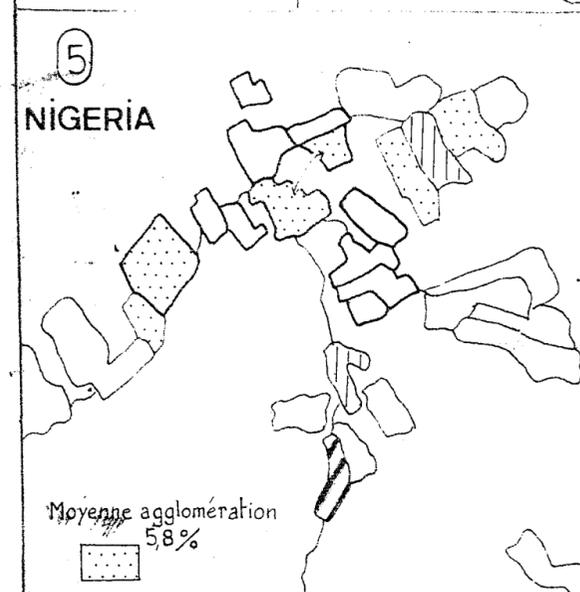
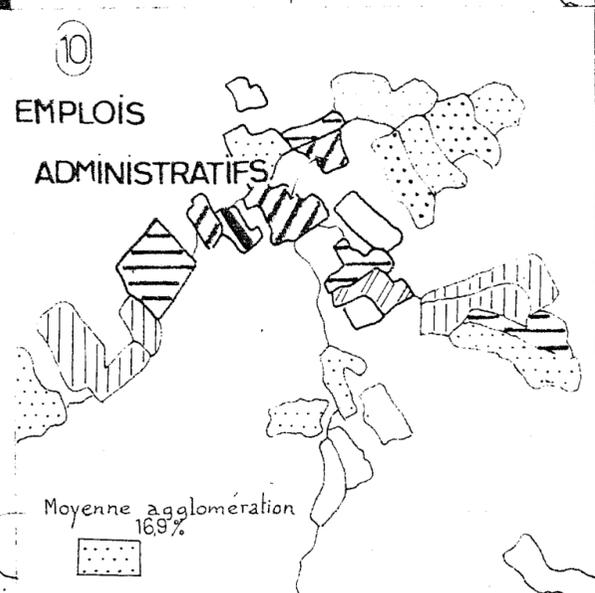
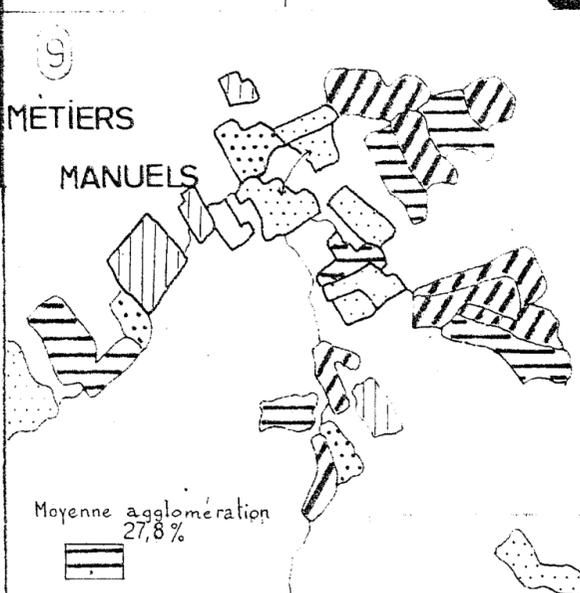
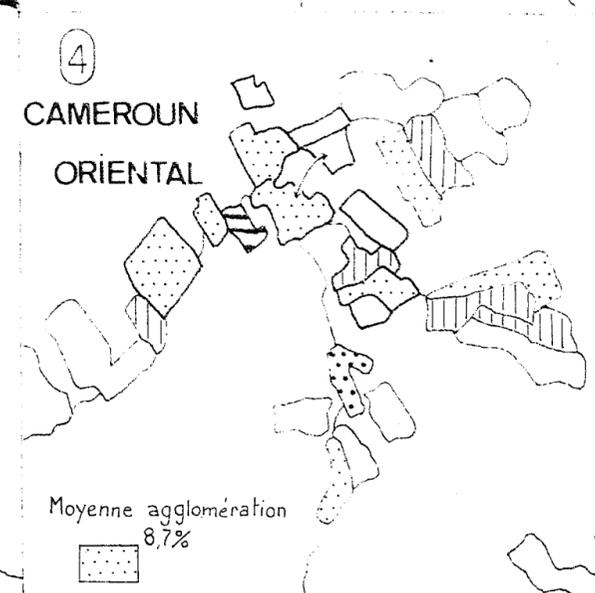
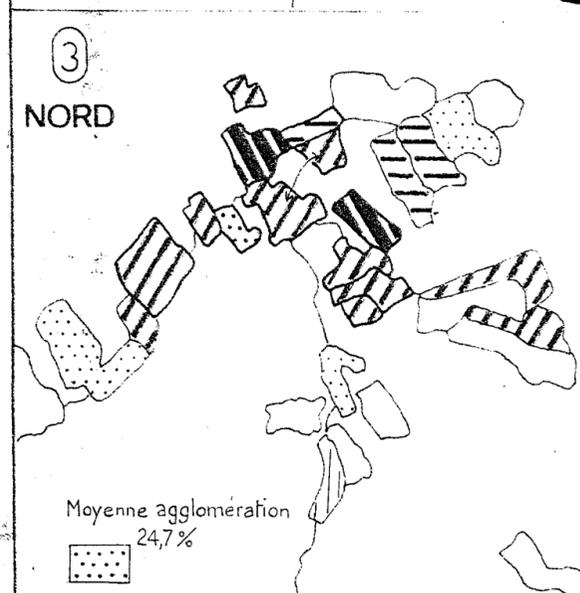
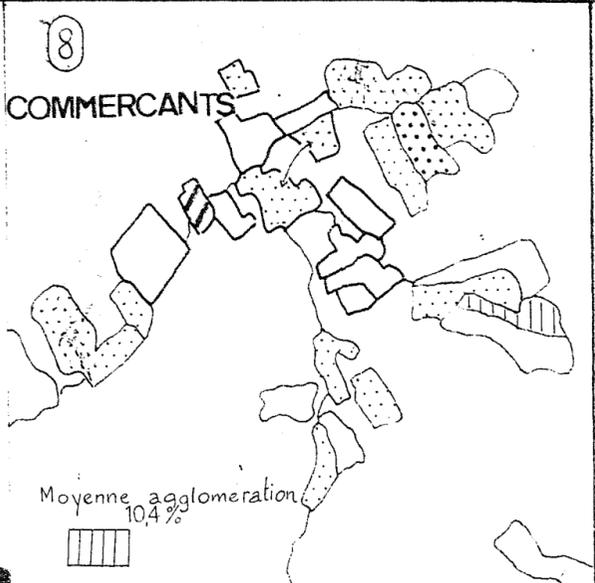
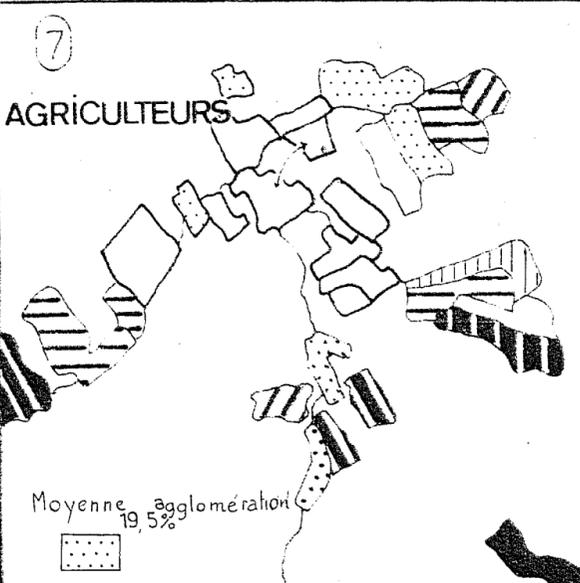
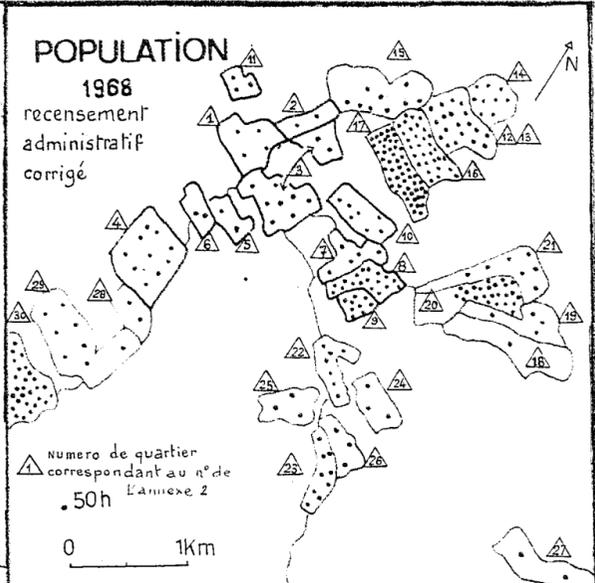
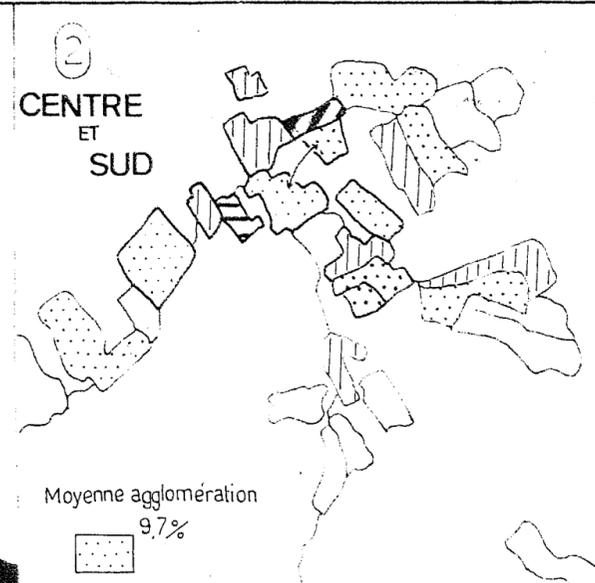
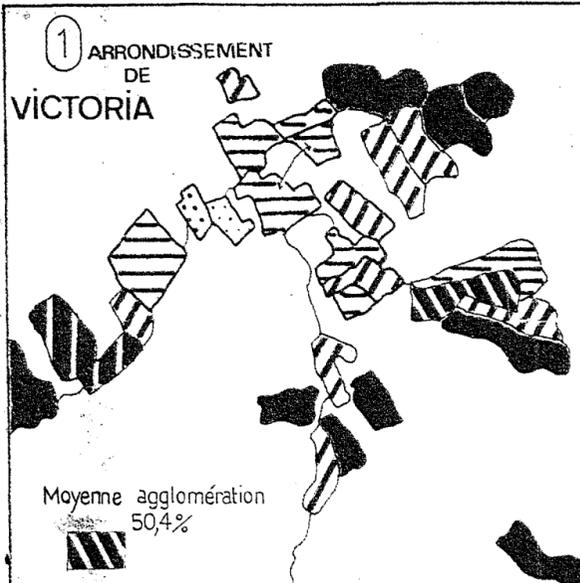


--- LIMITE DES TERRES DU GOUVERNEMENT

ZONES				RÉSIDENTIELLES				ZONES D'ACTIVITÉ					
a. modernes		b. traditionnelles		a. modernes		b. traditionnelles		a. modernes		b. traditionnelles			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14

M 10 175 24-1.

BIBLIOTHÈQUE
S.C.D.-2
O.R.S.T.O.M.



LIEU DE NAISSANCE

PLUS	DE 667	DE 500	DE 333	DE 250	DE 200	DE 150	DE 100	DE 50	MOINS
DE 75%	A 74,9%	A 66,6%	A 49,9%	A 33,2%	A 24,9%	A 19,9%	A 14,9%	A 9,9%	DE 4,9%

LEGENDE commune aux 12 figures

% POPULATION TOTALE OU ACTIVE

REPARTITION SOCIO-PROFESSIONNELLE

POURCENTAGE DE LA POPULATION ACTIVE

g. Courade Orstom Buea

BIBLIOTHÈQUE S.C.D.-2

10-175 ex-1.

0 50 100 150 200 250 km

BIBLIOTHÈQUE
S.C.D.-2
O.R.S.T.O.M.

10-175 ex. 1

Lac Tchad

TCHAD

NIGERIA

Garoua

Ngaoundéré

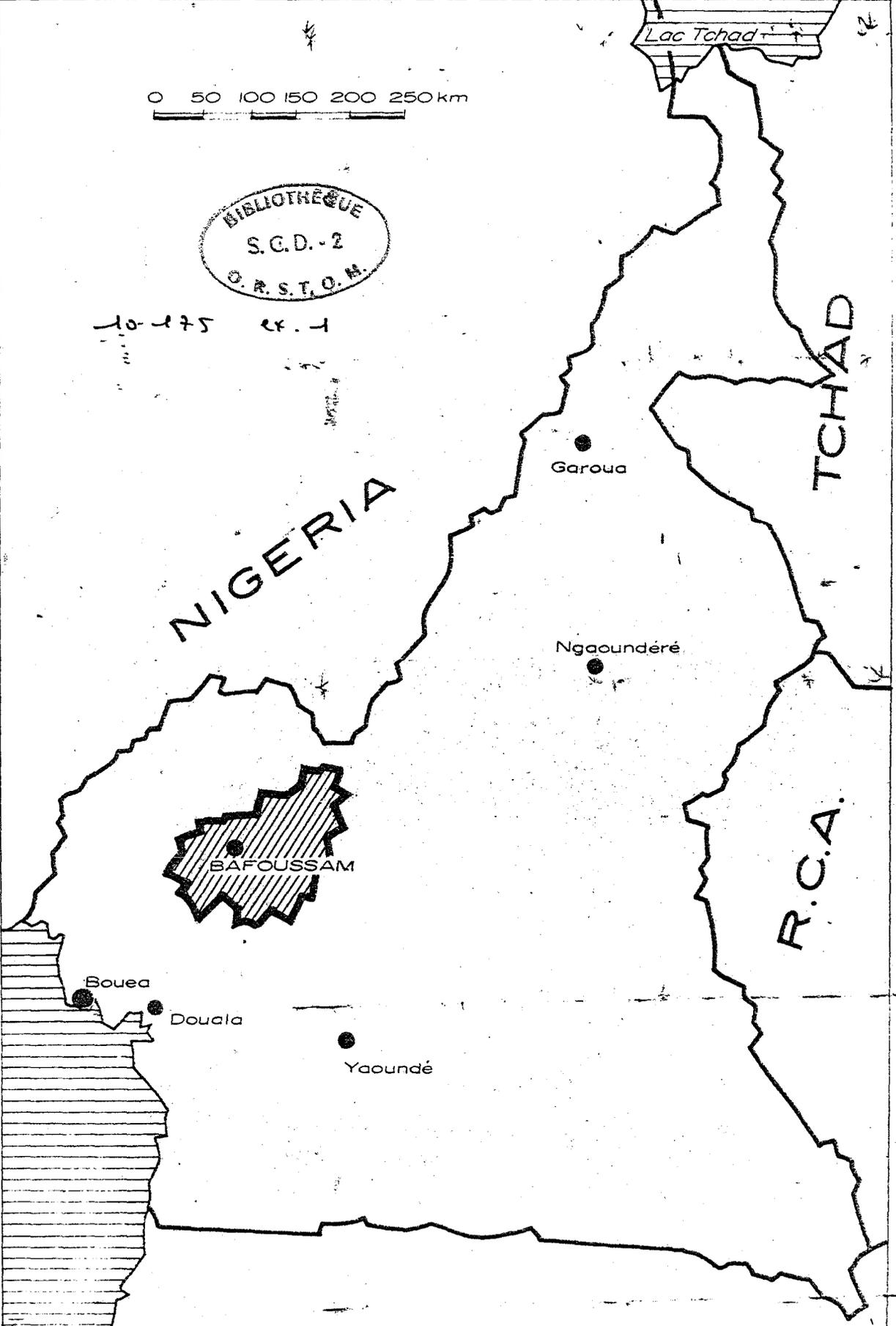
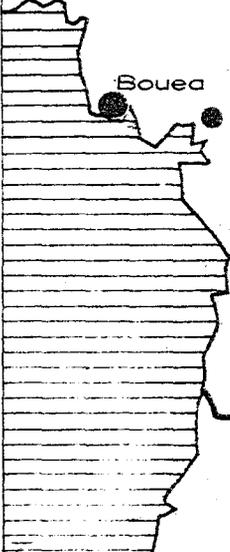
BAFOUSSAM

R.C.A.

Bouea

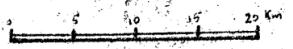
Douala

Yaoundé

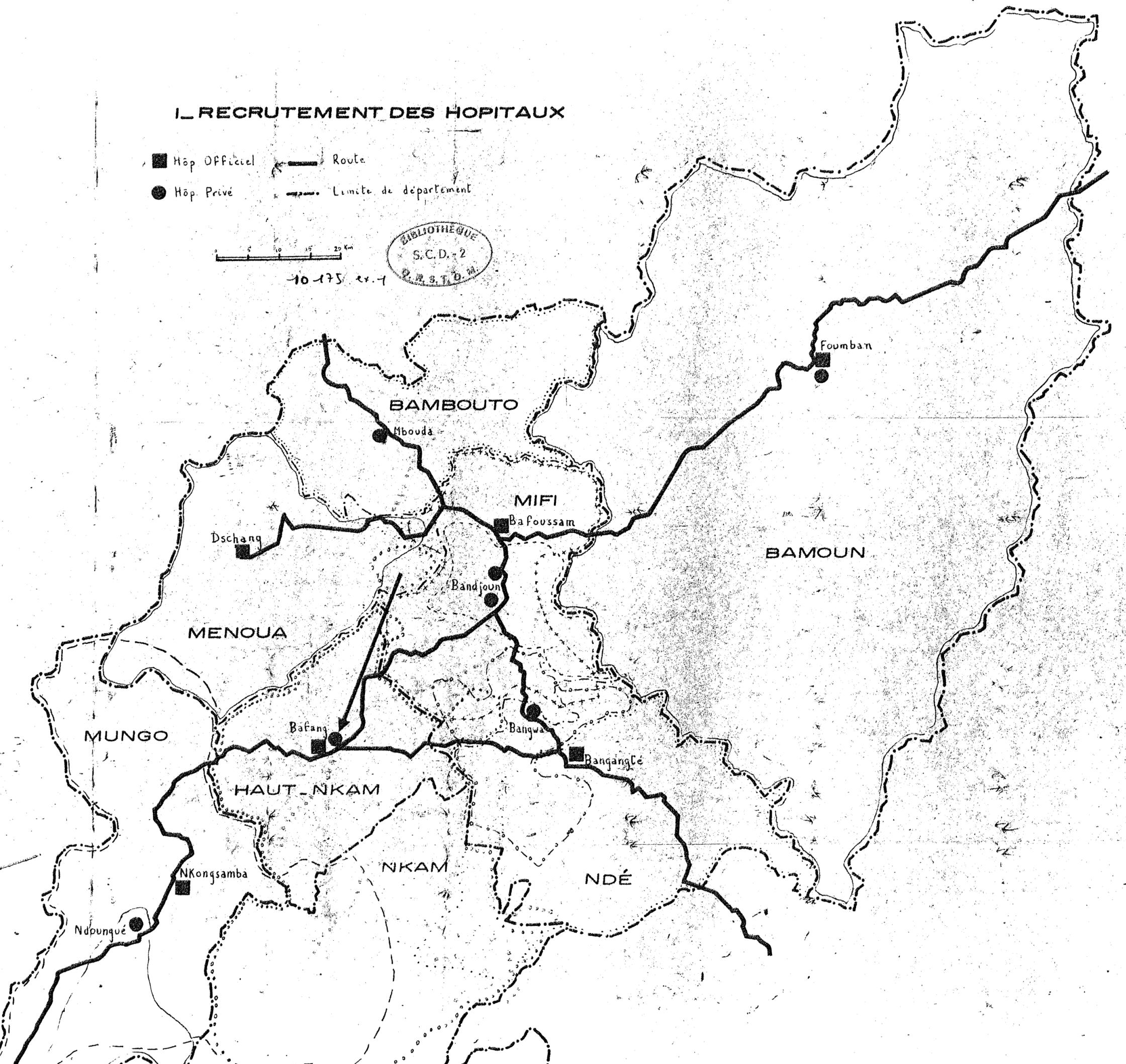


I - RECRUTEMENT DES HOPITAUX

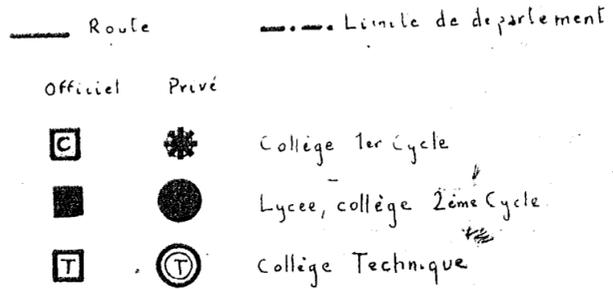
- Hôp. Officiel
- Hôp. Privé
- Route
- - - Limite de département



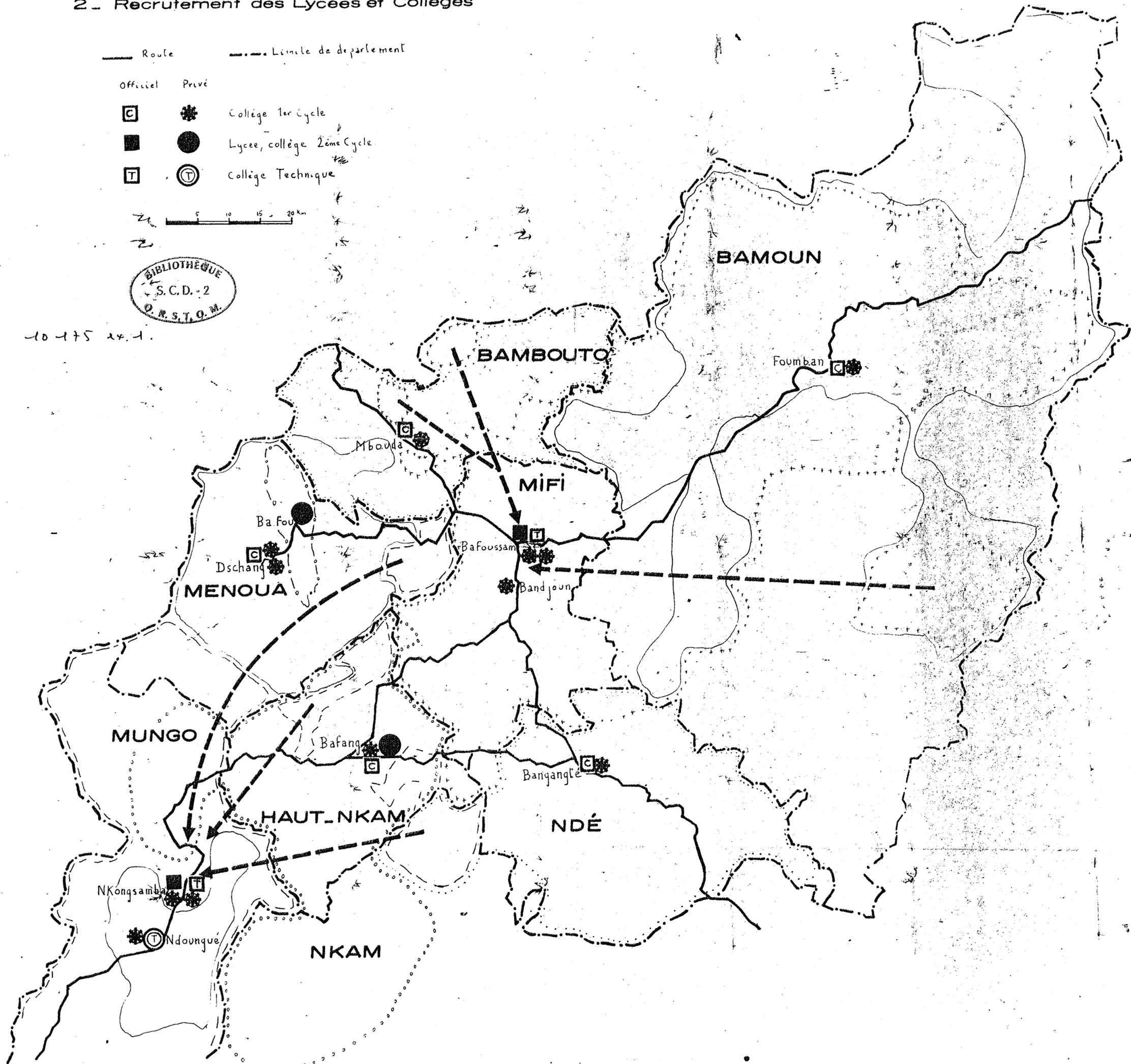
10-175 ex. 1



2. Recrutement des Lycées et Collèges



10-175 24.1.



3. Taux d'hospitalisation (pour 1000 hab)

60 et plus

40 à 59

20 à 39

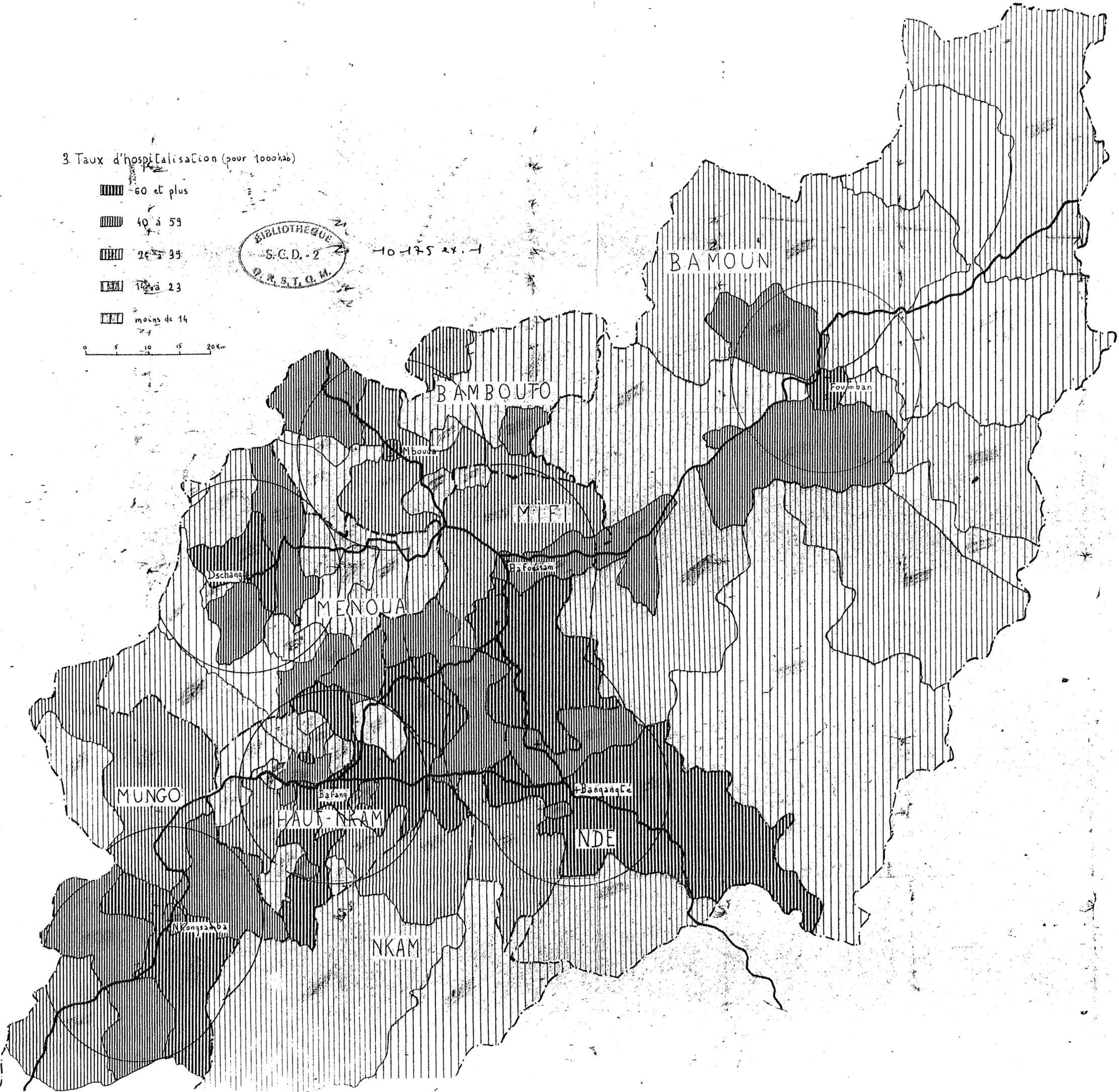
10 à 23

moins de 14

0 5 10 15 20 km



10-175 24.1



4. Taux de scolarisation secondaire (pour 10.000 hab.)

-  88 et plus
-  53 à 87
-  32 à 52
-  15 à 31
-  moins de 15



10 175 2K.1.

0 5 10 15 20 km

